

## Kabylie : la première enquête qui accable la gendarmerie algérienne

LE RAPPORT de la commission d'enquête indépendante mise en œuvre par le président Abdelaziz Bouteflika sur les violences qui ont ensanglanté la Kabylie d'avril à juin, rendu public dimanche 29 juillet, est accablant pour la gendarmerie algérienne. Celle-ci, pendant plus de deux mois, a « nourri et entretenu l'événement » en utilisant en particulier des « munitions de guerre ». Les auteurs de l'enquête reprochent à la gendarmerie d'être intervenue sans réquisition des autorités civiles et se demandent si elle n'a pas été « parasitée par des forces externes à son propre corps ». Les causes profondes des violences résident, selon eux, dans le malaise kabyle et non dans un « complot extérieur » d'abord évoqué par les autorités.

Lire page 26  
et notre éditorial page 11

www.lemonde.fr/algerie

## Japon : voie libre pour M. Koizumi

LE CHEF du gouvernement japonais, Junichiro Koizumi, a obtenu, dimanche 29 juillet, le mandat qu'il avait demandé aux électeurs dans le scrutin sénatorial destiné à renouveler la moitié de la Chambre haute. Il va pouvoir mettre en œuvre son ambitieux programme de réformes économiques. M. Koizumi devra affronter les « barons » de son Parti libéral-démocrate (PLD), hostiles à la remise en question des intérêts qu'ils représentent. Le premier ministre incarne un style nouveau en politique, mais ses détracteurs, plus proches de la société civile, lui reprochent de privilégier les apparences plutôt que la substance.

Lire page 2

www.lemonde.fr/japon2001

## Mario Monti s'explique



MARIO MONTI

LE COMMISSAIRE européen à la concurrence, Mario Monti, analyse dans le Monde sa stratégie face à l'offensive d'EDF en Italie. Il explique son refus du projet de fusion General Electric-Honeywell.

Lire page 12

www.lemonde.fr/ue

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KRÖ ; Espagne, 250 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 E ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3,30 FL ; Portugal, 200 Esc. ; République tchèque, 100 Kč ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KR ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 731 - 7,50 F - 1,14 €



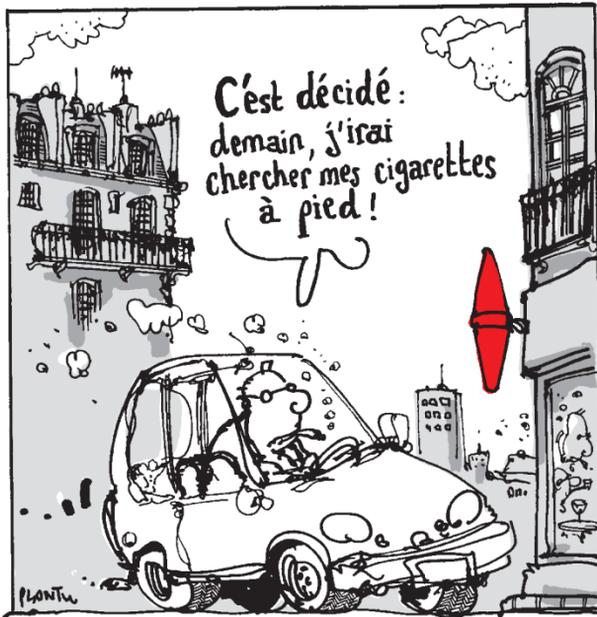
## Pourquoi l'été des villes est pollué

● Les grandes agglomérations sont touchées par des pics de pollution à l'ozone qu'amplifie la canicule ● Les maires paraissent impuissants à lutter contre des phénomènes qui se jouent des frontières ● Les Verts demandent la mise en œuvre immédiate de la circulation alternée

PICS de pollution à l'ozone à Marseille, Strasbourg, Lyon, Paris, Le Havre ces jours derniers : cette situation - due à un anticyclone stable, à l'absence de vent et à des températures élevées - ne devrait pas s'améliorer dans les prochains jours. Elle pourrait même s'aggraver, puisque Météo France prévoit des températures caniculaires au moins jusqu'au mercredi 1<sup>er</sup> août sur l'ensemble du pays.

Pour faire face à ces phénomènes, les pouvoirs locaux paraissent désarmés. A Paris, les Verts accusent le « tout-voiture » et réclament la mise en œuvre de la circulation alternée.

Mais Denis Baupin (Verts), adjoint au maire chargé des transports, remarque dans un entretien au Monde que seul le préfet de police a le pouvoir d'instaurer la circulation alternée et la gratuité des transports en commun. La limitation de vitesse et le stationnement résidentiel gratuit, qui sont du ressort du maire, apparaissent comme « un traitement assez homéopa-



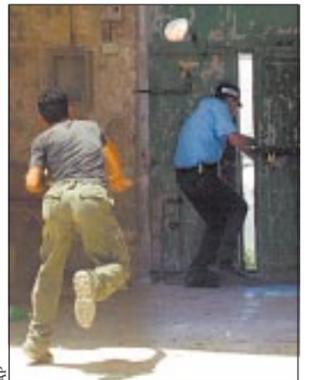
thique », ajoute-t-il, en affirmant que, pour l'ozone, les mesures prises « sont, par définition, peu efficaces ». La lutte contre la pollution doit être plus « globale », souligne-t-il, et concerner tous les polluants, dioxyde d'azote, de carbone, de soufre...

Fruit indirect de la combustion des hydrocarbures, la production d'ozone est augmentée par le rayonnement solaire. Et le vent, même très faible, déplace ces concentrations dans des régions qui ne sont pas envahies par l'automobile. Pas plus que le nuage de Tchernobyl, l'ozone n'a de frontières. Ainsi, Strasbourg, où la circulation automobile est interdite dans le centre-ville, est parmi les villes les plus touchées.

Les autorités sanitaires mesurent encore mal, pour le moment, les conséquences de ces phénomènes sur la santé.

Lire page 6

www.lemonde.fr/climat



JÉRUSALEM

## Violences au Temple

La volonté d'un groupuscule extrémiste juif de commémorer le jour de Tisha Beav sur le mont du Temple, qui est aussi l'esplanade des Mosquées pour les musulmans, est à l'origine de heurts israélo-palestiniens, pendant plusieurs heures, dimanche 29 juillet. La nuit suivante, six militants palestiniens membres d'une branche armée du Fatah, et recherchés par Israël, ont été tués et un septième blessé près de Naplouse.

p. 4

www.lemonde.fr/israel-palestiniens

## Hombre ! Toute l'Espagne a pour Zizou les yeux de Chimène

MADRID,

de notre correspondante

C'est de la folie, du délire, la locura totale, comme le titrait il y a deux jours un journal sportif : en quelques jours, la « zizoumania » a déferlé sur l'Espagne. Nos cousins - et cousines, car ici il y a au moins autant de supporters féminins que masculins - d'outre-Pyrénées ne se laissent pas facilement séduire en matière de football. Ne devient pas « Dios » du stade qui veut. Nicolas Anelka en sait quelque chose, qui, venu à prix d'or d' Arsenal pour jouer au Real, ne réussit jamais à être aimé, ni même à se faire apprécier, ne serait-ce que professionnellement. On le trouvait difficile, chipoteur, vedette, français en un mot.

Avec Zinedine Zidane, que la presse appelle respectueusement Zizou, ne s'autorisant même pas un Zizoucito qui pourrait paraître trop familier, c'est le contraire : tout n'est que miel et que roses. On l'a fait venir contre des sommes vertigineuses. Il les vaut, coupent les spécialistes. Il n'a pas le glamour d'un Cruïff, le romantisme d'un Pelé ? Qu'importe, sa discrétion est un signe de grande classe. Les Espa-

gnols n'en finissent plus de célébrer celui qui « fit gagner une certaine idée ouverte et pluri-raciale de la France ».

Aussi radios, journaux et télévisions ne se lassent pas : quatre pages sur le Zidane intime, dans le supplément dominical d'El País cette semaine ; reportages en direct sur l'entraînement du Real Madrid, en Suisse où, pour arriver à limiter le nombre de spectateurs, il a fallu les faire payer (24 francs la séance) ; retransmission spéciale du moment où le pied de Zidane toucha la terre promise du stade Bernabeu à Madrid. Le premier match, amical, vendredi 27 juillet, contre le club suisse de Lausanne, retransmis intégralement, a battu des records d'audience. Zidane n'a pas marqué, mais, disent les commentateurs, « il s'est imposé et a donné un avant-goût de ce qu'il peut faire ». Ses camarades du Réal, des vedettes plus que consacrées comme Figo ou Raul, ne tarissent pas d'éloges sur Zizou, qui « sait s'intégrer et fait participer tout le monde au jeu ». Résultat : les places au marché noir, pour les deux prochains matches amicaux, dépassent les 3 000 à 4 000 francs. Ajoutez à cela que,

avant même d'être en magasins, les chemises blanches annonçant « Zidane numéro 5 » étaient vendues à l'avance et que des propositions commerciales pour exploiter le double « Z », qui orne ses longues chaussettes blanches sont arrivées du Koweït, d'Arabie saoudite et même de Chine.

Il est vrai que Zizou sait y faire. Il n'a pas seulement un jeu de jambes impressionnant, mais aussi un sacré doigté. Sa page Web en français, anglais et italien promet, pour le mois d'août, une version espagnole de ses impressions. Et au cours de sa première conférence de presse, il a réussi à dire en espagnol « encantado de estar aquí » (enchanté d'être ici). Il ne lui restait plus qu'à expliquer dans un sourire qu'« il était venu pour gagner », car jouer en Espagne a toujours été son désir, et que c'était « un grand honneur que d'être au Real, lui qui ne voulait être qu'un "madridiste" de plus dans l'équipe », et la cause était entendue. Toute l'Espagne avait pour lui les yeux de Chimène. Hombre, quel succès !

Marie-Claude Decamps

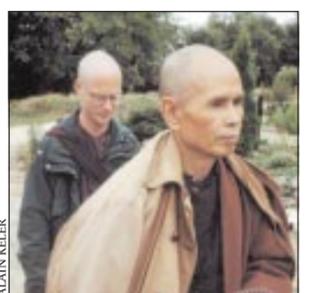


JUDO

## Céline Lebrun tout en or

Sa médaille de bronze, jeudi 26 juillet lors de la première journée des championnats du monde de judo à Munich, l'avait déçue. Céline Lebrun (photo) a donc choisi de s'offrir un titre mondial en s'engageant dans la compétition toutes catégories. Et, dimanche, la « petite » Orléanaise de vingt-quatre ans a triomphé d'adversaires beaucoup plus lourdes qu'elle.

p. 16 à 18



RELIGIONS

## Maîtres spirituels

### 2. Thich Nhat Hanh, moine bouddhiste

En plein Bordelais, le moine bouddhiste Thich Nhat Hanh (photo) a fait arracher les vignes de son domaine pour planter 1 250 pruniers, symboles d'éternité. On se presse de toutes parts pour venir écouter ce maître zen qui a adapté son enseignement à l'Occident, prônant l'écoute, la compréhension et l'amour.

p. 10

### POINT DE VUE

## Agriculture : la réforme en continu

par Jean Glavany et Renate Künast

LES attentes que nous avons, comme consommateurs, comme citoyens, à l'égard de l'agriculture, se sont transformées au fil des ans. Nous voulons aujourd'hui une production sûre, de qualité, diversifiée, une agriculture plus respectueuse de l'environnement. La priorité de la politique agricole commune doit être de produire mieux, pas de produire plus. Cette réorientation ne peut pas attendre. La protection des consommateurs et la politique agricole commune doivent être adaptées pour que les crises que nous avons vécues dans le passé proche ne se répètent plus. C'est dans l'intérêt de tous, notamment des agriculteurs, mais aussi des autres secteurs qui participent à la transformation et à la commercialisation des denrées alimentaires. Nous devons prendre en compte aussi les défis que nous posent l'élargissement de l'Union européenne ainsi que la négociation dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce.

Il ne s'agit pas de refaire, dans la précipitation, une réforme complète de la PAC. Nous commençons tout juste à mettre en œuvre ce qui a été convenu à Berlin en 1999. C'est un projet pour six ans. Nous devons d'abord repenser les relations entre agriculteurs et consommateurs en créant ce qui est appelé à devenir le « troisième pilier » de notre politique agricole. Les crises de sécurité des aliments comme le débat sur les OGM ou le rejet de la « malbouffe » ont suffisamment montré comment ces relations se sont détériorées. La crise de la vache folle aurait été mieux combattue si nous avions mis en place, plus tôt, un étiquetage complet pour le secteur bovin.

Lire la suite page 11

Jean Glavany est ministre français de l'agriculture et de la pêche.

Renate Künast est ministre allemande de l'alimentation, de la consommation et de l'agriculture.

**RÉUSSIR**

- ▶ **Baccalauréat**  
Terminales ES "pilotes" orientées HEC ou orientées Sciences Po  
Stages Terminales à Noël, février, Pâques • Stages Premières (Français, Mathis)  
Préparation des concours des écoles de commerce accessibles après le bac
- ▶ **HEC-ESSEC-ESCP/EAP (1<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> années)**  
Classes préparatoires annuelles "pilotes" voie Scientifique et voie Economique  
Stages intensifs de pré-rentrée et Noël, février, Pâques.
- ▶ **Math Sup - Math Spé**  
Classe Math Spé PC\* "pilote" réservée à des 5/2  
Stages intensifs en février, à Pâques et pré-rentrée pour Math Sup et Spé
- ▶ **Sciences Po**  
Classes préparatoires annuelles "pilotes"  
Stages intensifs à Pâques ("bac+1") et en été ("bac+0")  
De 35 à 40% d'amis à l'IEP de Paris, plus de 70% aux IEP de Paris+province
- ▶ **Médecine - Pharmacie**  
Encadrement scientifique annuel • Stage de pré-rentrée
- ▶ **Droit - Sciences économiques**  
Encadrement annuel • Stages de pré-rentrée et stages intensifs
- ▶ **Admissions sur DEUG, DUT, BTS, Licence, Maîtrise**  
• Sur DEUG, DUT, BTS : concours "Trepplin 1", "Profils 1", "Passerelle 1"  
• Sur Licence : 2<sup>e</sup> année de HEC-ESCP/EAP, EM Lyon, EDHEC, concours "Trepplin", "Profils", "Passerelle", Sciences Po, écoles de journalisme  
• Sur Maîtrise : 2<sup>e</sup> année de l'ESSEC, EFS-GRIPA, ENM, DECF-DESCF

**IPESUP • PREPASUP**  
16, rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris  
01 43 25 63 30 www.ipesup.fr  
Enseignement supérieur et secondaire privé

International.....	2	Tableau de bord.....	13
France-Société.....	6	Aujourd'hui.....	16
Régions.....	8	Météorologie.....	19
Carnet.....	9	Jeux.....	19
Abonnements.....	9	Culture.....	22
Horizons.....	10	Guide culturel.....	24
Entreprises.....	12	Radio-Télévision.....	25

**ÉLECTIONS** Le Parti libéral-démocrate (PLD, au pouvoir) a remporté haut la main les élections sénatoriales partielles du dimanche 29 juillet au Japon. Le scrutin donne au parti

du premier ministre, Junichiro Koizumi, une confortable majorité à la Chambre haute, conférant à ce vote, malgré un abstentionnisme important, le « mandat populaire » qu'il

souhaitait obtenir pour mettre en œuvre son plan de réformes économiques. ● M. KOIZUMI va devoir maintenant préciser ce plan dont il n'a fait qu'esquisser les grandes lignes et

dont le coût social risque d'être élevé en raison des nombreuses faillites qu'il provoquera. ● LES « BARONS » du PLD risquent de relever la tête pour contrer le chef du gouverne-

ment quand il va s'attaquer aux intérêts qu'ils représentent. ● LA BOURSE a accueilli fraîchement cette victoire. Elle est tombée, lundi, à son plus bas niveau depuis janvier 1985.

# Junichiro Koizumi obtient son « mandat populaire » pour réformer le Japon

Le Parti libéral-démocrate (PLD, au pouvoir) a remporté les élections sénatoriales de dimanche avec une majorité confortable qui devrait permettre au premier ministre nippon de mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires pour sortir l'Archipel du marasme économique

TOKYO

de notre correspondant

Le « tourbillon » Koizumi a fait effet au-delà des attentes dans les élections sénatoriales du dimanche 29 juillet au Japon. Non seulement les trois partis de la coalition gouvernementale (Parti libéral-démocrate - PLD, Komeito et Parti conservateur) remportent une victoire écrasante, mais encore le PLD, formation de Junichiro Koizumi, dont on attendait avant l'accession de celui-ci au poste de premier ministre, fin avril, qu'il essuie une défaite cuisante, renforce sa position en obtenant trois nouveaux sièges. C'est la plus significative victoire du PLD dans des élections sénatoriales depuis 1992. « Nous avons fait mieux que nous ne l'espérions », a déclaré M. Koizumi.

Sur les 247 sièges de la Chambre haute, renouvelée de moitié tous les trois ans, 121 étaient en jeu. La coalition emporte 78 sièges, ce qui lui assure, avec ceux non soumis au vote, une majorité confortable dans laquelle le PLD, qui en a enlevé dimanche 64 (plus de la moitié de ceux qui étaient à pourvoir), pèse d'un poids certain. La principale formation de l'opposition, le Parti démocrate (PD), progresse de 4 sièges ; le Komeito reste stable, mais, en revanche, les communistes et les socialistes reculent.

Ces élections, dominées par la personnalité du premier ministre



(qui bénéficie d'un taux exceptionnel de popularité de plus de 70 %), n'ont pas soulevé un grand enthousiasme dans l'électorat. Le taux de participation au vote (56 %) est inférieur à celui de 1998 (58,8 %) lorsque les électeurs avaient infligé une sévère défaite au PLD. La victoire des forces de la coalition et la remontée du PLD sont cependant perçues comme un mandat populaire en faveur de M. Koizumi. « L'électorat a apporté son soutien à

la mise en œuvre de réformes qui apparaissent comme celles de la dernière chance », écrit le quotidien *Asahi shimbun*. Un tiers de l'électorat flottant, sans affiliation partisane, a voté pour le PLD, soit trois fois plus qu'en 1998, indique un sondage de l'agence de presse Kyodo.

Sur les posters de la campagne électorale, M. Koizumi a souvent été représenté en chemise, retroussant ses manches. C'est assuré-

ment ce qu'il va devoir faire dans les semaines qui viennent avec la préparation du budget 2002. Il n'a fait qu'esquisser jusqu'à présent les grandes lignes du programme de réformes économiques qu'il préconise pour sortir le Japon de l'ornière.

## REMÈDE DOULOUREUX

Ces réformes tournent autour de trois axes : réduction des dépenses budgétaires (en particulier des travaux publics) afin de maîtriser le déficit des finances de l'Etat, qui a atteint 130 % du produit intérieur brut (PIB), et réexamen des subventions aux régions ; nettoyage en trois ans des mauvaises dettes des banques et mesures de lutte contre le chômage. En d'autres termes, un revirement par rapport à la politique menée jusqu'à présent, qui a consisté à relancer la conjoncture par des travaux publics et à apurer les dettes des banques mais à un rythme qui s'est ralenti au cours de l'année écoulée alors que les mauvaises créances s'accumulent.

Le remède de M. Koizumi sera douloureux et entraînera une augmentation des faillites et du chômage. Mais il n'a pas précisé les moyens pour arriver à ses fins ni les mesures pour remédier au coût social de son programme qui se traduira par la perte de 200 000 emplois. Il doit faire face enfin à

une impatience des marchés dont témoigne la chute de l'indice boursier, tombé la semaine dernière à son niveau le plus bas depuis seize ans.

La question qu'il aura à trancher dans les semaines qui viennent est la suivante : peut-on procéder à

celui-ci n'a pas changé pour autant. Rassurés par la victoire aux sénatoriales, ses « barons » vont vraisemblablement relever la tête et contrer M. Koizumi, dont les réformes menacent les intérêts de lobbies qu'ils défendent. Le premier ministre est sans doute popu-

## Contentieux sur le passé avec Pékin et Séoul

M. Koizumi devra, dans les semaines qui viennent, se préoccuper de la détérioration des relations du Japon avec ses principaux voisins, la Chine et la Corée du Sud. Une question qu'il a largement négligée. Les contentieux se sont multipliés au cours des derniers mois à propos de la parution de manuels scolaires nippons édulcorant certains faits historiques. La tension devrait encore monter avec la visite qu'entend faire M. Koizumi, le 15 août, anniversaire de la défaite du Japon, au sanctuaire Yasukuni où sont honorées les âmes des morts dans les conflits menés par le Japon depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, dont celles de criminels de guerre comme le général Hideki Tojo. Une visite - la première d'un chef de gouvernement depuis celle de M. Nakasone en 1985 - qui suscite notamment le courroux de Pékin. - (Corresp.)

des réformes structurelles drastiques alors que la conjoncture se détériore et aggrave les problèmes (par exemple, la chute de la Bourse alourdit la situation comptable des banques en dévalorisant leurs actifs).

La victoire du PLD, qui est d'abord celle de M. Koizumi, lui donne en principe une plus grande marge de manœuvre. Mais si le premier ministre offre une image différente du PLD (lire ci-dessous),

laire dans le pays mais il ne l'est pas au sein de son propre parti. Son clan est faible, et lui-même s'est fait beaucoup d'ennemis. Compte tenu à la fois de la situation économique et des résistances qu'il va rencontrer, il est vraisemblable qu'il ne pourra sans doute pas mener de front toutes les réformes et qu'il devra définir des priorités.

Philippe Pons

## PROFIL

### UN PREMIER MINISTRE

### ATYPIQUE ET POPULAIRE

Plus que pour un programme, les électeurs japonais ont voté pour un homme : Junichiro Koizumi. Une personnalité peu orthodoxe dans un monde politique terne qui ne reflète plus la société contemporaine des jeunes adultes. Avec ses cheveux grisonnants bouclés et longs, ses costumes clairs et ses cravates colorées, son allure détendue d'adolescent attardé, un peu « jazzy », en dépit de ses 59 ans, M. Koizumi a épousé le style de son époque. Il séduit par un langage direct et simple, émaillé de plaisanteries et d'une gestuelle presque latine, mais aussi parce que beaucoup se reconnaissent en lui.

Sa popularité tient à une image - cultivée avec un flair politique certain dans les médias télévisés - d'homme ordinaire, divorcé et ayant la charge de deux garçons, aimant la vie (les bars, la musique), parlant de tout - du Viagra, des femmes ou du hard rock - avec le même entrain, mais sachant aussi être grave et émouvant sur des sujets douloureux.

Né dans le sésail de la politique, fils et petit-fils de politicien, « Jun-

chan » (Petit Jun), a été élu député en 1972. Il avait trente ans. Depuis, il a toujours été considéré comme un excentrique par ses pairs. Il a été ministre des postes et de la santé mais il n'avait jamais détenu de grands portefeuilles avant d'être inopinément propulsé au sommet par une révolte de la base du PLD contre ses « barons », à la suite de la démission de l'impopulaire Yoshiro Mori. Dès que son nom est apparu pour succéder à celui-ci, sa popularité a atteint des sommets.

On peut accuser M. Koizumi de faire du populisme. Et les médias ne s'en privent pas. Mais est-ce l'unique raison de sa popularité ? Dans une société malmenée par les changements de l'appareil productif et l'enlèvement dans la crise, déçue de ses dirigeants mais qui reste profondément dynamique et inventive, Junichiro Koizumi est apparu comme un espoir de renouveau politique.

Ironiquement, alors qu'il est arrivé au pouvoir en déclarant qu'il fallait détruire le PLD, il vient de contribuer à le remettre en selle à la Chambre haute. C'est maintenant que s'ouvre la période la plus difficile pour M. Koizumi. « Désormais M. Koizumi est sur la corde raide », écrit l'*Asahi Shimbun*.

Ph. P.

## Yasuo Tanaka, un gouverneur rebelle au secours de Nagano, ruinée par les bureaucrates

TOKYO

de notre correspondant

Pantalon noir Versace et chemise aux couleurs vives, Yasuo Tanaka partait ce jour-là pour l'aéroport, retrouver son amie du moment, hôtesse

## PORTRAIT

« Je ne suis pas un politicien professionnel. Je peux vivre en écrivant. C'est à cette liberté que tient ma popularité »

de l'air, et passer des vacances en Toscane. En pleine campagne électorale. « Les sénatoriales ? Qu'ils se débrouillent ! », disait-il.

Ecrivain à succès depuis que son roman, *Quelle chose de cristallin*, publié en 1981, a été tiré à un million d'exemplaires, Yasuo Tanaka, quarante-cinq ans, n'a rien changé à sa vie de célibataire aimant les femmes et les plaisirs (ses articles gastronomiques ont été publiés en livre). Mais une chose a changé : il est plus occupé qu'il ne l'a jamais été depuis qu'une partie des milieux d'affaires de Nagano, las des administrations précédentes qui, avec les Jeux olympiques d'hiver de 1998, ont ruiné la préfecture pour des décennies (1 500 milliards de yens - 13,9 milliards d'euros - de dettes), lui a demandé de se présenter en octobre 2000 à l'élection pour le poste de gouverneur de la quatrième plus grande préfecture du Japon (2,2 millions d'habitants).

Sans étiquette, entré dans la campagne au der-

nier moment, soutenu par un mouvement de citoyens et jouant d'Internet pour diffuser ses messages, il a été élu avec 49 % des voix. Depuis, sa popularité reste au zénith (plus de 70 %). « Je vis comme un moine zen... ou presque », dit-il en riant. Mais depuis qu'il est là, les choses bougent.

Après avoir brièvement travaillé pour Mobil Oil, Yasuo Tanaka a vécu de ses écrits et de collaborations à des magazines sur les modes et les tendances de jeunes générations. Son expérience de volontaire à Kobé au lendemain du séisme de 1995 lui a donné une ambition : « Faire passer [ses] idées dans l'action », explique-t-il.

## COURANT D'AIR FRAIS

Avec les Jeux d'hiver, Nagano a battu des records en matière de corruption. Une corruption presque « parfaite » puisque la plupart des documents qui pourraient la démontrer ont été tout bonnement brûlés par la précédente administration... Yasuo Tanaka s'est donc donné pour tâche d'opérer ce qu'il nomme une *Révolution flexible*, titre d'un petit opuscule publié en juin, dans lequel il développe ses idées de réappropriation de la politique par les citoyens.

Pour commencer, il a fait passer un courant d'air frais à la préfecture en installant le bureau du gouverneur - généralement inaccessible - dans une pièce en verre au centre du hall d'entrée où il reçoit pratiquement sans rendez-vous. Un geste symbolique - « démagogique », disent ses adversaires - qu'il a complété en rendant publics les comptes de la préfecture sur un site Internet. Trois mois après son élection, il a pris

une décision sans précédent en annulant trois projets de barrages. Région montagneuse, la préfecture de Nagano en compte déjà une soixantaine. « Le béton, ça suffit ! C'est une nuisance pour l'environnement et un gouffre financier. Je ne suis pas opposé aux dépenses publiques, mais à condition qu'elles servent aux contribuables », dit-il, préconisant d'utiliser cet argent pour augmenter le nombre des enseignants : « On sert plus ainsi l'intérêt public qu'avec des ponts ou des barrages qui ne servent à rien, sinon à engraisser les politiciens et les entreprises de génie civil. »

Depuis son élection, M. Tanaka ne cesse de sillonner la préfecture en organisant des « rencontres portes ouvertes » sans limite de temps pour discuter avec ses administrés : « Je m'efforce de les aider à réfléchir, de clarifier les problèmes et de trouver des raccourcis pour les régler. Je ne suis pas un politicien professionnel. Tout le monde sait que je peux vivre à nouveau en écrivant. C'est à cette liberté que tient ma popularité. »

Et celle de Junichiro Koizumi ? « Il a copié les élus locaux réformistes. Mais ses réformes sont sans substance. Il demande que l'on vote pour le PLD [Parti libéral-démocrate, au pouvoir] comme le mauvais élève qui promet qu'il travaillera bien s'il a un beau bureau. Les maux du pays tiennent à la machine sclérosée du PLD, qui bloque le changement. Or M. Koizumi cherche simplement à la réparer. Mais l'opposition est trop bête pour tirer parti de ces contradictions. Alors, pourquoi devrais-je ne pas partir en vacances ? »

Ph. P.

## La fronde des élus locaux « indépendants » renouvelle la politique nipponne

TOKYO

de notre correspondant

Le succès du Parti libéral-démocrate (PLD) aux élections sénatoriales du 29 juillet est d'abord celui

## ANALYSE

La déconstruction du système prendra encore du temps, mais elle est inéluctable

d'une nouvelle manière de faire de la politique incarnée par Junichiro Koizumi, premier ministre depuis fin avril, qui doit sa popularité à son comportement plus qu'à son programme : beaucoup de Japonais lui font spontanément confiance parce qu'il leur paraît proche d'eux.

M. Koizumi a été le premier à mettre en œuvre, au niveau national, une nouvelle manière de faire de la politique inspirée de celle d'élus locaux sans étiquette. C'est en effet dans les provinces, plus qu'à Tokyo,

qu'a commencé un renouvellement de la politique japonaise.

Le réalignement des forces politiques nationales, commencé en 1993 avec la scission, au sein du PLD, du groupe mené par Ichiro Ozawa, a ouvert la voie à un jeu sans fin de chaises musicales et laissé au pouvoir le PLD, faute d'opposition crédible. Mais il ne reflète qu'imparfaitement le fonctionnement démocratique dans le Japon d'aujourd'hui. S'il y a un rejet, compréhensible, de la classe politique nationale, il n'y a pas de démission du citoyen au niveau local.

Le phénomène, difficile à appréhender et à quantifier, échappe aux politologues, qui conservent les yeux rivés sur le « chaudron » d'intrigues et de jeux de pouvoir de Nagatacho (le quartier de la Diète [Parlement], qui désigne aussi le monde de la politique). Mais ce n'est plus là que se produisent les vrais changements. Arrivé au pouvoir par « accident », porté par une révolte inattendue de la base du

PLD contre ses « barons », M. Koizumi démontre que la politique ne pourra plus se pratiquer comme ces cinquante dernières années : à huis clos, au fil d'intrigues de palais et d'arbitrages entre caciques et lobbies. Un système qui a fonctionné - et a contribué à faire du Japon la seconde puissance économique mondiale - mais qui a dérapé et s'est aujourd'hui enlisé. Sa déconstruction prendra sans doute encore du temps, mais elle est inéluctable.

## RÉFÉRENDUMS POPULAIRES

Les mini-rébellions à la base par voie de référendum populaire (ici contre une centrale nucléaire, là contre un barrage, ailleurs contre un aéroport), animées par des mouvements de citoyens, qui paralysent la machine (largement corrompue) de l'Etat, ne sont qu'une facette de ces nouvelles expressions de la démocratie dans l'archipel. Une autre est l'élection, ces dernières années, de gouverneurs indépendants qui ont ravi leurs sièges à ces

ex-bureaucrates, soutenus par les partis, qui les occupaient depuis des décennies.

Ces nouveaux venus forment certes encore une minorité, mais ils « ruent dans les brancards » et sont en train de faire, à leur niveau, de petites « révolutions » en rompant, au point nodal de la préfecture, les réseaux entre le pouvoir central et les 3 000 municipalités de l'archipel.

Elus au suffrage universel pour quatre ans, ils cherchent à profiter de la paralysie des instances centrales pour élargir la marge d'autonomie que leur accordent la Constitution et la loi sur la décentralisation. Ils sortent les « cadavres » des placards, taillent dans les travaux publics - dont la manne alimentaire traditionnellement les « caisses noires » -, rejettent de grands travaux impopulaires et rendent publics les comptes de leurs préfectures.

C'est le cas à Nagano avec l'élection de l'écrivain Yasuo Tanaka (lire ci-dessus), à Tochigi (au nord de Tokyo) avec celle d'Akiyo Fukuda, à

Mié (dans le nord-est de la péninsule de Kii) avec Masayaru Kitagawa, à Chiba (environs de Tokyo) avec la plus toute jeune Akiko Domoto (connue pour ses prises de positions en matière d'environnement et de défense des droits des femmes), à Kochi (Shikoku) avec Daijiro Hashimoto (second mandat), à Miyagi (région de Sendai) avec Shiro Asano ou dans la capitale avec le nationaliste proclamé Shintaro Ishihara.

## MOUVEMENTS DE CITOYENS

Tous ont fait campagne comme indépendants, et souvent sans autre soutien que celui des mouvements de citoyens. Une fois élus, ils ont adopté une attitude de confrontation avec le pouvoir central : en annulant la construction de barrages à Nagano, celle d'une centrale nucléaire à Mié et un projet de terrains gagnés sur la mer à Chiba.

Ce n'est pas la première fois qu'une « révolte » s'exprime au niveau local : de la fin des années

1960 et au début de la décennie suivante - avec en toile de fond les grandes maladies liées à la pollution -, des gouverneurs progressistes (soutenus par les communistes et les socialistes) ont régné sur les grandes villes (Tokyo, Kyoto, Osaka, Yokohama). Mais le PLD avait su habilement leur soustraire des programmes de bien-être social dont ils n'avaient pas les moyens pour les réaliser à leur place, et des gouverneurs bureaucrates avaient fini par reprendre les rênes.

Les gouverneurs sans étiquette d'aujourd'hui sont, eux, en phase avec un électorat plus diversifié qui, n'appartenant pas aux groupes sociaux ou professionnels cultivés par les partis, échappe à leur influence. A leur niveau, ils redonnent à leurs administrés le droit de participer au processus démocratique confisqué par des partis qui ne représentent plus guère une société en mutation.

Ph. P.

# Colin Powell a préparé à Pékin le voyage de George W. Bush en octobre

Reprise du dialogue militaire et sur les droits de l'homme

Au cours d'une visite éclair, samedi 28 juillet, à Pékin, le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, a normalisé les relations de l'administration Bush avec la Chine, qui

avaient démarré sur un ton méfiant, voire acrimonieux. Les deux pays vont reprendre leur dialogue sur les questions militaires ainsi que sur les droits de l'homme.

**PÉKIN**  
correspondance

Comme un vieux couple, qui régulièrement s'entre-déchire mais ne se quitte pas, la Chine et les Etats-Unis sont entrés dans une nouvelle phase de sourires. La visite éclair du secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, à Pékin, samedi 28 juillet, a permis de normaliser les relations, mal amorcées depuis le début de l'année, avec la nouvelle administration Bush, en relançant le dialogue sur tous les grands dossiers.

La reprise la plus marquante a lieu dans le domaine militaire : les échanges étaient interrompus depuis le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade par les forces de l'Otan, en mai 1999. Une réunion spéciale consacrée aux questions militaires est prévue en août et sera accompagnée de discussions d'experts sur la non-prolifération.

La Chine s'inquiète du programme américain de bouclier antimissile que le Pentagone a l'ambition de développer dans la zone Asie-Pacifi-

que. Pékin perçoit ce projet comme une volonté de « contenir » son expansion. A la mi-juillet, la Chine a néanmoins bousculé la donne en signant un traité d'amitié avec la Russie, également opposée au projet américain. De leur côté, les Etats-Unis redoutent la prolifération nucléaire, par exemple la vente de missiles chinois au Pakistan, ainsi que l'ambition de Pékin de réunifier Taïwan à « la mère patrie ».

Soucieux de ménager ses hôtes chinois, Colin Powell a rappelé que les Etats-Unis soutiennent la politique d'« une seule Chine » (contre l'indépendance éventuelle de Taïwan) et que les ventes d'armes américaines à Taïwan sont examinées en termes défensifs, dans le souci de maintenir l'équilibre stratégique dans la région.

Ce radoucissement dans les relations sino-américaines semble reproduire le scénario du cheminement du précédent président américain, Bill Clinton, très hostile envers le régime chinois pendant sa première campagne électorale, puis qui

s'est montré de plus en plus compréhensif, jusqu'à signer un accord de « partenariat stratégique » lors de sa visite en Chine en juin 1998.

A son arrivée à la Maison Blanche, George W. Bush s'est d'abord montré très réticent à l'égard de cette Chine qui prétend devenir l'autre grande puissance du XXI<sup>e</sup> siècle. Plus question de « partenaire stratégique » mais plutôt de « concurrent stratégique », voire de « rivale ». En avril, la mort d'un pilote de chasse chinois, dont l'appareil est entré en collision avec un avion espion américain, a encore envenimé le climat. Mais, peu après la libération de l'équipage américain, le ton a commencé à s'adoucir et les logiques commerciale et économique d'échanges volumineux reprendre de l'importance dans les rapports entre les deux pays. Fin mai, George W. Bush a renouvelé l'accord commercial sino-américain et quelques jours plus tard, les Etats-Unis se sont déclarés favorables à l'entrée de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce.

Il fallait quelques déclarations pour sceller cette réconciliation. C'est la mission qu'a accomplie Colin Powell, donnant un ton très conciliant aux échanges, même sur les droits de l'homme, insistant sur sa volonté de « développer une relation positive » avec la Chine, et renvoyant habilement tous les sujets difficiles à des commissions d'experts. Désormais, le voyage officiel de George Bush à Shanghai, en octobre, pour le sommet du Forum de l'Asie-Pacifique (Apec) est rendu possible.

Caroline Puel

► www.lemonde.fr/chineusa

## « Ne pas se focaliser sur les cas individuels »

Dans un grand moment de Realpolitik, Colin Powell a soulevé la question des droits de l'homme dans tous ses entretiens à Pékin, mais sans aborder de cas spécifique, soulignant devant la presse qu'il était important « de ne pas se focaliser constamment sur les cas individuels ». La Chine, pour sa part, avait opportunément expulsé, avant l'arrivée du secrétaire d'Etat américain, trois universitaires sino-américains condamnés pour « espionnage », permettant à M. Powell de ne pas rentrer de Pékin les mains vides. Du coup, la Chine et les Etats-Unis vont reprendre le dialogue sur les droits de l'homme, interrompu en 1999 après quelques mois d'essai. Cette approche, plus discrète et proche de la stratégie des Européens, consiste en particulier à former des juristes chinois. Sans nécessairement s'opposer à cette approche « douce », des organisations de défense des droits de l'homme considèrent qu'elle pose le problème de laisser irrésolus les cas de centaines de prisonniers souvent méconnus. - (Corresp.)

# Des archives mettent en cause Washington dans la chute de Sukarno, en 1965, à Djakarta

Révélation embarrassante alors que la fille du fondateur de l'Indonésie vient d'accéder à la présidence : des officiels américains finançaient les auteurs des massacres anticomunistes des années 1960

**WASHINGTON**  
de notre correspondant

Depuis vendredi, l'administration américaine se démène pour récupérer un volume de documents officiels sur les relations avec l'Indonésie au milieu des années 1960. Publiées par l'imprimerie nationale (GPO), ces archives du département d'Etat et de la CIA avaient pourtant été sélectionnées en vertu de la législation existante avant d'être données à imprimer, et distribuées à travers le monde. Le département d'Etat a accusé le GPO de n'avoir pas attendu un feu vert définitif. Le porte-parole du GPO a répliqué qu'il l'avait obtenu en avril : « Nous n'avons pas diffusé ce livre par inadvertance. » Un autre volume sur les relations avec la Grèce, la Turquie et Chypre a pu être intercepté à temps. Le service des archives (National Security Archive) spécialisé dans la publication de documents obtenus en vertu de la loi sur la liberté de l'information, en particulier sur le rôle de Washington aux côtés d'Augusto Pinochet, a mis le texte intégral sur son site Internet.

Pourquoi un tel vent de panique sur une histoire vieille de trente-six ans ? Parce que l'administration reste toujours très sensible quand il s'agit de ses interventions clandestines à l'étranger. Il se trouve, par ailleurs, que la nouvelle présidente indonésienne, Megawati Sukarnoputri, est la fille du président Sukarno, qui perdit le pouvoir à la suite d'un putsch militaire sanglant fin septembre 1965, et que ces documents confirment – s'il en était besoin – la connivence active des militaires et des diplomates américains dans ce qui fut l'un des plus horribles massacres de l'après-guerre, celui des communistes prochinois du PKI, qui avaient tenté de prendre le pouvoir.

Dans un télégramme du 15 avril 1966, l'ambassadeur Marshall Green admettait que « nous ne savons franchement pas si le chiffre exact (de communistes tués) est plus près de 100 000 ou de 1 million, mais nous pensons qu'il est plus sage de pencher vers le chiffre le plus bas, surtout en face de la presse ». N'empêche, un télégramme de février 1966 parlait de 80 000 morts dans la seule île de Bali, « et c'est loin d'être terminé ». Selon des témoins rencontrés à

« Les chances de détection de notre soutien sont aussi minimes qu'elles peuvent l'être dans une opération clandestine »

l'époque, si un chef de village était membre du PKI, toute la population, homme, femmes et enfants, était passée au fil de l'épée. Ce scénario s'est répété à travers l'archipel, ce qui n'a pas empêché un diplomate en poste à Djakarta, Richard Cabot Howland, de proposer un bilan de – seulement – cent cinq mille morts, sans doute pour ne pas trop nuire à l'image de l'allié qu'était devenu le général-président Suharto.

En pleine guerre du Vietnam, alors que le communisme chinois était l'ennemi, l'administration Johnson avait décidé d'aider discrètement, en évitant que l'on puisse remonter jusqu'à elle, les généraux

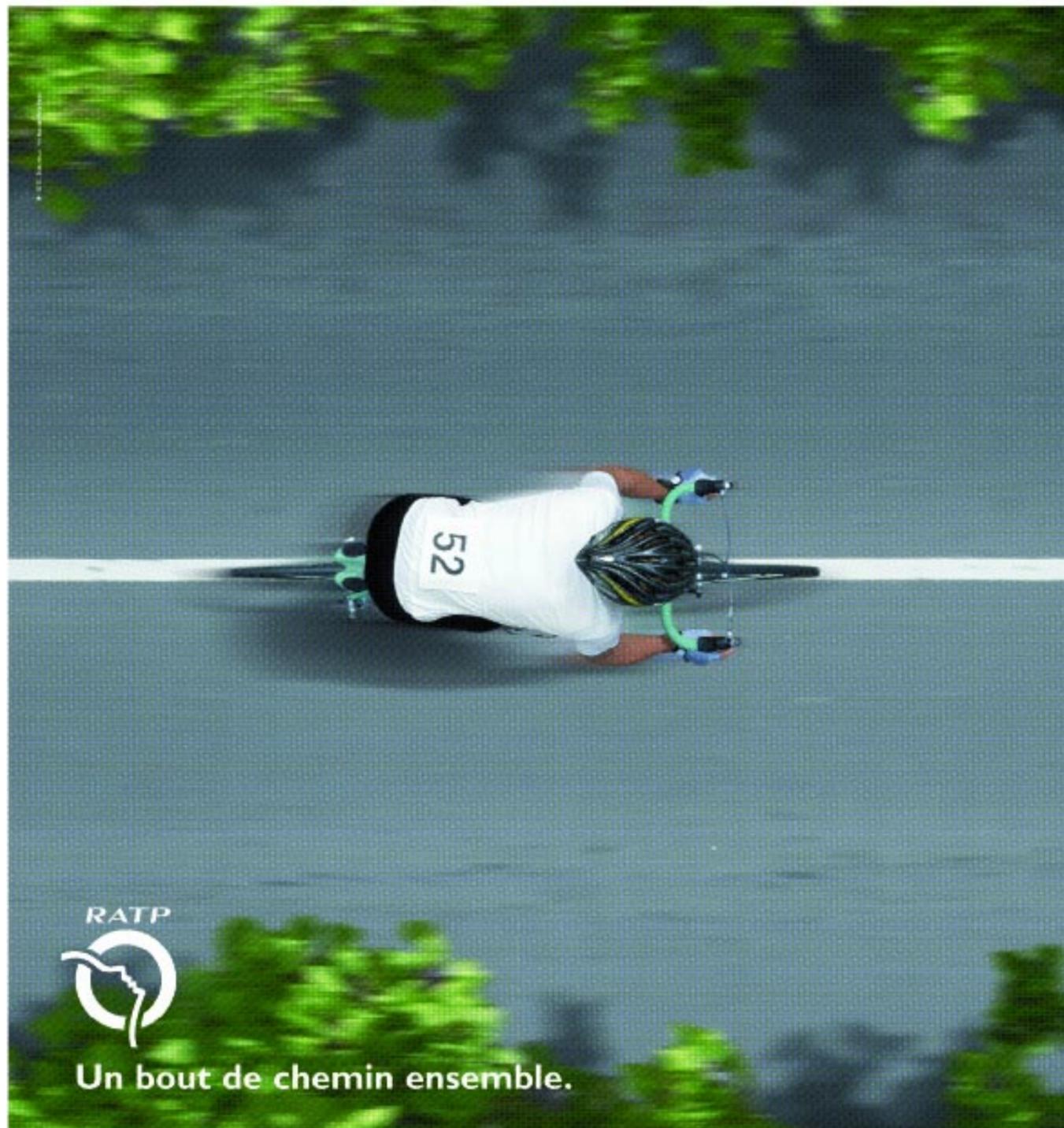
indonésiens à prendre le pouvoir et à éliminer le PKI. L'ambassade américaine leur a fourni du matériel et des listes de dirigeants et de cadres communistes qui ont pour la plupart été exécutés. La propagande américaine a été mise à contribution pour dénoncer les atrocités communistes, et les milices chargées de faire la sale besogne ont reçu de l'argent.

« Cela est pour confirmer que nous avons fourni à Malik 50 millions de roupies qu'il avait réclamées pour financer le mouvement Kap-Gestapu », écrivait le 2 décembre 1965 William P. Bundy, sous-secrétaire d'Etat pour l'Extrême-Orient. Ancien trotskiste devenu porte-parole des militaires, Adam Malik sera longtemps ministre des affaires étrangères de Suharto. Et le Kap-Gestapu fut l'un des groupes de tueurs les plus efficaces. Dix ans plus tard, l'armée indonésienne récidivait en massacrant 200 000 à 300 000 civils (sur 650 000) à Timor-Oriental, colonie portugaise envahie après avoir proclamé son indépendance.

MM. Green et Bundy pensaient avoir effacé leurs traces puisque ce dernier estimait que « les chances de détection ou de révélations ultérieures de notre soutien dans cette affaire sont aussi minimes qu'elles peuvent l'être dans une opération clandestine ». Il est vrai qu'il aura fallu longtemps avant que ces documents refassent surface. Mais si la CIA et le département d'Etat n'avaient pas suscité une nouvelle controverse en s'opposant à la diffusion de cet ouvrage, qui, en dehors de quelques chercheurs, aurait eu la patience de lire ces 800 pages d'archives ?

Patrice de Beer

► www.lemonde.fr/indonesie



Champs-Élysées-  
Clemenceau



Un bout de chemin ensemble.

## Macédoine : les pourparlers buttent sur la question linguistique

**OHRID (Macédoine).** Des pourparlers, destinés à mettre fin à six mois d'affrontements entre la guérilla albanaise de l'UCK et l'armée gouvernementale, se sont ouverts, samedi 28 et dimanche 29 juillet, à Ohrid, cité touristique du sud-ouest. Ils regroupent, du côté macédonien, le VRMO-DPMNE, du premier ministre Ljubco Georgievski, et l'Union social-démocrate (SDM), de Branko Crvenkovski, et, du côté albanais, le Parti démocratique albanais (PDA), d'Arben Xhaferi, et le Parti pour la démocratie et la prospérité (PDP), d'Imer Imeri. Ceux-ci n'ont eu que des discussions séparées avec les médiateurs américain et européen, James Pardew et François Léotard, mais elles pèlent déjà sur la question de la langue. Les partis albanais exigent que l'albanais soit reconnu comme langue officielle. Ils seraient prêts en échange à des concessions, comme l'abandon de la référence, dans le préambule de la Constitution, à « l'existence de deux nationalités, macédonienne et albanaise ». Pour les partis macédoniens, il est hors de question d'instituer l'albanais comme langue officielle, ce qui reviendrait, selon eux, à accepter « une fédéralisation du pays, qui conduirait ensuite à sa partition ». Selon eux, les négociateurs albanais reviendraient à leur position initiale, alors qu'ils avaient accepté précédemment que l'albanais ne soit reconnu comme langue officielle qu'au niveau administratif et dans les zones où la population albanaise représente 20 % au moins, le long de la frontière avec l'Albanie. Les discussions devaient reprendre lundi, alors que le cessez-le-feu du 5 juillet semble à nouveau menacé par des incidents qui se sont multipliés, dimanche 29 juillet, faisant quatre blessés dans les rangs de l'armée macédonienne. — (AFP)

## Revue militaire russo-ukrainienne en mer Noire

**SÉBASTOPOL.** Le président russe, Vladimir Poutine, et son homologue ukrainien, Leonid Kouchma, ont passé ensemble en revue, dimanche 29 juillet, les bâtiments de guerre de leurs deux pays, à Sébastopol, en Crimée, sur les rives de la mer Noire. L'événement, une première depuis la disparition de l'URSS, soulignait le rapprochement entre les deux pays, qui ont conclu en février une série d'accords militaro-industriels. Vladimir Poutine et Leonid Kouchma ont été acclamés par des dizaines de milliers de personnes venues assister à la revue, qui rassemblait dans le port 21 bâtiments de guerre russes et neuf ukrainiens. Moscou et Kiev ont officiellement mis un terme en 1997 à plusieurs années de contentieux concernant le partage de l'ex-flotte soviétique et le statut du port de Sébastopol, dont 80 % des installations sont aujourd'hui louées par l'Ukraine à la Russie. — (Reuters)

### DÉPÊCHES

■ **PORTO-RICO : les habitants de l'île de Vieques se sont prononcés,** dimanche 29 juillet, à 68 % des votants, pour la cessation immédiate des exercices de la marine américaine sur leur île. Des bombardements d'une durée de dix jours sont prévus à partir du mercredi 1<sup>er</sup> août. La marine américaine n'entend pas tenir compte de ce vote à caractère uniquement consultatif, a déclaré le lieutenant-commandant Kate Mueller, porte-parole de la marine à Washington. L'île de Vieques est utilisée par les Etats-Unis pour ses exercices de débarquement et bombardement depuis plus de soixante ans. — (AFP)

■ **ARGENTINE : le Sénat a approuvé,** lundi 30 juillet, le projet de loi prévoyant une hausse des impôts et une réduction du salaire des fonctionnaires, afin d'atteindre un déficit budgétaire zéro d'ici à la fin de l'année. Dominé par l'opposition péroniste, le Sénat avait dans un premier temps reporté l'adoption de ce projet, déjà approuvé par la Chambre des députés. — (AFP)

■ **TAÏWAN : le passage du typhon Toraji** a fait au moins 14 morts et 14 disparus, lundi 30 juillet au matin. Le typhon a frappé l'est et le sud de l'île, provoquant inondations et glissements de terrain. Douze corps ont été retrouvés dans les coulées de boue qui ont recouvert de multiples habitations des villages de Kuangfu et de Fenglin, dans la région de Hualin (est), la plus touchée. — (AFP)

■ **PAKISTAN : un haut responsable du ministère de la défense** a été assassiné, lundi 30 juillet, à Karachi. Syed Zafar Hussain, 50 ans, travaillait comme directeur de recherches au ministère. Il quittait sa maison dans le quartier de Nazimabad, quand des hommes ont ouvert le feu sur sa voiture. Cet assassinat survient quelques jours après le meurtre à Karachi de Shaukat Mirza, directeur général de la compagnie pétrolière Pakistan State Oil. — (Reuters)

# Le mont du Temple-esplanade des Mosquées a été le théâtre de heurts israélo-palestiniens

Un groupuscule juif voulait poser la première pierre du troisième Temple à Jérusalem

Les dirigeants palestiniens ont accusé Israël de « violations » de Lieux saints musulmans après les heurts consécutifs à une cérémonie symbolique, organisée dimanche 29 juillet par un groupuscule extrémiste juif à Jérusalem. La police israélienne est intervenue sur l'esplanade des

Mosquées-mont du Temple à Jérusalem après que des Palestiniens eurent jeté des pierres en direction des fidèles juifs en prière en contrebass.

### JÉRUSALEM

de nos envoyés spéciaux

Absent depuis longtemps, son retour dans le ciel de Jérusalem laissait augurer une journée difficile. Dimanche 29 juillet, l'imposant zepelin blanc était à nouveau posté au-dessus de la Vieille Ville, afin d'observer, quantifier et photographier les mouvements de foule. La police craignait des débordements et tous les journaux israéliens y avaient consacré leur « une ». Ils eurent lieu. Le bilan est de 33 blessés : 18 Palestiniens et 15 policiers israéliens.

A l'origine de ce dérapage annoncé, la volonté d'un groupuscule juif de prier sur le mont du Temple – premier lieu saint du judaïsme, qui est aussi l'esplanade des Mosquées, troisième lieu saint de l'islam –, pour le jour de Tisha Beav. Cette date commémore la destruction du premier et du deuxième Temple et toutes les grandes catastrophes de l'histoire juive. La démarche de ce groupe, les Fidèles du mont du Temple, n'est pas nouvelle mais, à la faveur du conflit, elle a pris une dimension particulière.

### A L'EXTÉRIEUR DES MURAILLES

Tous les ans, depuis 1968, ce groupe qui milite pour la reconstruction du Temple – ce qui supposerait la destruction de la mosquée Al-Aqsa et du Dôme du rocher – demande à la police l'autorisation d'aller prier sur le mont du Temple, ce qui lui est systématiquement refusé, afin d'éviter tout incident avec les musulmans. Puis il présente un recours devant la Cour suprême qui s'en remet toujours à l'avis de la police. Cette année, les juges ont, comme à l'accoutumée, rejeté la demande. L'autre requête, la pose symbolique de la première pierre du troisième Temple, fut acceptée mais vidée de sa substance, puisqu'elle devait s'effectuer à l'extérieur des murailles de la Vieille Ville.

Tout s'est d'abord déroulé sans incident. Contrairement à d'autres années, les « fidèles », qui n'étaient qu'une quarantaine, n'ont pas tenté de forcer le mur de policiers qui leur faisait front. Au pied de la rampe d'accès au mont du Temple, pendant près d'une heure, ils ont fait le vœu de reconstruire le Temple. Puis ils ont lu le Livre des lamentations du prophète Jérémie, le texte traditionnel de ce jour de deuil. A quel-

ques dizaines de mètres de là, quelques centaines de juifs ultra-orthodoxes priaient devant le mur des Lamentations, totalement indifférents à ces manifestants qu'ils considéraient souvent comme des blasphémateurs. Pour eux en effet, la reconstruction du Temple ne peut se faire qu'en temps de paix et, en attendant, il est interdit de prier sur le mont du Temple.

La demande des Fidèles du mont

Dès les premiers jets de pierre, la police est intervenue sur l'esplanade, où des responsables musulmans diffusaient par haut-parleurs des appels au calme. Il était midi passé. Durant plusieurs heures, des échauffourées ont opposé les forces de l'ordre aux « chebabs » (les jeunes, en arabe). En milieu d'après-midi, six journalistes palestiniens et arabes étaient évacués à coups de bâtons de l'intérieur de l'esplanade. « Nous

ont été autorisés à évacuer les blessés. D'après les témoignages du journaliste d'ABC, les policiers auraient tiré des gaz lacrymogènes et des balles d'acier recouvertes de caoutchouc. La police israélienne a démenti avoir fait usage de telles balles.

### UNE TRENTAINE D'ARRESTATIONS

Sur les civières, quelques blessés – dont une femme voilée – grimaçaient de douleur, mais ne semblaient pas sérieusement atteints, à l'exception d'un seul qui aurait été touché au cou. Un peu plus tôt, plusieurs jeunes Palestiniens arrêtés avaient été emmenés dans un véhicule de la police, depuis le petit poste de la porte des Lions, l'un des accès à la Vieille Ville menant à l'esplanade des Mosquées. Il y aurait eu environ une trentaine d'arrestations.

« Les scènes d'affrontements ont été violentes et la police a réagi de manière disproportionnée », s'est plaint, à la sortie de la mosquée, un député arabe israélien de la Knesset, Abdel Malek Dahamché, qui allait même jusqu'à nier l'évidence des jets de pierre ; « Pour l'instant, les manifestants sont bloqués dans la mosquée mais il a été convenu avec les forces de l'ordre qu'ils pourront tous sortir après la fin de la prière », assurait-il. Il était environ 17 heures. Une demi-heure plus tard, les manifestants se dispersaient par petits groupes dans la Vieille Ville. La journée aurait pu tourner au drame.

Catherine Dupeyron et Bruno Philip

## Six activistes du Fatah tués en Cisjordanie

Six militants palestiniens recherchés par Israël ont été tués et un septième a été blessé dans une explosion, dans la nuit du dimanche 29 au lundi 30 juillet, dans le camp de réfugiés de Farah, près de Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie. Les six tués sont membres des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, une branche armée du Fatah, le mouvement du président palestinien, Yasser Arafat.

L'explosion aurait été provoquée par un obus de char ou une roquette tirée à partir d'une position israélienne proche de la colonie d'Elon Moreh, dominant le secteur, selon une source de sécurité palestinienne. Israël n'avait encore fait aucun commentaire à ce sujet, lundi 30 juillet. Les médias israéliens ont évoqué la possibilité d'une explosion accidentelle de bombes que les six Palestiniens préparaient. Les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa avaient revendiqué, le 24 juillet, le meurtre d'un jeune Israélien dont le corps avait été découvert à Ramallah, toujours en Cisjordanie. — (AFP)

du Temple a été perçue par les Palestiniens comme une provocation déléguée, une volonté de porter atteinte à leur lieu saint. Samedi, le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, enjoignait aux siens de « protéger la Vieille Ville, les lieux saints et le Haram al-Charif de la profanation ». Cela a commencé par des pierres lancées par les Palestiniens sur les juifs priant au mur des Lamentations, en contrebass.

avons été chassés pour ne pas pouvoir raconter ce qui se passe : les manifestants sont réfugiés dans la mosquée Al-Aqsa et le Dôme du rocher », racontait l'un d'eux, qui travaille pour la chaîne de télévision américaine ABC.

Au terme de longues négociations entre les responsables du Waqf (l'organisme de gestion des biens musulmans) et les autorités, des ambulances et des brancardiers

## Les Arabes et les musulmans dénoncent une « provocation »

DÈS SAMEDI, face au tapage fait par les « Fidèles du mont du Temple » sur leur intention de poser, dimanche 29 juillet, la première pierre du troisième Temple à Jérusalem, de nombreux pays et organisations arabes et musulmans avaient mis en garde contre cette « provocation ».

En sa qualité de président du comité Al-Qods (Jérusalem), issu de l'Organisation de la conférence islamique, le roi du Maroc Mohammed VI a appelé les pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et le secrétaire général des Nations unies « à intervenir d'urgence pour interdire tout acte qui porterait atteinte aux lieux sacrés de l'islam à Al-Qods al-Charif ». Evoquant des « actes de provocation que des groupes israéliens extrémistes prévoient d'entreprendre pour porter atteinte aux lieux sacrés de l'islam » à Jérusalem, le roi a estimé qu'« un agissement d'une telle nature aura incontestablement des répercussions graves sur la situation sécuritaire dans toute la région, y compris l'escalade de la violence et de l'instabilité ». Le comité Al-Qods est notamment chargé de la préservation du patrimoine arabo-islamique de la ville sainte.

Le ministre jordanien des affaires étrangères, Abdel Ilah Khatib, a averti que cette affaire pourrait entraîner « une escalade grave (...) dont Israël assume la responsabilité ». « Le gouvernement israélien doit prendre

des mesures pour empêcher cette provocation qui risque d'aggraver une situation déjà très tendue », a déclaré, de son côté, le chef de la diplomatie égyptienne, Ahmed Maher. Pour les Emirats arabes unis, cette action est « d'autant plus dangereuse qu'elle est cautionnée d'une manière flagrante par le gouvernement israélien et ne représente plus seulement la position de groupes qualifiés d'extrémistes ».

### « MISE EN GARDE »

L'Iran a adressé « une mise en garde » à Israël « contre la destruction des Lieux saints islamiques dans la Ville sainte ». « Jérusalem et ses Lieux saints sont le foyer de solidarité des peuples et des Etats islamiques », a souligné le porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères, Hamid-Reza Assefi, qui, selon la radio, a « vigoureusement » condamné « ce complot » israélien.

Le Sénégal, qui préside le comité de l'ONU sur les droits inaliénables du peuple palestinien et est membre du comité Al-Qods, a lancé un appel aux Nations unies pour « une action urgente » à Jérusalem afin de prévenir tout acte pouvant « envenimer la situation ». Le Sénégal a demandé à Israël d'assumer « toutes ses responsabilités vis-à-vis des extrémistes juifs » et de « s'engager plus résolument dans la préservation du processus de paix ». — (AFP)

## Reporters sans frontières invite Israël à assurer une meilleure protection des journalistes

### JÉRUSALEM

correspondance

D'emblée, Robert Ménard, secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF), a signalé au Monde, la « spécificité » du nouveau rapport publié par son association. Le document porte sur les blessures par balles subies par les journalistes couvrant le conflit israélo-palestinien depuis le 29 septembre 2000. « En général, lorsque l'on présente nos conclusions, a-t-il expliqué, au mieux on nous répond que ce sont des bêtises, que nous faisons de l'ingérence, au pire on nous demande de partir, voire on nous met dehors. Ici, les Israéliens n'ont jamais contesté les faits. Ils ont même salué notre travail en précisant que cela les avait aidés à faire prendre conscience aux officiers supérieurs de problèmes internes à l'armée. Enfin, ils ont déjà pris des mesures concrètes qui tiennent compte de nos propositions. »

En dix mois, d'après RSF, trente journalistes ont été touchés, certains deux ou trois fois. Les balles seraient israéliennes, selon toute vraisemblance. Dans la plupart des cas, les blessures superficielles provoquées par des balles caoutchou-

tées, n'ont pas nécessité d'hospitalisation. Mais, cinq personnes auraient pu mourir et deux photographes, le Français Laurent Van der Stockt et la Russe-Américaine Yola Monakhov, auront vraisemblablement des séquelles à vie. Les trois quarts des blessés sont des Palestiniens, photographes ou cameramen des télévisions et agences de presse.

### FORMATION DES MILITAIRES

Tout en soulignant que « la presse jouit en Israël d'une liberté qui n'a pas d'équivalent dans la région », RSF s'interroge sur le caractère accidentel ou délibéré des tirs. « Dans un certain nombre de cas, il y a un sérieux doute sur la nature accidentelle du tir, soit parce que les journalistes ont été blessés alors qu'ils étaient éloignés des manifestants, soit parce que la manifestation était terminée ou pas commencée », dit le journaliste Hervé Déguine, auteur de l'enquête.

Daniel Seaman, directeur du bureau de presse gouvernemental (BPG) israélien, n'exclut pas que « localement, des militaires ou des policiers mal formés et mal encadrés commettent des erreurs. Mais ce sont

des incidents locaux que nous condamnons fermement », dit-il. Afin d'éviter d'autres « bavures », une vidéo et des séminaires de formation ont été mis au point pour sensibiliser soldats et officiers au travail des journalistes. « Il y aura d'autres incidents, ils sont inévitables, souligne M. Déguine. Ce que l'on demande, c'est la mise en place d'enquêtes systématiques et la prise de sanctions à l'égard des soldats fautifs et de leurs responsables hiérarchiques. »

C. D.

## University of London Enseignement à distance

Si vous ne pouvez vous rendre à Londres, c'est Londres qui viendra à vous

Des diplômes DE QUALITÉ  
Excellence universitaire  
SOUPLESSE DES ÉTUDES  
Nous sommes là où vous êtes  
Excellence universitaire

### Niveau licence :

Comptabilité  
Banque  
Informatique  
Théologie  
Economie  
Anglais  
Français  
Géographie  
Allemand  
Systèmes d'information  
Relations internationales  
Italien  
Droit  
Management  
Mathématiques  
Philosophie  
Sociologie  
Espagnol

### Niveau maîtrise :

Agriculture  
Maîtrise en administration des entreprises (MBA)  
Dentisterie  
Alcools et drogues  
Economie  
Education  
Environnement  
Finance  
Alimentation  
Géographie  
Systèmes sanitaires  
Maladies infectieuses  
Droit  
Santé du bétail  
Psychologie pratique  
Sciences du comportement  
Politiques publiques

Reprendre des études pour une remise à niveau de vos compétences ou pour satisfaire vos intérêts personnels. Plus de 80 formations qualifiantes au niveau licence ou maîtrise vous sont proposées à votre rythme, où et quand vous le souhaitez.

Brochures disponibles à l'adresse suivante :

The Information Office (01/LM/07)

Senate House, Malet Street, London WC1E 7HU, UK

Tél : +44 (0) 20 7862 8360/8361/8362, fax : +44 (0) 20 7862 8358

mél : enquires@external.lon.ac.uk

www.londonexternal.ac.uk



# Le contrôle de la frontière est de l'UE reste l'un des grands défis de l'élargissement

L'Europe doit aider les pays candidats à se préparer aux règles de Schengen

Cinq ministres de l'intérieur de pays candidats à l'entrée dans l'Union européenne étaient réunis à Salzbourg, les 27 et 28 juillet, à l'initiative de leur homologue autrichien, pour discuter de la protection de la future frontière extérieure commune de l'UE contre la criminalité internationale et l'immigration clandestine.

## SALZBOURG

de notre envoyé spécial

Pour la deuxième année consécutive, le ministre autrichien de l'intérieur, Ernst Strasser, a réuni, vendredi 27 et samedi 28 juillet à Salzbourg, cinq de ses collègues, venant de pays à la fois candidats à l'Union européenne et voisins de l'Autriche, en compagnie du commissaire européen pour les affaires intérieures et de justice, le Portugais Antonio Vitorino. Sujet de la réunion, poursuivie par une discussion avec quelques journalistes : comment renforcer la coopération entre la Commission de Bruxelles, les Etats membres et les pays candidats pour garantir la sécurité, assurer le contrôle à la « frontière extérieure » de l'Union, autrement dit lutter contre la criminalité internationale et l'immigration clandestine.

Le sujet est brûlant dans les Etats ayant une frontière commune avec les pays candidats, comme l'Autriche ou l'Allemagne. Il n'est pas étonnant que les gouvernements de Berlin et de Vienne, bien que de couleurs politiques différentes, aient été les premiers à réclamer une transition de sept ans avant que la libre circulation des personnes à l'intérieur de l'UE s'applique aux nouveaux membres.

## RENFORCER LA COOPÉRATION

En Autriche, en particulier, le parti d'extrême droite (Parti libéral, FPÖ), qui participe à la coalition gouvernementale avec les conservateurs de l'ÖVP, joue des peurs engendrées par la possible diffusion des frontières pour refuser l'élargissement. « Assurer la sécurité dans les pays candidats n'est pas de la seule responsabilité de ces derniers », déclare le ministre autrichien de l'intérieur (conservateur), qui prône la solidarité européenne. En contribuant à assurer le contrôle de la frontière orientale de nos voisins, nous augmentons le degré d'adhésion de nos concitoyens à l'élargissement. Alors que renforcer ces peurs est une politique irresponsable », ajoute-t-il à l'intention du parti de Jörg Haider.

Comment renforcer la coopération ? Antonio Vitorino a souligné que l'Union européenne a déjà consacré 460 millions d'euros (3 milliards de francs) au travail avec les pays candidats dans les domaines de la justice et des affaires intérieures, dont 60 % sont allés exclusivement au renforcement des frontiè-

res (installations, formation des personnels, établissement de critères et de procédures communes, etc.).

Cette tâche est particulièrement difficile parce que les candidats sont d'anciens Etats totalitaires sans aucune expérience, ni de la perméabilité des frontières, ni des contrôles démocratiques. Antonio Vitorino remarque par ailleurs que l'élargissement en cours de négociations est le premier dans l'histoire de l'Europe où les accords de

## Vers une politique européenne de l'asile

**La Commission de Bruxelles a avancé, vendredi 27 juillet, des propositions pour une politique européenne du droit d'asile qui seront soumises à l'approbation des ministres de l'intérieur des quinze. Il s'agit d'inviter les Etats membres à décider plus rapidement des demandes d'asile pour ne pas, comme actuellement, faire reposer tout le poids sur les pays d'entrée sur le territoire de l'Union, une procédure que les pays du sud de l'Europe trouvent injuste dans la mesure où beaucoup de demandeurs d'asile se dirigent vers les pays du Nord. Il s'agit aussi d'unifier les procédures de regroupement familial et de traitement des immigrants clandestins. La mise en place d'une politique européenne est d'autant plus urgente que certains pays, comme l'Allemagne ou l'Italie, s'apprêtent à durcir leur législation.**

Schengen et les affaires intérieures (« troisième pilier de Maastricht » dans le jargon européen) font partie de « l'acquis communautaire » que doivent endosser les candidats.

A en juger par leurs réactions, on ne saurait dire que cette perspective enchante les intéressés. Ils contestent d'abord être des foyers ou des vecteurs de la criminalité organisée : « Les crimes et délits ont augmenté chez nous après la chute des régimes totalitaires », admet Stanislav Gross, le jeune ministre tchèque de l'intérieur, mais le taux n'a fait que s'aligner sur le niveau ouest-européen ». Il ajoute que l'élargissement ne changera rien à l'affaire puisque les délinquants en puissan-

ce peuvent déjà se rendre sans visa dans l'Union européenne. Son collègue slovène, Rado Bohinc, aux premières loges pour surveiller la frontière balkanique, réclame une aide financière de l'UE puisque sa vigilance bénéficiera aussi aux citoyens français, belges ou autrichiens.

Le vice-ministre polonais de l'intérieur, M. Stachanczyk, se plaint pour sa part de la mauvaise presse des pays candidats, dont les efforts seraient souvent sous-estimés. « Nous avons beaucoup fait pour nous conformer aux exigences de l'Union en matière de lutte contre la criminalité », dit-il. La Commission le sait mais elle ne le dit pas, entraînant ainsi une perte de confiance. » La Pologne, comme d'autres pays candidats, a du mal à accepter l'application des règles de Schengen à sa frontière orientale, qui sera aussi, un jour, la frontière extérieure de l'UE. La plupart demandent une mise en œuvre « flexible », l'introduction « d'exceptions » pour tenir compte de relations spéciales (par exemple la Pologne avec l'Ukraine).

## « RÉPARTITION DES CHARGES »

Avec ses collègues allemands, Otto Schily, et italien, Enzo Bianco, (du précédent gouvernement de centre-gauche), le ministre autrichien de l'intérieur a proposé une « répartition des charges » entre les pays membres et les pays candidats qui se trouvent être à la périphérie orientale de l'Union. Si, en dernier ressort, chaque pays est responsable de sa frontière, l'effort financier communautaire pourrait être accru à condition que soient respectées des procédures établies en commun, que la formation de la police réponde à des critères communs et que l'Union ait la possibilité d'effectuer des contrôles.

L'ancien chef du gouvernement italien, Giuliano Amato, avait proposé, quelques mois avant de quitter son poste, la création d'une police européenne des frontières (sur le modèle de la Force de réaction rapide) susceptible de renforcer les services des pays membres ou candidats à l'adhésion les plus exposés. L'idée n'est pas abandonnée mais sa réalisation, qui exige une volonté politique et le sacrifice d'une nouvelle parcelle de souveraineté, n'est pas pour demain.

Daniel Vernet

► www.lemonde.fr/ue

# La visite de Jacques Chirac a relancé la vieille amitié franco-balte

Le président de la République, en se prononçant avant l'Allemagne en faveur d'une intégration dans l'Alliance atlantique, a répondu aux attentes des Lituaniens, des Lettons et des Estoniens

## TALLINN

de notre envoyée spéciale

En trois jours de visite officielle dans les pays baltes, du 26 au 28 juillet, Jacques Chirac a relancé la vieille amitié qui lie à la France ces trois petites républiques si longtemps malmenées par l'Histoire et par leurs voisins. Non que cette amitié ait jamais été rompue : les trois chefs d'Etat baltes ont témoigné de sa pérennité, notamment pour deux d'entre eux, en s'exprimant très naturellement en français (l'Estonien Lennart Meri fut autrefois élève au lycée Janson-de-Sailly et la Lettonne Vaira Vike-Freiberga dans les écoles françaises de Casablanca).

La France, qui avait reconnu les Etats baltes au lendemain de la première guerre mondiale et qui n'entreprit jamais leur annexion par l'URSS, n'a pas déçu à l'heure de la reconquête de l'indépendance en soutenant l'émancipation des trois petites républiques contre les dernières résistances que lui opposait l'URSS de Mikhaïl Gorbatchev. Dix ans plus tard, les Baltes attendaient à nouveau un soutien de Paris : ils estiment que l'entrée dans l'OTAN serait pour eux l'ultime garantie contre de nouvelles mésaventures historiques, et ils guettaient avec

un intérêt particulier ce qu'allait en dire Jacques Chirac, président d'un pays qui n'est pas – ils le savent – un avocat inconditionnel de l'Alliance atlantique.

Ils auront été satisfaits. Le président français, au fil de ses étapes dans les trois capitales, s'est fait de plus en plus précis sur le soutien que la France apportera à la candidature des pays baltes lors du sommet de l'OTAN, fin 2002.

## NOUVEAU DÉPART

« La France ne pourra pas ne pas appuyer » cette candidature, a-t-il affirmé à Tallinn, samedi, devant le président Lennart Meri qui se disait « ravi » d'avoir ainsi pu constater que, pour le président français, l'entrée des pays baltes dans l'Union européenne et leur entrée dans l'OTAN « sont les deux faces d'une même médaille ». M. Chirac avait pris soin de rappeler qu'il n'est pas maître des décisions de l'OTAN et que la position de nombreux pays membres dépendra de celle des Etats-Unis, qui ne se sont pas encore prononcés. Mais les Baltes lui sauront gré d'avoir pris position, sans attendre l'avis de Washington et sans faire preuve des mêmes prudences que Berlin, sur une question qui heurte les susceptibilités russes.

Claire Tréan

## REPRODUCTION INTERDITE

# IMMOBILIER

## ACHATS

### VIAGERS

LEGASSE VIAGER  
47, av. Bosquet,  
estimation gratuite.  
01-45-55-86-18.  
Liste de nos viagers sur

WWW.VIAGER.FR

## LOCATIONS

### OFFRES MEUBLÉES

Paris 8<sup>e</sup>  
MADELEINE, résid. luxe,  
gd studio équipé, balc.  
8 000 F c.c. 06-73-81-84-45.

## Province

BASTIDE EN PROVENCE  
A 15 min. de la gare TGV  
d'AVIGNON,  
au pied du Lubéron,  
grand standing, piscine.  
De l'automne au printemps.  
Tél. : 06-71-72-94-19.

# AGENDA

## DIVERS

Hérault, château dans  
village XVII<sup>e</sup> siècle, ISMH,  
tt cft, 11 pers., pisc.,  
40 km/mer, 40 km  
Montpellier.  
2<sup>e</sup> quinz. d'août 25 000 F.  
Tél. : 06-80-15-71-46,  
04-67-72-15-67.

Loue semaine  
centre St-Raphaël, plage  
200 m, meublé 60 m<sup>2</sup> tt cft,  
4 à 6 pers., clim., park.  
Tél. : 04-94-95-68-26 h.r.

Côte d'Azur, La Colle-sur-  
Loup, près de St-Paul-de-  
Vence, villa 140 m<sup>2</sup>, clos,  
park., pisc., 4 ch., séj., cuis.,  
2 bs, terr., barb., prest.  
Tél. : 06-13-22-72-10.

Morbihan, 700 m plage,  
à louer maison tt cft pour  
8 pers. Jard., barbecue.  
5 500 F la sem. juill.-août.  
Tél. : 02-97-39-23-11.

## VENTES

### APPARTEMENTS

## Paris 13<sup>e</sup>

GOBELINS  
studette, 15 m<sup>2</sup>, 6<sup>e</sup> ét., ref.  
à nf, meublé, prêt à  
habiter, idéal pr étud.,  
360 000 F.  
06-19-57-75-25.

## Paris 17<sup>e</sup>

DEMOURS, 4 P. 100 m<sup>2</sup>,  
moules, gde cuis., s. de bs.  
3 450 000 F. 01-47-75-39-96.

# EMPILOI

## DEMANDES

Etud. bac + 3 management  
du sport, ch. trav. sérieux  
à son domicile.  
Tél. : 01-69-24-43-94.

## OFFRES

L'hôpital local de Rugles  
(Eure)  
1 h 30 de Paris, Caen, Rouen  
recherche

## INFIRMIER (ES) D-E

Possib. rachat de contrat,  
statut fonction publique  
hospital. avec reprise  
d'ancienneté.  
Formation proposée :  
DU soignant en gériatrie,  
DU soins palliatifs et

## AGENT DE

## DEVELOPPEMENT

## GERONTOLOGIQUE

Contrat emploi jeune à  
durée déterminée de 5 ans.  
Emploi pérennité à l'issue.  
Sal. brut de départ :  
7 101,38 F, possib. de  
progression.

Niveau d'études : BAC et  
formation universitaire de  
gérontologie ou similaire,  
maîtrise de l'outil  
informatique.

Adresser cand. + CV à  
M<sup>me</sup> Nelly Millan, directeur  
hôpital local, 27250 Rugles.  
Tél. : 02-32-24-63-22.  
e-mail :

hopitallocal@hopitallocalrugles.fr

## MAISONS

### Paris 13<sup>e</sup>

Maison de ville sur 3 niv.  
176 m<sup>2</sup>, calme, lum. + cour  
et terr. donn. sur jard. 70 m<sup>2</sup>  
+ cave.  
Pour tt rens., part.,  
tél. : 01-45-82-61-59.

## Province

### MARSEILLE

quartier résidentiel,  
prox. centre, rare,  
maison de maître,  
350 m<sup>2</sup> habit., prestation  
luxe, récept. 100 m<sup>2</sup>, 4 ch.  
+ appt indép. 50 m<sup>2</sup>, type 2,  
jardin 900 m<sup>2</sup>, arboré,  
paysagé, avec piscine  
à débordement et jacuzzi,  
3 garages, 5,5 MF à saisir.  
AG 04-96-11-57-57/  
06-07-44-19-56.

## TERRAINS

### Province

Terr. de 2 ha, en terrasses,  
avec cabanon en pierre,  
aux Muraires, comm. du  
Luc (Var), 220 000 F :  
R. Legrand, 336, route  
138, Neuville, Québec,  
GOA 2R0 Canada.

## VIAGERS

### Paris

17<sup>e</sup> rare, sup. 200 m<sup>2</sup>, 5<sup>e</sup>,  
asc., bel imm., p. de t., 2 serv.  
+ park., occupé H 84 ans.  
2 200 000 F + 35 000 F/mois.  
LAPOUS 01-45-54-28-66.

## INSTITUT D'ART CONTEMPORAIN

recherche un DIRECTEUR ADJOINT,  
chargé(e) de la Collection Frac Rhône-Alpes et  
des expositions

Missions et profil recherché : www.i-art-c.org

Lettre de motivation + CV avant le 15 octobre

2001 à : Monsieur le Président de l'Institut  
d'art contemporain

11 rue Docteur Dolard  
69605 Villeurbanne Cedex

## UNIVERSIDAD DE FRIBURGO (SUIZA)

La Facultad de Letras  
convoca a concurso para cubrir el cargo de

### Profesor/a de Filología e Historia de la lengua española

(asociado/a a la Cátedra de Literatura española e hispanoamericana)

Responsabilidades: enseñanza e investigación en los campos mencionados, en particular en lengua y literatura de la Edad Media.

El idioma de enseñanza es el castellano. Se exige el dominio activo de una de las dos lenguas de nuestra Universidad (francés y alemán) y el conocimiento pasivo de la otra.

Requisitos: Doctorado y Habilitación (o méritos equivalentes) en Filología española.

Para más información: www.unifr.ch/de-lettres/emplois/  
Décanat de la Faculté des Lettres, Université de Fribourg,  
Miséricorde  
CH-1700 Fribourg (Suisse)

Plazo de postulación: hasta el 25 de septiembre de 2001  
Entrada en función: 1ro. de marzo de 2002 o fecha a convenir

# Le nouveau président péruvien, Alejandro Toledo, a fait des offrandes aux dieux des Incas à Machu Picchu

LE NOUVEAU président péruvien, Alejandro Toledo, a inauguré, dimanche 29 juillet, son mandat de cinq ans en participant à une cérémonie symbolique d'offrandes aux dieux des Incas, les Apus et la Pachamama, la Mère-Terre. La cérémonie, qui s'inscrit dans le cadre des festivités célébrant son accession au pouvoir, était organisée dans la citadelle de Machu Picchu, voisine de Cuzco, l'ancienne capitale de l'empire inca, dans le sud-est du Pérou.

D'origine quechua, ancien petit cireur de chaussures et vendeur de journaux lors de son enfance pauvre à Chimbote, port de pêche sur la côte Pacifique, le chef de l'Etat a expliqué qu'il avait voulu cette cérémonie à la fois pour réconcilier son pays avec les cultures millénaires andines et relancer le tourisme.

L'existence de la citadelle de Machu Picchu, située à 2 500 m d'altitude au cœur des Andes, sur un pic montagneux, a été l'un des secrets les mieux gardés par les populations quechua et aymara de la région face à l'envahisseur espagnol. Elle a été découverte il y a seulement quatre-vingt-dix ans, le 24 juillet 1911, par un archéologue américain, Hiram Bingham, de l'université de Yale, laquelle possède de nombreuses pièces archéologiques trouvées sur place à l'époque. Ses vestiges sont en parfait état de conservation.

Située à 2 500 m d'altitude, sur la

cime d'un pic montagneux, dans une région d'accès difficile, à 100 kilomètres au nord de Cuzco, l'ancienne capitale de l'empire inca – et nombril du monde selon la mythologie des populations locales – s'étend sur 32 000 hectares.

Elle aurait été construite au XV<sup>e</sup> siècle par le fondateur de l'empire inca, l'empereur Pachacutec, considéré comme le « Napoléon » quechua. En raison de son origine ethnique, le surnom de Pachacutec a été donné par ses partisans au président Toledo, appelé aussi « le cholo », terme qui désigne les Quechuas et les Aymaras (qui représentent près de 80 % de la population du Pérou).

## HAUT LIEU MYSTIQUE

Pachacutec aurait fait ériger Machu Picchu en ce lieu inexpugnable dans le but d'y reposer après sa mort. Mais sa dépouille mortelle n'a jamais été retrouvée. La citadelle de Machu Picchu est le haut lieu touristique du Pérou. Sa visite est limitée à cinq cents touristes par jour pour éviter sa dégradation.

Après avoir été très prisée par les hippies des années 1960 et 1970 en quête de nouvelles valeurs – et aussi de feuilles de coca, un hallucinogène de consommation courante traditionnel parmi les populations locales –, elle attire aujourd'hui de nombreux adeptes des philosophies « new age », à la

recherche de lieux imprégnés de mysticisme et, selon eux, « d'énergie cosmique ».

A l'occasion de la cérémonie, le président Toledo a réitéré son engagement de lutter contre la pauvreté et a remercié les dieux incas pour l'avoir aidé à rétablir la démocratie au Pérou. Le ministre des relations extérieures, Diego Garcia Sayan, a lu ensuite une déclaration, dite « Déclaration de Machu Picchu pour la démocratie, les droits de l'homme et les droits des peuples indiens », signée par les cinq pays membres de la Communauté andine (Pérou, Bolivie, Equateur, Colombie et Venezuela).

Economiste formé aux Etats-Unis, où il avait obtenu une bourse, M. Toledo a été consultant à la Banque mondiale. Au Pérou, il a été enseignant dans une école de commerce et d'administration d'entreprises. Il est marié à une anthropologue belge de quarante-sept ans, née à Paris et ayant également la nationalité américaine, Eliane Karp, avec laquelle il a eu une fille, Chantal, aujourd'hui étudiante à Toulouse.

Sur le plan politique, il a déjà été critiqué pour avoir choisi comme ministres de finances un économiste et homme d'affaires lui aussi éduqué aux Etats-Unis, Pedro Pablo Kuczynski. Avec le premier ministre Roberto Danino, il forme un tandem jugé trop marqué à droite par les syndicats. – (AFP.)

**ENVIRONNEMENT** La chaleur a provoqué au cours des derniers jours des pics de pollution à l'ozone dans de nombreuses villes. ● DEPUIS la directive européenne de 1992, trois niveaux

de surveillance fixés en fonction du taux d'ozone dans l'air ont été établis, préconisant un ensemble de mesures de précaution. ● MARSEILLE, AIX OU TOULON sont tour à tour touchées en

fonction de la direction des vents. ● DENIS BAUPIN, adjoint (Verts) au maire de Paris, réclame la mise en place de la « circulation alternée ». ● OUTRE L'OZONE, de nombreux

autres polluants sont présents dans l'air : le dioxyde d'azote, le monoxyde de carbone, etc. ● CONTRAIREMMENT à une opinion répandue, les spécialistes ne disposent pas de notions précises

permettant de mesurer l'impact des pollutions atmosphériques sur la santé. ● LA SITUATION pourrait s'aggraver mercredi selon les prévisions de Météo France.

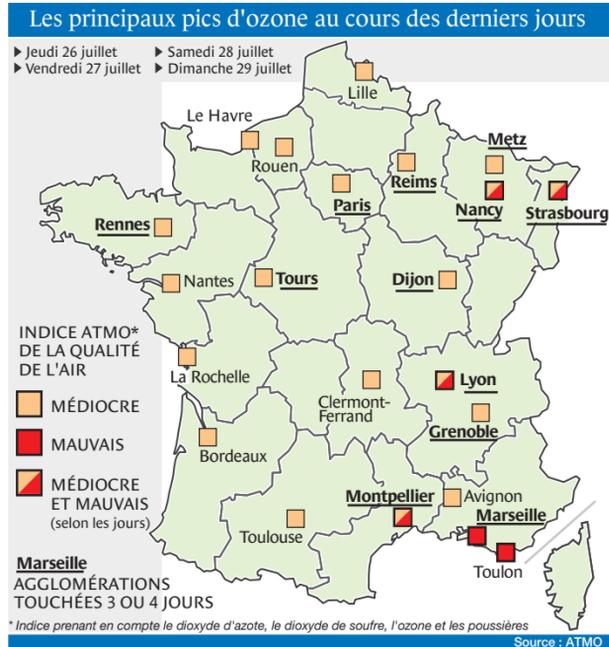
## Les municipalités sont désarmées face à la pollution à l'ozone

L'absence de vents, les températures élevées et la météo stable provoquent dans de nombreuses régions des pics de pollution à répétition, qui pourraient s'accroître dans les jours à venir. Denis Baupin, adjoint (Verts) au maire de Paris, réclame la mise en place de la « circulation alternée »

LA CHALEUR stagnante a provoqué, au cours des derniers jours, des pics de pollution à l'ozone à Marseille, Strasbourg, Lyon, Paris, ou Le Havre, nécessitant des mesures de précaution dans de nombreuses villes et des appels à prudence à l'intention des personnes sensibles. Cette situation devait se prolonger au moins jusqu'au mercredi 1<sup>er</sup> août, Météo-France annonçant des températures caniculaires sur l'ensemble du pays. Face à cette pollution lancinante, que favorise la combinaison d'un anticyclone stable, de l'absence de vents et de températures élevées, les municipalités apparaissent désarmées. A Paris, les Verts ont accusé, samedi 28 juillet, le « tout véhicule », dénonçant « une situation sanitaire inquiétante » et réclamant une nouvelle fois la « circulation alternée » dans la capitale (*lire ci-dessous*).

La production de l'ozone est, de fait, le fruit indirect de la combustion des hydrocarbures (essence, fuel et autres) brûlés par les transports – surtout l'automobile –, les installations industrielles et les grosses unités productrices d'électricité, alimentées en combustibles fossiles (pétrole, charbon). Une fraction plus modeste provient des rejets de méthane dans l'atmosphère. La fabrication du gaz est en outre augmentée par le rayonnement solaire, d'où le fait que les bulletins d'alerte soient le plus souvent émis pendant les périodes estivales – a fortiori quand la situation météorologique est peu changeante.

Ces raisons chimiques expliquent que les pics de pollution ne touchent pas forcément les seules zones urbaines. Paradoxalement, les citadins sont parfois mieux protégés que les habitants des banlieues, qui se trouvent directement sous le vent du panache qui arrive de la ville ! En période anticyclonique, comme c'est le cas actuellement, ce phénomène de délocalisation est relativement fréquent. Les études des chercheurs, effectuées



sur de longues périodes, ont en outre montré que ce phénomène de production d'ozone pouvait s'étendre à l'échelle de l'Europe. Il en fut ainsi en 1995, lorsque la Hollande et l'Allemagne furent touchées par un smog sans précédent.

A l'instar du nuage de Tchernobyl, qui avait traversé le continent, l'ozone ignore les frontières et, l'augmentation des flottes de transport comme la production d'énergie par des combustibles fossiles ne sont pas faits pour améliorer la

situation. Dans l'hémisphère nord, la concentration moyenne d'ozone a quadruplé entre 1874 et 1990 et certains chercheurs ont suspecté ce gaz d'avoir – sans que cela ait pu être formellement établi – contribué à la dégradation des grandes forêts d'Europe et d'Amérique du Nord.

Préconisée de longue date par les écologistes, la réduction de la circulation automobile ne résoudrait pas forcément la question. En 1997, Robert Vautard, directeur de recherche au laboratoire de météorologie dynamique de l'École normale supérieure, relevait ainsi qu'il « n'est pas évident [que si] on décidait d'abandonner la voiture en essence, on échapperait pour autant à l'ozone troposphérique » (*Le Monde* du 21 août 1997). Les habitants de Strasbourg, où la circulation est interdite dans le centre ville, ont pu s'en rendre compte à plusieurs reprises ces dernières années. Mais les nuages polluants, poussés par les vents, arrivent de zones voisines – et notamment d'Allemagne.

### MODERNISATION DU PARC

Dimanche 29 juillet, le seuil de recommandation a été franchi dans plusieurs secteurs de l'Alsace, autour de Mulhouse et de Colmar, ainsi que dans le district des trois frontières, au sud-est de la région, près de Bâle (Suisse).

La prise en compte des dangers de la pollution a néanmoins suscité des mesures qui ont entraîné la diminution des quantités de certains gaz, constatait Dominique Gombert, directeur adjoint de l'agence de surveillance dans la région parisienne, Airparif, interrogé vendredi 27 juillet par l'AFP.

stations-service et de réduire ainsi la pollution par les hydrocarbures est une hypothèse envisagée.

M. Gombert rappelle cependant qu'en Ile-de-France, « nous sommes constamment au-delà des normes de qualité de l'air de l'Europe et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ». Pour baisser encore

### Trois niveaux de surveillance

Depuis la directive européenne de 1992 sur l'ozone, trois niveaux de surveillance ont été établis. Le premier niveau correspond à un simple « mise en vigilance ». Le deuxième niveau, au-dessus des 180 microgrammes/mètre cube, correspond au « seuil d'information et de recommandations » qui ne comporte aucune mesure contraignante.

Le troisième niveau – au-delà de 360 microgrammes par mètre cube – est celui du « seuil d'alerte » : les pouvoirs publics peuvent limiter la circulation automobile, mettre en place des transports en commun gratuits et réduire les activités industrielles polluantes.

« Le dioxyde soufre, émis par les industries a pratiquement disparu en Ile-de-France, a-t-il expliqué. Certains polluants automobiles ont baissé comme l'oxyde d'azote grâce à la généralisation des pots catalytiques. Ou le benzène, dont la concentration a diminué dans les carburants. » La mise en place, comme en Suisse par exemple, de systèmes étanches permettant de recueillir directement à la pompe les vapeurs de carburants dans les

les émissions polluantes dans les zones urbaines, il faudrait « à la fois des progrès technologiques et des mesures de maîtrise de la circulation, afin que les progrès sur les moteurs et les carburants ne soient pas obérés par l'explosion du trafic des véhicules ». Mais il faut sept ans environ pour que le parc automobile se renouvelle et donc se modernise.

Jean-François Augereau

### TROIS QUESTIONS À...

#### DENIS BAUPIN

**1 En tant que porte-parole national des Verts et adjoint au maire de Paris chargé des transports, que pensez-vous des décisions prises, dans la capitale, face à l'apparition du pic de pollution par l'ozone ?**

Le maire de Paris a pris des décisions qui sont de son ressort en limitant la vitesse et en rendant le stationnement résidentiel gratuit. Mais ce traitement est assez homéopathique alors que le problème réclame des solutions globales. Les pics de pollution ne sont, de toute façon, que la face visible de l'iceberg. Le vrai problème à traiter, en continu, ce sont les pollutions de tous les jours dont les médecins s'accordent pour dire qu'elles constituent un problème de santé publique majeur.

**2 Quelles mesures préconisez-vous ?**

Les Verts réclament que, pour la pollution à l'ozone, la circulation alternée soit instaurée après deux jours consécutifs de seuil d'information, autrement dit lorsque la pollution par l'ozone atteint 180 microgrammes/m<sup>3</sup>. Actuellement, le seuil de déclenchement de

cette mesure est beaucoup trop élevé. Mais la pollution par l'ozone est particulière parce qu'il s'agit d'un polluant secondaire. S'il y a du soleil et pas de vent, on peut avoir peu de circulation automobile et, malgré cela, beaucoup d'ozone. Les mesures de traitement sont donc, par définition, relativement peu efficaces. D'où l'importance, pour nous, de traiter la question de la pollution globalement et de manière permanente, en développant les transports en commun non polluants et en favorisant les modes de circulation douce.

**3 Qui décide des mesures à prendre ?**

Seul le préfet peut décider d'instaurer la circulation automobile alternée et la gratuité des transports en commun. Les élus n'ont guère de pouvoirs qu'en matière de stationnement résidentiel, ce qui est un peu dérisoire à l'approche du 1<sup>er</sup> août, date à laquelle cette mesure intervient, de toute façon, chaque année à Paris. Le maire de Paris n'a pratiquement aucun pouvoir dans une situation d'urgence comme celle que nous connaissons.

Propos recueillis par Christine Garin

### Les autres polluants présents dans l'air

● **Le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>).**

Puissant irritant des voies aériennes supérieures, il peut aggraver les symptômes des personnes atteintes de maladies respiratoires. Plusieurs milliers de tonnes de dioxyde d'azote sont produites annuellement par les transports routiers. Mais le secteur agricole en produit beaucoup plus.

De plus, les oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>) produits par la combustion des hydrocarbures contribuent à la formation de l'ozone.

● **Le monoxyde de carbone (CO).**

Ce gaz peut aggraver l'état des personnes affectées par des angines de poitrine et de maladies coronariennes. Il peut altérer certaines fonctions du système nerveux et présenter des risques pour le fœtus. L'essentiel de la production de ce gaz est le fruit de la circulation routière.

● **Le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>).**

Plus de 120 millions de tonnes

sont rejetées chaque année sur les routes françaises, soit le tiers environ des émissions. Classé parmi les gaz à effet de serre, il contribuerait au réchauffement du climat.

● **Le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>).**

Il concerne surtout les zones fortement industrialisées et à fort trafic routier. C'est un bon indicateur de pollution acide, l'oxydation du SO<sub>2</sub> conduit à la formation d'acide sulfurique et de sulfates particulaires. Ce mélange peut induire des anomalies bronchitiques chez les personnes asthmatiques et des troubles respiratoires chez l'enfant. Le seuil d'alerte de niveau 3 est atteint à partir de 600 microgrammes de dioxyde de soufre par mètre cube d'air. Il est en forte diminution

● **Les particules en suspension.** D'une taille microscopique, elles peuvent s'introduire profondément dans l'arbre bronchique. Les plus nocives sont celles produites par les moteurs diesel.

## Marseille, Aix-en-Provence ou Toulon touchées tour à tour

### MARSEILLE

de notre correspondant régional

Forte chaleur, absence de vent, et le « niveau de recommandation » de pollution à l'ozone a été une nouvelle fois dépassé dimanche 29 juillet dans le sud-est du département des Bouches-du-Rhône, en particulier dans un quartier de Marseille, la vallée de l'Huveaune et dans une commune limitrophe, Allauch. Cette pollution photochimique, qui avait été importante à la fin du mois de juin et au début du mois de juillet, a repris fortement depuis le dimanche 22 juillet.

Ces niveaux d'ozone sont quotidiennement surveillés par Airmarax, l'une des trois associations agréées par le ministère de l'environnement pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Présidée par Robert Assante, adjoint (DL) au maire de Marseille, cette agence emploie une quinzaine de salariés et son conseil d'administration comprend quatre collèges : les services de l'Etat, les collectivités territoriales, les principaux pollueurs – en l'occurrence les industriels et les sociétés d'autostrade –, et les associations de protection de l'environnement. Airmarax est en liaison constante avec Qualitair, qui surveille les Alpes-de-Haute-Provence, les Hautes-Alpes, et les Alpes-Maritimes, et Airfobep, basée dans la zone industrielle de l'étang de Berre et plus spécialement équipée pour contrôler les rejets industriels.

### QUARANTE STATIONS

Airmarax dispose ainsi d'un réseau automatique de quarante stations et d'une centaine de capteurs. Tous les quarts d'heure, les données de pollution atmosphérique sont automatiquement envoyées à la station située

à Marseille, qui les analyse : il faut que deux capteurs d'une même zone donnent les résultats identiques pour qu'Airmarax diffuse un bulletin de recommandation ou d'alerte.

Cette dernière semaine de juillet, la pollution à l'ozone a atteint quotidiennement le niveau de recommandation (*lire ci-dessus*) mais en des points différents des départements des Bouches-du-Rhône, du Var ou du Vaucluse. Le dimanche 22, c'est le sud-est des Bouches-du-Rhône et Marseille en particulier qui a été touché. La masse d'air, qui emprisonne en permanence les produits polluants rejetés, descend en règle générale durant la nuit de la terre vers la mer, de l'étang de Berre vers la baie de Marseille.

Au matin, poussée par la très légère brise marine, elle revient vers la terre où, avec l'accroissement de la chaleur, elle délivre l'ozone avec l'enchaînement de réactions chimiques que cela provoque : c'est pourquoi la pollution est maximale en fin de journée. Vers le 25-26 juillet, un léger vent d'ouest a détourné les flux : c'est Aix-en-Provence et la basse vallée de la Durance jusqu'à Cadarache qui ont été les plus touchées par l'ozone, comme cela arrive souvent.

Samedi 28, un léger vent de sud, rare dans la région en cette saison, a emporté l'air vers Avignon par la vallée du Rhône, ce qui a déporté les taux maximaux d'ozone dans le chef-lieu du Vaucluse. Le cours ordinaire des choses ayant repris, avec une très légère brise de nord-ouest le dimanche 29, c'est Marseille qui a de nouveau été touchée ce jour-là. Mais La Ciotat et Toulon, plus à l'est, ont été à leur tour touchés dans la journée.

Michel Samson

## L'impact sur la santé reste difficile à mesurer

**INVISIBLE**, la pollution atmosphérique par l'ozone est-elle à ce point dangereuse qu'il faille, en toute urgence, imposer la réduction de la vitesse maximale autorisée des voitures automobiles ? Les responsables de l'environnement et de la santé publique doivent-ils impérativement mettre en garde le public contre les effets néfastes de cette molécule depuis peu devenue le triste symbole du réchauffement planétaire et des effets délétères de l'activité humaine ? Contrairement à une opinion largement répandue, la science et la médecine ne disposent guère, ici, de certitudes. Car si plusieurs études ont bien, ces dernières années, établi que l'exposition la pollution automobile pouvait avoir une part de responsabilité dans les maladies respiratoires, on est loin de pouvoir préciser la réalité de son impact. La plupart des spécialistes hospitaliers de pneumologie ne cachent d'ailleurs pas une certaine irritation : pour eux l'urgence sanitaire, outre les expositions professionnelles aux produits toxiques, demeure bien la

pollution, active ou passive, mais celle qui est liée à la consommation de tabac...

Les responsables gouvernementaux en charge de l'environnement et de la santé disposent, depuis un an, d'un rapport établi en 2000 par le Haut comité de la santé publique (HCSP), qui dénonce notamment l'opacité de l'information sur les pollutions atmosphériques (*Le Monde* du 22 juillet 2000). Demandé en 1998 par Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, ce rapport souligne que dans ce domaine « le dispositif actuel d'expertise en France se caractérise par son morcellement et son manque de professionnalisme. »

### « UNE PLUS GRANDE COHÉRENCE »

Les experts du HCSP réclamaient à cette occasion « une plus grande cohérence des politiques publiques. » Tout en citant des études épidémiologiques qui situaient « entre 3 et 5 % » la proportion de la mortalité prématurée pouvant être associée aux variations de la pollution atmosphérique, le rap-

port plaiderait pour une prise en compte de toutes les pollutions : celle de l'air ambiant extérieur, mais aussi celle de l'air des locaux de travail, ou encore celle due à « une mauvaise conception des bâtiments ou des équipements » ainsi qu'à des « pratiques domestiques à risque » au premier rang desquelles, une fois encore, la consommation de tabac.

Pour le HCSP il n'y aurait, du strict point de vue de la santé publique, aucune cohérence à se contenter de vouloir réduire la seule pollution de l'air ambiant en négligeant les espaces intérieurs, « où les concentrations de polluants peuvent être très élevées et où l'homme moderne passe de l'ordre de 90 % de son temps en moyenne ». Le rapport invitait aussi les responsables à ne pas se focaliser sur les seuls « pics de pollution » : « C'est par la réduction générale, tout au long de l'année, des niveaux moyens de pollution que l'on aura l'impact de santé publique le plus important. »

Jean-Yves Nau

**PUBLICATIONS JUDICIAIRES**  
**Office Spécial de Publicité**  
47, rue Louis Blanc  
92984 LA DEFENSE Cedex  
Tel : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

**TRIBUNAL DE GRANDE**  
**INSTANCE DE PARIS**  
**EXTRAIT DES MINUTES DU**  
**GREFFE**

Par jugement contradictoire, rendu par le TRIBUNAL CORRECTIONNEL 11<sup>ème</sup> CHAMBRE, le 17 janvier 2001, Pierre TISSERAND né le 17 février 1936 à MAISONS ALFORT (94) a été condamné à 3 mois d'emprisonnement avec sursis, Ordonne la publication du présent jugement, par extraits, dans le Journal Officiel, ainsi que dans les quotidiens Le Monde et le Figaro et également l'affichage par extraits pendant trois mois, à la Mairie du domicile du contribuable, le tout aux frais du condamné. Infractions : Soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement de l'impôt par dissimulation de sommes - Fraude fiscale - courant 1982 - à Paris, faits prévus par ART.1741 AL.1, AL.2 C.G.I. et réprimés par ART.1741 AL.1, AL.3, ART.1750 AL.1 C.G.I. Passation d'écriture inexacte ou fictive dans un livre comptable - Fraude fiscale - du 1<sup>er</sup> janvier 1982 au 15 novembre 1982- à Paris, faits prévus par ART.1743 AL.1 = C.G.I. ART.8, ART.9 C. COMMERCE et réprimés par ART.1743 AL.1, ART.1741 AL.1, AL.3, ART.1750 AL.1 C.G.I. - Omission d'écriture dans un livre comptable - Fraude fiscale - du 1<sup>er</sup> janvier 1982 au 15 novembre 1982 - à Paris, faits prévus par ART.1743 AL.1 = C.G.I. ART.8, ART.9 C. COMMERCE et réprimés par ART.1743 AL.1 ART. 1741 AL.1, AL.3, ART.1750 AL.1 C.G.I. Pour extrait conforme, n'y ayant appel, le Greffier en Chef.

# Les événements de Gênes accentuent les divisions au sein du Parti socialiste

Plusieurs parlementaires souhaitent une condamnation solennelle des violences policières lors du G 8

Le succès du contre-sommet de Gênes et les violences de la police italienne suscitent un malaise dans la majorité et au gouvernement. Jean-Luc

Mélenchon, ministre de l'enseignement professionnel, a regretté, dimanche 29 juillet, dans *Le Parisien*, que le PS n'ait pas été « à la hauteur de

l'événement ». Plusieurs parlementaires sont prêts à signer la proposition de Noël Mamère (Verts) de créer une commission d'enquête.

**LA MOBILISATION** sans précédent de militants hostiles à la mondialisation libérale, lors de la réunion du G 8, et les violences des policiers italiens contre ces militants, confirmées, vendredi, par des images de la télévision italienne, provoquent un malaise, Rue de Solférino et au gouvernement. Alors que deux ministres britanniques, se démarquant des propos de leur premier ministre, Tony Blair, ont condamné les débordements de la police italienne, comme le gouvernement allemand (*Le Monde* du 28 juillet), les Français sont restés silencieux malgré les appels de la gauche qui a manifesté à Gênes. Dimanche 29 juillet, dans un entretien accordé au *Journal du dimanche*, le premier secrétaire du PS, François Hollande, a renouvelé sa critique à l'égard de l'organisation des sommets du G 8, « une institution morte », mais il n'a pas, pour autant, apporté son soutien aux militants antimondialisation. « Bien sûr qu'on peut manifester, encore convient-il de le faire sans violence et sans complaisance avec les groupes provocateurs », observait-il.

Ce silence commence à peser sur les députés socialistes. Bruno Le Roux, le « monsieur sécurité » du PS, se déclare « choqué en tant que citoyen par les événements de Gênes. En France, un tel comportement aurait entraîné la démission du ministre de l'intérieur », déclare M. Le Roux, qui réclame « une condamnation claire, par les princi-

aux partis », des forces de l'ordre italiennes. L'élu d'Épinay-sur-Seine ajoute que « le PS devrait être beaucoup plus à l'écoute des mouvements contre la mondialisation libérale ». Pas question pour autant, affirme-t-il, d'avoir « une attitude de compassion à la Chirac ».

« Choqué » : le même mot revient dans la bouche du sénateur socialiste du Val-de-Marne Serge Lagache qui, dans un communiqué, estime que « le soutien inconditionnel du gouvernement italien aux forces de l'ordre constitue une véritable insulte aux droits de l'homme. En tant que parlementaire, j'apporterai mon entier soutien à toute démarche visant à faire la vérité sur ces incidents particulièrement graves, y compris à une saisine de la Cour européenne des droits de l'homme », écrit M. Lagache. Noël Mamère (Verts, Gironde) a déposé, vendredi, une proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête sur le comportement de la police italienne (*Le Monde* du 28 juillet). Certains, au PS, semblent déjà s'y rallier. Le député fabiusien Gérard Fuchs (Seine-Maritime) juge une telle commission d'enquête « légitime ». « Je ne demande pas qu'elle soit internationale. Si le gouvernement italien décide d'en ouvrir une, très bien ! Sinon, il appartient aux autres pays de s'ingérer dans les affaires italiennes », affirme M. Fuchs.

Mais la question de la condamnation des violences policières n'est

pas la seule qui divise le PS. Certains socialistes jugent trop timide, ou trop distante, l'attitude de leur parti à l'égard de la contestation antimondialisation. Dans un entretien accordé dimanche 29 juillet au *Parisien*, le ministre de l'enseignement professionnel, Jean-Luc Mélenchon, coanimateur de la Gauche socialiste, observait : « La lutte autour des enjeux de la mondialisation, ce n'est pas le bal des petits lits

« Le PS devrait être beaucoup plus à l'écoute des mouvements contre la mondialisation »  
**Bruno Le Roux**  
député (PS)

blancs ! Et les socialistes n'ont pas à tenir le rôle de la chaisière. » M. Mélenchon, qui n'est « pas certain » que le PS ait été « à la hauteur de l'événement », regrettait notamment que le Mouvement de la jeunesse socialiste ne soit « pas assez en pointe ». Un point de vue rigoureusement opposé à celui de son collègue de l'agriculture, Jean Glavany, qui, en privé, condamne les manifestants antimondialisa-

tion, dont José Bové.

Jeudi 26 juillet, Vincent Peillon, porte-parole du PS, avait déjà « regretté », dans *Le Nouvel Observateur*, que les socialistes français n'aient pas été présents à Gênes, contrairement aux Verts et au PCF. M. Peillon appartient à un petit groupe de réflexion qui se réunit régulièrement chez le secrétaire d'Etat à l'outre-mer, Christian Paul, pour débattre de la mondialisation.

Avec quelques autres responsables du PS, comme Régis Passerieux, secrétaire national du PS chargé des questions internationales, Bruno Le Roux ou Marisol Touraine, députée d'Indre-et-Loire, ils ont organisé des rencontres avec des responsables d'Attac, des sociologues tels Jean-Marc Salmon, ancien directeur de la campagne de Daniel Cohn-Bendit aux élections européennes, des militants ou des hauts fonctionnaires.

On trouve aussi, rue Oudinot, quelques membres du cabinet d'Hubert Védrine comme Cyril Bouillier ou Pascal Brice. « Le PS est encore en hésitation, en balancement sur la tonalité à adopter », confie M. Passerieux. « Depuis 1996, nous n'avons pas eu de véritable débat sur la mondialisation, au bureau national. L'attitude de la majorité est trop marquée par le sceau du raisonnable », regrette-t-il.

**Ariane Chemin**  
et **Clarisse Fabre**

## Les fonctionnaires testent la feuille de paie en euros

**L'EURO**, les fonctionnaires aiment dire qu'ils sont les premiers à s'y mettre. « Les agents sont amenés dans leurs fonctions à expliquer l'euro à l'ensemble des citoyens... ils vont contribuer plus efficacement au succès de l'introduction des pièces et des billets », peut-on lire dans une communication récente du ministère de l'économie. Un texte qui justifie le tapage médiatique fait autour des premiers traitements virés dans la nouvelle monnaie fin juillet 2001.

Les deux millions de membres de la fonction publique d'Etat (hors collectivités locales et service public hospitalier) touchent actuellement entre 1 196,72 euros (pour un agent administratif, une secrétaire par exemple) et 3 757,87 euros (pour un administrateur civil, tel un directeur de département). En euros, les différences salariales semblent moins marquées qu'en francs : de moins de 8 000 à 25 000 francs par mois. Le tout net et hors primes. Comme

l'ensemble des rémunérations, ces dernières sont également exprimées en euros... à moins que comme l'actualité le suggère, elles ne soient versées en liquide, donc en francs, puisque les coupures en euros ne circuleront pas avant le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

Afin que les fonctionnaires ne soient pas trop désorientés, l'Etat leur fournit en juillet deux bulletins de paie, le premier de couleur bleue, libellé en euros, et l'autre vert, sur lequel figurent tous les montants en francs. Un aspect peut-être plus discret du passage de l'administration publique à l'euro est celui de la préparation de la loi de finances pour 2002, qui a débuté au printemps et mobilise pendant tout l'été une bonne partie du gouvernement. Ici aussi, il est question de bleu et de vert, la première couleur étant attribuée aux documents déposés au Parlement après le conseil des ministres de septembre consacré au budget, la seconde qualifiant des par-

ties de la loi de finances initiale après la tenue des débats parlementaires... Entamées en francs au printemps, les discussions sur le budget 2002 ont été suivies de la signature par le chef du gouvernement, le 17 juillet, de lettres plafond libellées en euros. Les ministères s'intéressent toutefois moins à la monnaie utilisée qu'aux montants des crédits qui leur seront alloués. Pour gérer ces pourcentages viennent les conférences budgétaires, puis la présentation à la rentrée du projet de loi de finances par le gouvernement... et surtout les discussions à l'Assemblée nationale, qui seront sans nul doute marquées par incompréhensions amusantes entre députés, censés s'exprimer uniquement en euros, mais cogitant encore certainement en francs.

**Françoise Lazare**

► www.lemonde.fr/euro

## La mort de Guy Hermier ouvre la voie à de rudes batailles de succession

Son siège de député est le dernier dont le Parti communiste dispose à Marseille

**MARSEILLE**

de notre correspondant régional

La mort du maire communiste fondateur du 8<sup>e</sup> secteur de Marseille, Guy Hermier, a réellement ému les membres d'une classe politique locale aussi dure dans les batailles que sentimentale sur le plan humain. L'homme qui luttait depuis trois ans contre un cancer bénéficiait d'une sympathie non feinte de ses alliés et de ses adversaires. Quand Jean-Claude Gaudin dit avoir « énormément de pain » et rappelle qu'ils étaient « les deux plus anciens parlementaires des Bouches-du-Rhône » depuis 1977, on peut attester que cette estime est aussi ancienne qu'avouée. D'autant qu'en 1992, dans la fureur des élections régionales triangulaires ou figuraient Jean-Marie Le Pen et Bernard Tapie, Guy Hermier n'avait jamais caché être prêt à tout pour empêcher ces

deux-là de prendre la présidence du conseil régional, finalement gagnée par Jean-Claude Gaudin. Quand le conseiller général socialiste Michel Pezet parle de « l'élégance intellectuelle et physique de ce beau politique », on sait aussi qu'il ne s'agit pas d'un compliment post mortem. Comme quand Patrick Mennucci, président du groupe socialiste à la mairie, déplore la disparition d'un « précurseur de la gauche plurielle ». Et aucun socialiste ne démentira la suite : « Il était devenu un militant de la gauche sans beaucoup distinguer entre les diverses formations. » Car mezzo voce, beaucoup d'entre eux déploieraient qu'il n'ait jamais quitté la PCF : ils en auraient volontiers fait leur chef, estimant qu'il disposait d'une hauteur de vue supérieure à celle des leurs.

**HOMMAGE DE LIONEL JOSPIN**

La stature nationale du député de la 4<sup>e</sup> circonscription des Bouches-du-Rhône lui a aussi valu un hommage de Lionel Jospin. Un communiqué de Matignon déploierait la perte « d'un compagnon de toutes les luttes qui a été associé à toutes les étapes de la vie de la gauche ». Et les dirigeants actuels ou anciens du PCF ont fait part de leur peine. Pour Robert Hue, « la disparition de Guy Hermier est ressentie douloureusement par tous les communistes, les camarades de sa vie ». Alain Bocquet, président du groupe PCF de l'Assemblée nationale, a affirmé qu'il « contribuait à

ce que les différences d'opinion au sein du groupe ne mettent pas en cause son unité », tandis que son vieil adversaire au sein du PCF, Roland Leroy, a salué « le pionnier d'un PC renouvelé ». L'enterrement devrait avoir lieu mardi 31 juillet au matin à Marseille en présence de Raymond Forni et d'un membre du gouvernement, et ses cendres devraient être dispersées dans les Cévennes dont il était originaire. La politique reprendra alors tous ses droits et de sourdes batailles de succession sont à prévoir.

Le siège de député de Guy Hermier est en effet le dernier dont la PCF dispose à Marseille et les relations qu'il entretenait avec sa fédération étaient soit hostiles soit inexistantes. Mais autant il avait fait part de ses préférences municipales en désignant son premier adjoint communiste Frédéric Dutoit comme son successeur, autant il n'avait pas fait connaître publiquement son choix pour le siège de député. La bataille au sein du parti devrait donc être chaude, le cœur de la fédération penchant plus certainement vers le conseiller général Joël Dutto que vers M. Dutoit, sans compter que Jean Dufour, le suppléant devenu député, communiste lui aussi, voudra certainement faire entendre sa voix.

De toute façon, la bataille sera difficile car même dans ce fief conquis en 1936, le PCF est en baisse constante tandis que le PS progresse face à une droite loin de pouvoir

espérer ravir ce siège. Les scores des quatre cantonales de la zone donnent 29 % au PS, 24 % au PCF, 6 % aux écologistes, alors que Guy Hermier réalisait encore 30 % au premier tour de 1997 – mais 58 % au second. Aux municipales de 2001, la liste qu'il conduisait a obtenu 51 % au deuxième tour, dans une triangulaire où la droite a fait 26 % et le MNR 22 %. La bataille se joue donc entre les frères de la gauche plurielle. C'est pourquoi son sort sera probablement scellé à Paris, dans le cadre d'accords nationaux. Au grand dam des postulants socialistes comme M. Mennucci qui a toujours déclaré qu'il ne serait pas candidat contre Guy Hermier, mais qu'il le serait volontiers en d'autres circonstances.

**Michel Samson**

(Lire également page 9)

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU BEAU VETEMENT  
**LEGRAND**  
Depuis 1894  
Tailleur et Chemisier sur mesures  
TRÈS GRAND CHOIX DE TISSUS ET DE PRIX  
27, rue du 4-Septembre, Paris 2<sup>e</sup>  
Tél : 01.47.42.70.61

## La coopération internationale a permis la saisie de cocaïne au large de la Guyane

Les Etats-Unis ont fourni un renseignement décisif

**LA ZONE** des Caraïbes devient un haut lieu de la coopération internationale contre le trafic de cocaïne. L'interception par la marine nationale d'un navire battant pavillon vénézuélien, qui dissimulait à son bord 1,8 tonne de ce produit stupéfiant – soit une valeur marchande estimée à dix milliards de francs (environ 1,5 milliard d'euros), a été rendue possible grâce à un renseignement fourni par les Etats-Unis. Un avion américain de surveillance avait surpris des manœuvres jugées suspectes de la *Carolina*, à proximité de la Guyane française. L'officier de liaison de la gendarmerie basée à Key West en Floride a aussitôt été prévenu, mettant en branle une surveillance renforcée au début du mois de juillet. Celle-ci a permis de constater que le bateau était resté « étonnamment » immobile pendant une quinzaine de jours, selon un officier de la marine nationale ; ses huit hommes d'équipage ne semblaient pas non plus pratiquer la pêche.

Mercredi 25 juillet, la frégate *Ventôse* et le patrouilleur la *Gracieuse* appuyés par un garde-côte américain le *Spencer* décident donc d'arrêter la *Carolina*, un bateau d'environ quatorze mètres. L'équipage indique qu'il compte pêcher dans cette zone pendant treize jours. Il ne possède cependant pas à son bord de moyens de conservation du poisson. Cette contradiction ne fait que renforcer les soupçons éveillés par la surveillance aérienne. Les huit hommes à bord sont de nationalité vénézuélienne. Les autorités françaises demandent alors à Caracas l'autorisation de visiter la *Carolina*. L'article 17 de la convention de Vienne, qui permet en matière de lutte contre les stupéfiants des perquisitions dans les eaux internationales, est pour la première fois appliqué.

Gendarmes, policiers, douaniers et marins montent à bord, vendredi

**Pascal Ceaux**

## M. Kouchner interpelle les gynécologues en grève

**BERNARD KOUCHNER**, ministre délégué à la santé, a fermement demandé aux gynécologues du privé de renoncer à la « grève des accouchements », que le Syndicat national des gynécologues et obstétriciens de France (Syngof) entend lancer à compter du 1<sup>er</sup> août. « Les femmes enceintes ne sont pas des marchandises qu'on peut prendre en otage, ce mot d'ordre de grève peut être lourd de conséquences », a-t-il déclaré dans un entretien au *Journal du dimanche* du 29 juillet. « Si certains (...) s'obstinaient, alors je demande aux femmes d'avoir confiance, le service public se prépare à les accueillir », a assuré le ministre, qui s'est dit « surpris » par l'attitude du Syngof, avec qui il avait eu une réunion « positive » le 25 juillet (*Le Monde* du 27 juillet).

## M. Hollande estime que M. Chirac se comporte « en porte-parole du RPR »

**FRANÇOIS HOLLANDE**, le premier secrétaire du PS, a estimé, dans un entretien accordé au *Journal du dimanche* du 29 juillet, que Jacques Chirac se comportait « en opposant, voire en porte-parole du RPR ». « On ne peut pas user de toutes les cordes de la joute politique et en même temps vouloir être protégé par un statut de chef de l'Etat, a déclaré le député de Corrèze. Nous ne voulons pas mettre les affaires au cœur du débat politique ou électoral. Mais les juges ont mis au jour des faits délictueux... Ce n'est pas nous qui avons inventé ces enquêtes. »

**DÉPÊCHES**

■ **SANTÉ** : deux cas de méningite à méningocoque B ont été diagnostiqués chez des jeunes ayant séjourné dans le village VVF de Lozari, en Haute-Corse. Deux jeunes sont actuellement hospitalisés. Les familles qui ont séjourné à Lozari du 14 au 28 juillet doivent consulter un médecin dans les meilleurs délais (renseignements : 0-800-156-156).

■ **DISPARITION** : une information judiciaire pour « enlèvement » devait être ouverte lundi 30 juillet par le parquet de Sarreguemines (Moselle), après la disparition le 22 juillet de Karine. Les recherches pour retrouver la lycéenne de dix-sept ans, renversée à vélo par une voiture sur une route isolée de Bitche, n'ont rien donné.

■ **ASSASSINAT** : une serveuse d'un bar de L'île-Rousse (Haute-Corse) a été tuée dimanche 29 juillet, vers 2 heures, lors d'un règlement de comptes visant le patron du débit de boissons. Ce dernier, Antoine Allegrini, avait déjà échappé à deux tentatives d'assassinat. Deux hommes cagoulés ont tiré dans le bar, le Libecciu, atteignant Mathilde Signanini, trente-cinq ans, concubine de M. Allegrini.

■ **DOUANES** : 3,7 tonnes de contrefaçons ont été saisies, mardi 17 juillet, par les douanes d'Orly, soit plus de 33 000 articles de 15 marques différentes. Les colis, envoyés de Chine au Maroc, contenaient 19 950 faux écouteurs Sony pour baladeurs, 3 325 paires de chaussures Nike, Lotto, New Balance et Fubu, 8 441 montres falsifiées.

■ **CORSE** : plusieurs centaines de personnes ont défilé à Bastia, samedi 28 juillet, à l'appel des principaux mouvements nationalistes, pour exiger « la restitution au peuple corse de ses droits nationaux ». Cette mobilisation intervient un an jour pour jour après le vote, par l'Assemblée de Corse, de la dévolution à l'île d'un pouvoir législatif encadré.

**BRIDGE**  
**DESCELLÉ ?**

Refixer avec  
**Fixobridge™**  
par **BONYPLUS®**

EN PHARMACIE  
sans ordonnance

"Facile, rapide et efficace!"

# La Cornouaille, de la coiffe en dentelle au cyber-fest-noz

Le sud du Finistère se veut encore plus breton que la Bretagne, et le folklore y est joyeusement entretenu. Cette richesse culturelle s'exprime aussi par des créateurs contemporains qui se servent de leurs racines pour nourrir leur travail

## RENNES

de notre correspondante régionale

Les gens de Cornouaille sont tellement fiers de leur diversité qu'ils ont inventé un festival rien que pour lui donner l'occasion de parader dans les rues de Quimper. Et rien ne leur est plus délectable que de repérer pendant le Défilé des guises, qui vient de rassembler au moins deux mille participants fin juillet, à quelle paroisse se rattachent les broderies de ce costume breton-là, les dentelles de cette coiffe-ci, de quel demicanton proviennent ces chansons et ces danses. Il en est ainsi depuis 1923 et c'est pareil lors des fêtes traditionnelles de Pont-Aven, de Pont-l'Abbé, de Concarneau...

Sauf à être animé d'une extrême mauvaise foi, il n'est pas un Léonard (habitant du pays du Léon) ni un Trégorrois (du pays de Tréguier) pour disputer à ce morceau du Finistère son sens des festivités lui procurant une si grande richesse culturelle. La ville de Quimper compte à elle seule huit bagadoù (fanfares). La gavotte, le fest-noz sont nés dans ce pays, du moins quand les alentours de Carhaix faisaient encore partie de l'évêché de Cornouaille. Et c'est ici que s'est inventé le cyber-fest-noz, qui fait danser, via l'Internet, les Bretons, de Pékin à Mexico, au rythme des musiciens réunis à Quimper. Cette année, la soirée, organisée le 27 octobre, est appelée « Le fest-noz le plus cher du monde ». Invariablement les Bretons notent que les Cornouaillais cultivent un goût de la faconde propre au Sud.

Les mêmes Cornouaillais se plaignent aussi à énumérer leurs « micro-pays » - bigouden, le plus célèbre, mais aussi glazik, capiste (du cap Sizun), de Porzay... décrivant leur territoire comme une marqueterie. Tout en expliquant, comme l'universitaire Fanch Postic, que la langue bretonne parlée n'est pas la même selon que l'on



se trouve sur la rive droite ou gauche de la Laïta à Quimperlé. Avant de conclure dans un fier paradoxe que tout cela donne au final un ensemble plutôt harmonieux qui a su s'engager en précurseur dans la constitution d'un pays de Cornouaille - au sens de la loi Voynet sur l'aménagement du territoire - que tout le monde juge cohérent.

De toute façon, vu de l'extérieur « les gens associent la Bretagne tout entière au pays bigouden et même plus précisément à sa coiffe ! Autant que cela nous serve », résume Ambroise Guellec, vice-président (UDF) du conseil régional et maire de Pouldreuzic. Agréable à vivre, mais éloigné des zones d'activité européennes, ce territoire a bien besoin de s'unir, car il attire davan-

tags les retraités que les investisseurs étrangers.

Dans son bureau de président du comité régional des pêches, à Rennes, André Le Berre a posé un énorme drapeau orangé de chez lui. « Nous, Bigoudens, pourrions nous passer des autres ports », assure le marin du Guilvinec avec son accent forgé à l'iode. N'empêche : « Quand on parle de Cornouaille, ça fait tout de suite 70 000 tonnes de poissons, hors thon tropical ! » Les sept ports du coin ont décidé de taire leurs rivalités et de se fédérer. Avec le tourisme et une forte présence des industries agroalimentaires, issue en partie des anciennes conserveries de poissons, la pêche est un des secteurs importants de l'activité locale, mais aussi un facteur de son identité.

Ainsi comme chaque été, la ville de Concarneau a lancé sa boîte de sardines emblématique dont le couvercle reproduit cette année une toile peinte par Dauchon en 1967 sur le thème du débarquement de la pêche. Elle accompagne une exposition consacrée au peintre. C'est tout naturellement sur le même support que Douarnez annonce son festival de fin juillet : Les Arts d'été à l'huile. Les responsables économiques commencent juste à réfléchir à l'atout que peuvent constituer ces racines de Cornouaille toujours prêtes à resurgir, comme en transparence.

Cette richesse culturelle a donné naissance à des sociétés de production de films et de musique, à des maisons d'édition, comme Ar Men-

Chasse Marée. L'association Création en Bretagne favorise pour sa part des rencontres entre entrepreneurs bretonnes et créateurs, souvent de Cornouaille. C'est ainsi que des peintres laissent leur empreinte sur du linge de maison, que des stylistes de mode se penchent sur l'éternel caban ou kabig, s'inspirent du plissé des costumes traditionnels ou détournent le bon vieux tricot marin...

Pour Ana Goalabrè, les bravigoù, ces bouts de faïence, ces fragments d'assiette colorés qu'elle ramasse sur les plages, sont des porte-bonheur qu'elle sertit pour en faire des bijoux aux lignes audacieuses. L'artiste nourrit ses créations de son environnement, ainsi ses bracelets faits de flotteurs et ses broches de bois flotté en forme de « cœur de marins », « ce sont des ex-voto en peau de bateau », dit-elle joliment.

En parallèle, elle cherche à vendre ses idées de décoration de la maison. Et montre les prototypes de bavoires qu'elle a imaginés pour les enfants. Des broderies graphiques et colorées sur du coton blanc : de quoi séduire les parents fatigués des sempiternels oursons. Ana a aussi créé des voilages pour Celtia. A la fois label et concept, l'agence Celtia veut réveiller le design breton en proposant aux hôtels de la région d'utiliser le patrimoine interprété de manière contemporaine, de la vaisselle jusqu'aux poignées de porte. Deux établissements viennent d'être inaugurés. D'autres se préparent.

Mais c'est sans doute avec la peinture que la Cornouaille a entretenu la plus soutenue de ses liaisons amoureuses. Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle se sont succédé sur cette terre, si exotique alors, des vagues d'artistes étrangers. Que reste-t-il de ce foisonnement, de l'esprit de Paul Gauguin et de ses amis ? Yves Quentel pousse un gros soupir. A Pont-Aven, dans les années 1960, où il exerçait comme

jeune assistant photographe, les poètes Xavier Grall, Glenmor, Léo Ferré côtoyaient encore de nombreux peintres. « Mes souvenirs de Pont-Aven sont encadrés au mur. C'est pour cela que je ne peux plus encadrer Pont-Aven », se gausse-t-il.

Loin des innombrables galeries du cru, ces « marchands du temple », il préfère initier les habitants du bourg rural de Nizon au pop art. A partir de photos projetées sur un mur de hangar, les portraits des ancêtres ou de paysans d'aujourd'hui sont repeints de couleurs vives « à l'acrylique comme les por-

Agréable à vivre, mais éloigné des zones d'activité européennes, ce territoire a bien besoin de s'unir, car il attire davantage les retraités que les investisseurs étrangers

tails ». Le résultat, fort séduisant, s'expose chez la bouchère et au café. Des collectionneurs venus de loin pleurent pour les acheter, « mais nous ne vendons pas, c'est ce qui nous différencie d'Andy Warhol », sourit Yves Quentel, aujourd'hui journaliste. Précisons néanmoins que Nizon se situe sur le territoire communal de Pont-Aven... « Oui mais c'est chez nous que Gauguin a peint le Christ jaune ! » La Cornouaille a aussi l'art d'entretenir l'apparence de guerre de chapelles.

Martine Valo

## PROFIL

### UN ÉDITEUR HEUREUX

Jean-Marie Déguignet (1834-1905) est en passe de supplanter le légendaire Gradlon, roi de la ville engloutie d'Ys, au panthéon des illustres personnages de Cornouaille. Voilà qui ne manque pas de sel car, dans ses *Mémoires d'un paysan bas-breton*, ce fils de pauvre journaliste ne se montre pas tendre à l'égard de ses compatriotes d'alors. Il les dépeint comme ignorants, superstitieux, buveurs et même paillard. Ne cachant pas ses convictions anticléricales radicales, c'est fatalement en butte à l'hostilité générale qu'il revient mourir dans son petit pays glazik, encore plus misérable qu'à son départ. Seulement, avec sa plume agile, ses idées révolutionnaires, sa soif de connaissances, de découvertes et de voyages qui le conduisit de Sébastopol jusqu'au Mexique dans les rangs de l'armée française, Jean-Marie Déguignet a pris sa revanche aujourd'hui, en suscitant un phénomène d'édition rare.

Martial Ménard ne se fait pas prier pour raconter la façon dont ont été trouvés ces vingt-cinq carnets autobiographiques dans une HLM de Quimper, comme une

ultime aventure du paysan anticongrémiste. Le directeur de la petite maison d'édition An Here espérait en vendre 5 000 lors de la première publication, en mai 1998. Il en est à plus de 200 000. Le texte est en cours de traduction en espagnol et en tchèque. La deuxième version (900 pages) connaît le même succès.

Le visage de l'éditeur âgé de cinquante ans est bien connu dans la région, car sa photo illustre la chronique hebdomadaire qu'il tient dans *Ouest-France* sur les expressions de la langue bretonne. Les polémiques sur certaines de ses publications le sont moins. Car l'Histoire, qui sait manier l'ironie, a voulu que les écrits du sieur Déguignet fassent la gloire d'un homme presque aussi controversé que lui. Martial Ménard met peut-être autant d'énergie à défendre le breton que Déguignet en avait déployé pour s'exprimer dans un français irréprochable. Militant déterminé, cet ancien instituteur des écoles Diwan a lancé An Here en 1983, par un département de livres pour enfants en breton. Les trois quarts de ses publications sont éditées dans la langue régionale.

M. V.

## Communiqué

### AVIS DE DISPARITION

Le 28 mars 2001 le juge du District de Schwyz a approuvé l'initiation d'une recherche de la personne disparue suivante : **Manfred Strüby**, né le 8 août 1932 à Paris, d'Ingenbohl (CH), fils de Klara Hilda Henriette Vetsch-Strüby, 1906, sans domicile connu.

Prière de faire part de tous renseignements utiles concernant la personne disparue ou ses descendants au juge du District de Schwyz, Mairie, CH - 6430 Schwyz. Si aucune information ne peut être livrée sur la personne disparue en l'espace d'une année, celle-ci sera déclarée morte.

6430 Schwyz, le 12 juillet 2001

Le juge du District de Schwyz

lic. iur. P. von Hettlingen



## Bloc-notes

- *Mémoires d'un paysan bas-breton*, de Jean-Marie Déguignet. Ed. An Here, 120 F (18,29 €).
- *Hangar't, la belle aventure des peintres de Nizon*, d'Yves Quentel. Ed. Coop Breizh, 136 F (20,73 €). Et *Hangar't, la fête des cabanes de Nizon*. Ed. des Montagnes noires, 120 F (18,29 €).
- *Hommage à Xavier Grall*. Ed. Le Télégramme, « Calligrammes », 149 F (22,71 €).
- *Ar Seiz Breur, 1923-1947, la création bretonne entre tradition et modernité*, catalogue d'exposition. Ed. Terre de brume - Musée de Bretagne, 180 F (27,44 €).
- *La Création bretonne, 1900-1940*, sous la direction de Denise Delouche. Presses universitaires de Rennes, 220 F (33,54 €).

- *Rendez-vous en enfer*, d'Hervé Fontanières. Roman pour la jeunesse, coll. « Cascade » chez Rageot, 44 F (6,71 €).
- *Que ma terre demeure*, d'Hervé Jaouen. Roman aux Presses de la cité, 120 F (18,29 €).
- *Dan Ar Braz, La Mémoire des volets blancs*, CD chez Columbia/Sony Music.
- Skeduz, CD chez Keltia musique (un label de Quimper), 144 F (21,95 €).
- *Festival de Cornouaille : déjà 70 ans*. Cassette vidéo, coll. « Grandes fêtes populaires de France ».
- [www.antourtan.org](http://www.antourtan.org) : le serveur de la diaspora bretonne qui diffuse le cyber-fest-noz.
- Ana Goalabrè expose ses bijoux-sculptures dans son bourg de Riéc-sur-Belon, à l'Espace Mélanie, tout le mois d'août.

## La grande saga des faïences de Quimper

### RENNES

de notre correspondante régionale

Les quelques maisons de Locmaria, à la sortie de Quimper, sont posées au bord de l'Odet comme un îlot d'histoire. Depuis qu'un certain Jean-Baptiste Bousquet a installé là une fabrique de faïence au milieu des ateliers de potiers, en 1690, le quartier témoigne de la saga des fameuses manufactures que se sont disputées quelques grandes familles durant trois siècles à coups de mariages, de rachats, d'innovations révolutionnaires ou de contrefaçons.

Les plus célèbres ateliers, ceux de HB Henriot, se dressent en plein milieu de Locmaria. Derrière, le Musée privé de la faïence de Quimper expose de riches collections. En bordure de la route, une grosse boutique vend des porcelaines aux décors sérigraphiés mais ressemblant fortement aux motifs traditionnellement peints à la main. Ailleurs dans Quimper, l'un des descendants de la famille Henriot, Pierre, a monté en 1994 une nouvelle maison, la Faïencerie d'art breton (FAB), mais sans avoir le droit d'utiliser commercialement son nom.

Comme pour respecter une ancestrale habitude, tout ce petit monde-là est peu ou prou en procès. L'objet de ces litiges est d'obtenir pour soi le droit d'utiliser le nom de marque le plus reconnu, le décor le plus fameux. Car voi-

là précisément ce que recherchent les clients : la tradition. « Nous avons voulu rajouter notre production, sans grand succès. Ce sont les modèles les plus basiques que choisissent les couples de vingt-cinq ans dans leur liste de mariage aujourd'hui », rapporte Michel Marest, directeur général des faïenceries HB Henriot.

### PEINTEUSES ET PEINTEURS

En outre, comme le précise M. Marest, « à part la composition des émaux, les techniques n'évoluent plus depuis déjà longtemps ». C'est donc une surprenante plongée dans le passé qu'effectue le visiteur en traversant les vastes salles, claires et calmes. A part les fours de cuisson, rien ici ne ressemble à une machine. Les pains de terre arrivent de Vierzon. Ils sont simplement coupés avec un fil comme une motte de beurre, l'anse des pots est collée à la barbotine. Bols et assiettes les plus classiques sont peints sans modèle, « à la touche », c'est-à-dire sans revenir sur son coup de pinceau.

Au fond, les plus expérimentés des peintures et des peintres - c'est l'expression consacrée, mais diversement appréciée par les salariés concernés - reproduisent des tableaux complexes sur de grands plats : scène de mariage campagnarde ou foisonnante bataille navale. HB Henriot forme ses pein-

teurs en deux ans au minimum, précise M. Marest, très fier de ce personnel jeune et compétent. Cette approche d'un savoir-faire authentique semble un irrésistible argument de vente à voir les acheteurs qui se pressent dans la boutique à la sortie. La société l'a compris : l'été, elle n'emploie pas moins de sept guides pour mener les visites en rangs serrés.

Tout ce patrimoine artisanal a failli disparaître lors du dépôt de bilan de 1983. C'est alors que la faïencerie fondée sous Louis XIV est devenue filiale d'une holding américaine. Paul Janssens était le distributeur exclusif de la noble vaisselle aux Etats-Unis, il est devenu propriétaire de l'entreprise et l'a relancée avec des pratiques de marketing plus musclées. Agé de soixante-deux ans, il cherche un repreneur, breton de préférence. M. Marest prépare lui aussi sa retraite, mais pas avant d'avoir vu aboutir le projet d'école internationale de faïence d'art qui lui tient à cœur. Ouverte aux futurs professionnels et aux amateurs, elle pourrait démarrer à l'automne 2002.

M. V.

Demain  
LE GATINAIS



**Moine engagé pendant la guerre du Vietnam, le « thây » est l'un des initiateurs du bouddhisme zen en Occident. Venus d'Europe et des Etats-Unis, ses adeptes suivent, dans le Bordelais, ses enseignements**

**O**N dirait un village d'automates. Ou une projection de cinéma muet quand le film casse. A la première sonnerie d'un carillon, au premier coup d'un gong, interrompus dans leur élan, les disciples s'immobilisent net. Comme suspendus en vol, ils arrêtent tout mouvement, toute parole, se concentrent sur leur seule respiration, avant de se remettre en route au son de cloche suivant. « *J'inspire, je vois au fond de moi l'enfant petit, fragile... J'expire, je me calme, je me relâche, j'envoie de l'amour* », scandé, d'une voix suave, sœur Chân Không (« *Vraie Vacuité* ») qui, dans sa tunique brune – couleur de terre, couleur d'humilité –, le cheveu ras, le visage plissé, dirige, dès l'aube, la première marche de méditation.

Toute la journée, le village des Pruniers est rythmé par ce va-et-vient de l'« inspire-expire » qui, cent fois renouvelé, permet d'accéder à l'état de Pleine Conscience. Pleine Conscience de respirer, de marcher, de parler, de regarder, de manger, de sentir, de toucher. Pleine Conscience d'être vivant parmi les autres vivants, hommes, femmes, animaux, végétaux. « *Respire, tu es en vie* », notent au mur des messages calligraphiés. En salle de méditation, devant une statue fleurie et illuminée du Bouddha, le pratiquant se tient le dos bien droit pour garder sa concentration, observer sa respiration, s'ouvrir aux énergies environnantes : « *Le but n'est pas la performance physique, explique Daniel Millès. Il est de parvenir à la pleine conscience de ce que je suis, de ce que je fais et de ce qui m'entoure, mon voisin qui tousse, l'oiseau qui chante, le gravier qui crisse, l'arbre qui frémit.* »

Nom exotique que celui de village des Pruniers en plein Bordelais – à cheval sur les trois départements de Dordogne, de Lot-et-Garonne, de Gironde –, quand des champs de vignes à l'infini sont en fusion sous un soleil de plomb ! En arrivant dans cette région proche de Duras, en 1982, le moine Thich Nhat Hanh a fait arracher les vignes de son nouveau domaine – le Vietnamien ne boit pas de vin – et fait planter 1 250 pruniers. Dans la légende bouddhiste, 1 250 est un chiffre sacré et le prunier est un arbre qui a les promesses de l'éternité. Dans l'écrin d'un lac qui appartient aussi au domaine poussent des massifs de lotus, symboles de pureté et d'éveil. Des nonnes, en couleur jaune safran, esquissent des pas de danse. D'autres sont en méditation assise. Des moines se prosternent, touchent la terre de leur front, pratique rituelle pour rechercher l'inspiration de leurs ancêtres. Des novices ajustent leur chapeau conique – le *non là* – en feuilles de palmier. On dirait un ballet de miniatures orientales, dessinées et peintes sur des pans de bois laqué.

Le lieu-dit Thénac – où le thây (le « maître ») acheta sa première ferme – est devenu *Nuage du dharma*, le « hameau du bas », le *Nectar*. Les moniales vietnamiennes accueillent les retraitants, répartis en « familles » : Fleur de pêcher, Prodiges, Salade de fruits, Maison sur la colline, etc. « *Les larmes que je verse aujourd'hui sont devenues pluies* », observe une autre affiche calligraphiée dans ces lieux enchantés. La douceur des paysages, la politesse des sourires, la lenteur des gestes, maîtrisés ou suspendus comme sur une scène de théâtre grec, transportent le visiteur dans une sorte de bulle inconnue, où toute notion de temps semble avoir disparu, où tout mot de trop ou de travers, toute expression de mal-être ou de colère

semble banni, comme autant d'« *énergies d'habitude* » qu'on est prié d'abandonner au vestiaire. « *A celui qui nourrit un sentiment de frustration ou de jalousie, il est recommandé de sortir, puis de marcher et de respirer* », enseigne le maître.

Que cherchent-ils ces centaines d'Américains, Allemands, Néerlandais, Suisses, Français qui, l'hiver comme l'été, bouddhistes, chrétiens ou non-croyants, remplissent les retraites du grand maître zen Thich Nhat Hanh ? Ils viennent souffler, respirer, méditer, « lâcher prise » dans ce microcosme – ou contre-société – de non-agression, de fraternité, d'écoute et de respect. « *Ecoute bien pour mieux aimer. Regarde bien pour mieux comprendre...* », soulignent des affiches au mur tandis que, sur l'une des cloches, quatre mots sont gravés en anglais : *listening* (écouter), *looking* (regarder), *understanding* (comprendre), *loving* (aimer). En réunion de *sangha* (communauté), quand un « frère » veut parler, il joint les mains et, assis en position du lotus, s'incline. Quand il a fini, pas d'applaudissement ou de murmure approbateur ou désapprobateur : le public joint à son tour les mains et incline la tête en direction de l'intervenant. S'incliner, c'est reconnaître ce qui est beau en l'autre et sa capacité d'éveil.

Dans son ermitage de bois, Thich Nhat Hanh se balance sur un roching-chair. Jumelles sur le nez, il contemple, à perte de temps, l'horizon de vignobles et les forêts de hêtres qui entraînent son regard jusqu'à Monbazillac ou Sigoulès. Les nuits de pleine lune, des cerfs croi-

sent sa marche de méditation. Il rêve aux paysages de son Vietnam natal – où ses livres sont imprimés clandestinement, mais où il reste interdit de séjour – « *sans douleur ni nostalgie* », confie-t-il à l'hôte de passage. Le bouddhisme n'est-il pas la philosophie de l'impermanence et du « *non-attachement* » ?

Il a adopté cet Occident où les gens « *cherchent et souffrent* ». Outre ses enseignements, donnés à ses moines et moniales – une com-

**« A celui qui nourrit un sentiment de frustration ou de jalousie, il est recommandé de sortir, puis de marcher et de respirer »**

munauté de cent vingt, originaires du Vietnam, des Etats-Unis, d'Allemagne, de France – et aux retraitants, il rédige des ouvrages et des poèmes, dort peu, mange peu, fait du jardinage, plante des herbes, du basilic vietnamien, des menthes, des mélisses, dévore les livres sur la génétique ou la mécanique quantique.

**S**A vie ne fut pas un long fleuve tranquille. Il a connu la guerre, la solitude, l'exil. Ce grand maître contemporain du bouddhisme reste une figure historique dans son pays. Jeune, il fut l'un des premiers à rompre avec le ritualisme impérial de Chine, traduisant en langue populaire les textes sacrés et le corpus de la tradition, fondant un

monastère au doux nom de *Phuong Boi* (Feuilles odorantes de palmier), des villages expérimentaux, des écoles d'entraînements à la Pleine Conscience. Puis l'université Van Hanh et l'ordre de l'« Inter-être », qui transmet encore aujourd'hui son message de solidarité entre tous les vivants et leur environnement.

Travail social, aide aux nécessiteux : Thich Nhat Hanh est aussi l'un des « pères », au Vietnam, du mouvement du « bouddhisme enga-

gé », dont les moines, pendant la guerre, claquaient la porte de leur monastère pour aller porter secours aux populations dans les villages bombardés, allant pour certains – images tragiques qui ont fait le tour du monde – jusqu'à s'arroser d'essence et s'immoler. Thich Nhat Hanh milite alors pour la « troisième voie », s'attirant des ennemis tant à Saïgon, défendue par les Américains, que dans le Nord communiste. En 1965, il fonde l'Ecole de la jeunesse et du service social (EJSS) qui va compter jusqu'à 10 000 membres, mais sera fermée à la « libération » de Saïgon. « *Nous avons vaincu les Américains, nous n'avons pas besoin de vous* », s'entend-il dire par les nouveaux maîtres du pays. Dès

1967, il commence des tournées aux Etats-Unis et en Europe, ce qui lui valut d'être proposé au jury du prix Nobel de la paix par Martin Luther King, le prophète noir assassiné.

Il débarque en France au début des années 1970 avec un statut de réfugié. Avec l'inséparable sœur Chân Không, il anime encore aujourd'hui des réseaux de soutien à des écoles, des dispensaires, des plantations de son pays. Et continue d'aller porter la bonne parole dans les pays d'Europe, à New York et jusqu'en Californie. *Peace in every step* (traduit en France en 1992) a été diffusé à un million d'exemplaires aux Etats-Unis ; en France, son *Bouddha vivant, Jésus vivant* (Lattès, 1996) a été un succès. En Allemagne, ses enseignements ont fait l'objet de quarante-deux ouvrages, vendus comme des petits pains.

Quand le thây entre dans la grande salle des enseignements, au village des Pruniers, le silence s'installe. D'un seul geste, au coup de gong, les 800 participants se prosternent, retiennent leur souffle, puis inspirent et expirent. Bonnet sur la tête, les moines et moniales dans leur tunique grise, fermée sur le devant pour les novices, sur le côté pour les *bikkus* (moines ordonnés), entonnent les chants rituels : « *Vivre en compagnie des sages, s'entraîner à la Pleine conscience et à la compassion est le plus grand des bonheurs (...). Prendre soin des parents, s'abstenir de faire souffrir, dire non à la drogue et à l'alcool est le plus grand des bonheurs (...). S'imprégner du dharma, apprendre les Nobles Vérités, atteindre le nirvana, avoir l'âme en paix :*

**Le thây au cours d'une marche méditative.**

*l'homme qui vit ainsi aura le plus grand des bonheurs ! »*

Simple entrée en matière pour le thây qui monte sur l'estrade, s'assoit en position du lotus, fixe l'assistance et boit le thé en joignant rituellement les mains autour du bol. « *A chaque inspiration consciente, vous sentez le bouddha qui est en vous, commence-t-il d'une voix douce. Le bouddha est l'Etre éveillé qui est dans chaque cellule de votre corps, qui vous rend capable de comprendre et d'aimer. Le psycho [l'esprit] et le soma [le corps] sont deux aspects de la même manifestation. Formes et sensations inter-sont.* » Le public boit ses paroles. Un public de soignants, de psychothérapeutes, qui viennent réfléchir à leurs propres pratiques, de professionnels de la relation dans l'entreprise, de musiciens, de peintres, d'artistes. Beaucoup d'hommes et surtout de femmes d'âge mûr à la recherche de disciplines nouvelles pour mieux se connaître, s'accepter, améliorer leur bien-être.

**T**OUR à tour, le maître évoque la présence des « *ancêtres spirituels* » dans le patrimoine génétique de chacun, les semences de l'Eveil – compassion, amour, joie – qu'il faut arroser comme des « *graines de tournesol* », les abus de consommation de la société moderne, les crises de la famille, les atteintes à l'environnement, les dérives de la science. « *Si vous parvenez à identifier les causes de votre souffrance, alors vous êtes déjà sur la Voie* », assure-t-il. Outre son passé tragique au Vietnam, la clé du succès du thây est d'avoir su adapter son enseignement à l'Occident, de lui avoir donné une forme communautaire, de proposer des exercices simples, concrets, une vision du monde non dogmatique ou péremptoire. « *Je ne vous propose que des outils, dit-il à ses disciples. Quand vous ouvrez une porte, vous avez besoin d'une poignée. Une fois la porte ouverte, vous pouvez la lâcher.* »

A son contact, les retraitants s'initient aux Trois Joyaux du *bouddha*, du *dharma* et du *sangha*. Puis aux Cinq Entraînements : respect de la nature et de toute vie, responsabilité sexuelle, consommation consciente, etc. Ils explorent les voies de l'Inter-être : « *Que serait un légume sans le soleil qui le fait naître, sans l'eau qui le fait pousser, sans le jardinier qui le cultive. Même chose pour l'homme : en lui-même, il n'est rien. Il n'a pas d'existence propre. Il ne peut vivre en dehors des autres.* » Au village des Pruniers, on mange végétarien, on respecte la plante qui manque de pluie, l'insecte qui se promène sous la chaussure. On n'est « rien » en dehors du « tout ». « *Nous sommes tous responsables de ce qui vit et meurt* », dit un militant écologiste pour qui le bouddhisme est un art de vivre autant qu'une philosophie : « *Je ne transforme pas le monde si je ne me transforme pas moi-même.* »

Les Verts sont aussi à l'aise que des chrétiens, pour qui « *prendre refuge* » dans le bouddhisme ne signifie pas renier leur propre foi. Ils y voient, au contraire, une autre prise en compte de leur « individu », une rupture avec la discipline de leur Eglise, une autre manière de canaliser leurs émotions et leurs énergies, une autre forme d'universalisme. « *Prendre refuge dans le dharma ne veut pas dire renoncer à ma religion d'origine, dit un ancien militant catholique. C'est prendre conscience qu'au lieu de vivre dans l'attente d'un paradis hypothétique, on peut vivre heureux dans le moment présent. Je n'ai renoncé à rien. Je me délivre seulement de mes peurs, de mes angoisses, de ma culpabilité. Je redécouvre dans le bouddhisme le sens de l'Autre auquel Jésus, le premier, m'avait convié.* » Thich Nhat Hanh refuse tout syncrétisme mais, pour qualifier les ressources spirituelles qui seraient disponibles en chaque homme, il parle aussi bien de « *Royaume de Dieu* » que de Bouddha !

Henri Tincq

★ Des nombreux ouvrages du moine vietnamien, citons en particulier, chez Albin Michel (collection Spiritualités vivantes) *Changer l'avenir : pour une vie plus harmonieuse* (1993) et *La Vision profonde* (1995), sorti en poche.

PROCHAIN ARTICLE :  
Lytta Basset,  
compagne des affligés

MAÎTRES SPIRITUELS

2



PHOTOS ALAIN KELER POUR « LE MONDE »

## Thich Nhat Hanh, l'Eveillé du village des Pruniers

# La République, le juge, le journaliste

**ALERTE GÉNÉRALE !** La République serait en danger : délaissée par l'Etat, trahie par la justice, défiée par les médias. Cette inquiétude, vive et salulaire, qui flotte au chevet de Marianne, a nourri les riches débats des XVI<sup>e</sup> Rencontres de Pétrarque, organisées à Montpellier du 23 au 27 juillet par France-Culture et *Le Monde*, dans le cadre du Festival de Radio France, sur le thème « Vie et destins de la République ».

Est-elle souffrante à ce point ? Et, si oui, qui lui veut tant de mal ? Deux personnages sont, le plus souvent, montrés du doigt : le journaliste et le juge. La France, constate le politologue Pascal Perrineau, est entrée dans l'ère de la « démocratie d'opinion », « troisième âge de la démocratie représentative » où règnent « les images, les groupes de pression et l'action médiatique ». Le déclin des religions et des idéologies, souligne Paul Thibaud, ancien directeur de la revue *Esprit*, a « déstructuré » une opinion de plus en plus « inconsciente d'elle-même » et vulnérable aux « dictatures journalistiques ». On assiste même parfois, renchérit le chroniqueur et historien des idées Alain-Gérard Slama, à des « délires d'opinion », lorsque la presse, oublieuse de tout esprit critique face à certaines innovations sociétales, comme le pacs, refuse de « problématiser le débat » et préfère disqualifier les contradicteurs, baptisés « grincheux » ou « frileux ».

Dans cette dénonciation de la presse, le philosophe Alain Finkielkraut va encore plus loin. « *Au temps du philosophe-roi, assure-t-il, a succédé le temps du journaliste-roi. Comme le clerc hier, qui croyait connaître le fin mot de l'Histoire, le journaliste parle aujourd'hui au nom d'une humanité en marche dont il se veut l'avant-garde. Comme s'il était l'unique dépositaire de la République.* »

## « DÉMOCRATISER LES INSTITUTIONS »

Des rois, les journalistes ? Bien sûr que non, répond Edwy Plenel, directeur de la rédaction du *Monde* : « *C'est le clerc qui, orphelin de son siècle, s'en prend à ceux qui lui disputent son magistère : les médias.* » De manière plus générale, ajoute-t-il, « *c'est un contre-sens de vouloir opposer les médias à d'autres piliers de la République, notamment l'école : « L'école apprend la citoyenneté, la presse offre une marchandise ; l'école transmet des certitudes et des savoirs, la presse enseigne l'esprit critique et le doute ; l'école appartient au temps de l'étude, la presse vit au rythme de l'événement.* »

La philosophe Blandine Kriegel est plus nuancée. Elle rend grâce aux médias d'avoir contribué, à la mesure de leurs moyens, à « *démocratiser la République* », mais, ajoute-t-elle, « *la démocratie d'opinion n'est pas le dernier mot de la République* », car l'important, c'est de « *démocratiser les institutions elles-*

*mêmes* ». L'autre acteur de la République, accusé de la trahir, c'est le juge, qui, rappelle-t-elle, « *a défenestré le secret de l'instruction et recouru à des pratiques attentatoires aux droits de l'homme, dans le plus profond mépris du personnel politique* ». C'est vrai, « *l'institution judiciaire est en crise* », admet Philippe Bilger, avocat général près la cour d'appel de Paris, mais il se réjouit presque de ce « *désordre créatif* » et des « *belles espérances* » qu'il autorise. Il ne regrette pas l'époque où « *tout l'appareil judiciaire était ordonné autour du pouvoir politique* » en proie à « *la volupté de l'asservissement* » et au « *confort de l'irresponsabilité* ».

Lorsque l'Etat baisse les bras, notamment dans les banlieues, les violences urbaines s'étendent, un phénomène qu'ont longuement analysé la politologue Sophy Body-Gendrot et l'ancienne commissaire de police Lucienne Bui-Trong. C'est un signe supplémentaire de la « *décomposition sociale* » que déplore l'ancien ministre communiste Anicet Le Pors. Et pourtant, au-delà de cette « *crise de civilisation* », Philippe Cohen, journaliste à *Marianne*, ressent « *un besoin, une attente d'autorité* », notamment chez les jeunes. C'est aussi l'avis de Georges Frêche, maire socialiste de Montpellier : « *Il existe un besoin d'Etat, un besoin de police.* »

Parmi les déçus de la République, certains choisissent de la

défier, de l'affronter, politiquement ou dans la rue. « *Ils sont en état de légitime révolte* », affirme l'avocat François Roux, qui fut le défenseur des Kanaks et de José Bové. Cette « *opinion combative* », note l'ambassadeur de France Stéphane Hessel, conteste de plus en plus les institutions de la République. On assiste même à un « *divorce entre la République et l'opinion* », observe Pierre Tartakowski, secrétaire général d'Attac, un mouvement qu'il analyse comme un « *produit d'opinion* ».

Et si la République ne se portait pas si mal ? C'est l'avis du philosophe Jean-Fabien Spitz : « *Il y a en France plus de républicains qu'on ne le croit, et il est plus facile d'être républicain qu'on ne le dit. Ce sont les moyens de républicains qu'on ne croit, et pas l'idée de République.* » Cette analyse plutôt optimiste, le porte-parole du Parti socialiste, Vincent Peillon, la partage largement. « *La République, soutient-il, n'est pas un problème. C'est une exigence permanente de problématisation. Si crise il y a, tant mieux, nous ne devons pas en avoir peur, car la République est vouée à vivre dans une tension permanente entre la raison et le rêve.* »

Jean-Pierre Langellier

★ Les Rencontres de Pétrarque seront diffusées chaque jour sur France-Culture, du lundi 13 août au vendredi 17 août, à partir de 14 heures.

## Encore et toujours les corticoïdes par Gérard Guillaume

LE Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD) a confié au *Monde* que huit des seize contrôles effectués à l'arrivée, dans les Pyrénées, des 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> étapes étaient positifs aux corticoïdes (*Le Monde* du 25 juillet), c'est beaucoup et on peut légitimement s'en étonner. Et le docteur Mangin, professeur à l'Institut médico-légal de Lausanne, chargé par l'Union cycliste internationale (UCI) d'une mission de conseil en matière de lutte contre le dopage, de reconnaître : « *Les corticoïdes nous posent un problème.* » Le parallèle avec l'abandon de Jonathan Waughers illustre on ne peut mieux le problème posé par les corticoïdes dans le sport. En effet nous avons, d'un côté, huit coureurs qui ont bénéficié d'un traitement par corticoïdes justifié médicalement et donc autorisé, de l'autre Jonathan Waughers, contraint à l'abandon pour ne pas avoir été autorisé à bénéficier du seul traitement qui s'imposait afin d'enrayer l'allergie sévère dont il a été victime à la suite d'une piqûre de guêpe au visage, c'est-à-dire une corticothérapie par voie générale.

Les corticoïdes appartiennent à la catégorie des substances soumises à certaines restrictions. Le règlement sportif est ainsi fait qu'il autorise la prescription d'une injection locale ou intra-articulaire de corticoïdes si elle est justifiée et validée par une ordonnance. Alors qu'il l'interdit par voie orale, par injection intraveineuse ou intramusculaire. Raison invoquée : les

effets généraux induits, qui seraient surtout marqués dans le second cas.

De là vient une première difficulté. Cette discrimination dans les voies d'administration est difficile à justifier médicalement. En effet, il est démontré qu'aucune voie d'administration des corticoïdes n'est dénuée d'effets généraux. Ce passage dans le sang, facilité par l'inflammation locale, peut d'ailleurs présenter un avantage ou des inconvénients. Seul le délai d'apparition de ces effets généraux diffère selon le mode d'administration, rapides après une administration intramusculaire, après quelques jours dans le cas d'une infiltration.

Le monde médical a alors quelques difficultés à comprendre une règle que le monde sportif a édictée, qui autorise, par exemple, un athlète à traiter une tendinite par injection péri-tendineuse (non sans danger pour le tendon) et lui interdit ce même produit pour traiter une allergie grave.

Un exemple illustre l'absurdité de la situation actuelle : parmi les causes responsables de douleur fessière chez les adeptes de la petite reine, on retient la responsabilité d'un muscle profond de la fesse, le pyramidal. Dans certaines circonstances, le traitement relève d'une infiltration de corticoïde au contact du tendon de ce muscle, dite péri-tendineuse, qui est donc autorisée ; or elle doit s'effectuer à travers les muscles de la fesse, c'est-à-dire par voie intramusculaire, qui, elle, est interdite !

représenter une part plus grande de la consommation. Encourageons aussi l'agriculture conventionnelle pour qu'elle augmente ses standards de production en matière de qualité, d'environnement et de protection des animaux.

Pour l'avenir, nous allons engager un large débat sur la réorientation des soutiens de la PAC vers le développement rural et l'agriculture extensive. Cette réorientation doit s'appuyer sur le mécanisme fondamental du basculement de l'effort budgétaire, depuis les aides directes de marché liées à la production vers des soutiens exprimant les diverses fonctions de l'agriculture aujourd'hui reconnues par la société : environnement, développement rural, emploi, qualité, bien-être des animaux.

L'Allemagne et la France ont décidé d'appliquer, au niveau national, le système de modulation facultatif des aides. Nous voulons aller plus loin, et rendre obligatoire, à l'échelle de l'Europe, un mécanisme communautaire de modulation ou de dégressivité des aides. Les modalités exactes de ce mécanisme devront faire l'objet d'une proposi-

tion de la Commission, et d'un débat entre les Etats membres. D'ores et déjà, on peut imaginer qu'il prenne une forme progressive dans le temps et qu'il prenne en compte les situations spécifiques des régions et les problèmes de cofinancement dans ce deuxième pilier de la politique agricole commune. Dans ce contexte, nous devons réfléchir à un aménagement et à une simplification des instruments du développement rural.

Enfin, l'évolution plus générale des mécanismes de gestion des marchés devra également être envisagée. Dans deux domaines on peut avancer sans attendre. Ainsi, pour la viande bovine, l'évolution de l'organisation commune de marché doit être de nature à promouvoir davantage la qualité, l'environnement, la production extensive et l'aménagement du territoire. Diverses mesures peuvent être examinées, comme la suggestion faite par l'Allemagne de la mise en place d'une prime à l'hectare de fourrage. En outre, il est nécessaire d'encourager la production des protéagineux en Europe pour diminuer notre dépendance envers les importations de produits génétiquement modifiés et de contribuer à un

cette décision sur le plan médico-légal ?

Le retrait de la compétition en cas de traitement nécessaire. Mais qui signifiera au sportif ce retrait ou cet arrêt de travail s'il s'agit d'un professionnel ? Sont posés là les problèmes du secret professionnel, de la médecine de soins, de la médecine du travail.

Dans certaines circonstances, les corticoïdes sont la seule réponse thérapeutique à apporter à un patient, fût-il sportif de haut niveau, et leur utilisation constitue alors un acte thérapeutique authentiquement médical. Dans ce cas, plutôt que d'interdire à un sportif d'exercer son métier, ne peut-on imaginer le recours à un collège d'experts qui serait sollicité et déciderait de l'utilité du traitement (les médecins sont nombreux sur une épreuve comme le Tour de France) ? Reste le problème de l'urgence.

Dans tous les cas, il y a nécessité de faire évoluer ce règlement qui seul est à l'origine des problèmes. Et ces problèmes, ce sont le sportif et le médecin qui les rencontrent, pas le législateur.

La plus mauvaise des solutions est celle qui avait été adoptée par le CIO lors des JO de Sydney, à savoir : « *On ne recherche pas les corticoïdes puisque cela ne servirait à rien* » (professeur K. D. Fitch, *Le Monde* du 16 septembre 2000).

Gérard Guillaume est rhumatologue, médecin de l'équipe cycliste La Française des jeux.

## Agriculture : la réforme en continu

Suite de la première page

L'épizootie de fièvre aphteuse aurait été maîtrisée plus vite si nous avions été capables d'assurer la traçabilité des moutons en Europe.

Nous ne répondrons aux attentes de nos concitoyens sur les nouveaux modes de production que lorsque nous disposerons d'un régime d'étiquetage qui permettra une traçabilité sans faille dans la chaîne de la production. C'est essentiel pour identifier les risques et prendre les mesures adéquates rapidement. Si nous voulons produire mieux en Europe, il faut introduire des signes de qualité qui présentent des garanties comparables dans les quinze pays. L'agriculture biologique montre l'exemple d'une agriculture de qualité respectueuse de l'environnement : encourageons-la à se développer, pour

meilleur aménagement du territoire. Il est temps de passer du stade de la critique à celui des réponses. Le profond désarroi des consommateurs causé par les crises alimentaires récentes impose dans l'intérêt de tous une réorientation de la protection alimentaire et de la politique agricole commune, sans oublier la transformation et la commercialisation des denrées alimentaires. Il est impératif que nous traitions ces questions en coopération étroite.

Jean Glavany et Renate Künast

## RECTIFICATIF

### JACQUES CHIRAC

Contrairement à ce que nous avons indiqué dans l'article qui rendait compte du débat au bureau de l'Assemblée nationale sur les déclarations de patrimoine de Jacques Chirac (*Le Monde* du 27 juillet), la députée (PS) et vice-présidente de l'Assemblée Christine Lazerges n'a pas signé la proposition d'Arnaud Montebourg tendant à renvoyer le président de la République devant la Haute Cour.

# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléx : 202 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## Transparence en Algérie

DEUX semaines après le début des émeutes qui ont ensanglanté la Kabylie, en avril dernier, le président Bouteflika avait annoncé qu'une commission d'enquête serait chargée de faire toute la lumière sur ces événements « *en toute liberté* » et « *en toute transparence* ». Sous la conduite d'un juriste indépendant, Mohand Issad, la commission a pris au mot le président algérien, qu'elle n'a pas craint de contredire au terme de ses investigations, en présentant sa propre version des faits. La liberté dont ont fait preuve les membres de la commission mérite d'être saluée, de même que l'attitude du président Bouteflika, qui a tenu parole en acceptant que le discours officiel soit ouvertement démenti et les autorités de l'Etat gravement mises en cause par les enquêteurs.

Que disent-ils en effet ? Que la responsabilité des massacres incombe entièrement à la gendarmerie et que la thèse du complot - intérieur ou extérieur - avancé par le pouvoir ne tient pas la route. Les affrontements n'ont été le fait ni d'une puissance étrangère, comme l'avait affirmé le président Bouteflika en visitant la France, ni d'une force politique intérieure, comme l'avaient suggéré plusieurs responsables en prenant pour cible le séparatisme berbère.

Non, pour les enquêteurs, il ne saurait y avoir de doute : « *La réaction violente des populations a été provoquée par l'action non moins violente des gendarmes.* » Ceux-ci ont, pendant plus de

deux mois, « *nourri et entretenu l'événement* » par des « *tirs à balles réelles, saccages, pillages, provocations de toutes sortes, propos obscènes et passages à tabac* ». Le constat est accablant : jamais, sans doute, un tel réquisitoire n'avait été dressé contre les forces de l'ordre en Algérie.

Il est vrai que la recherche des responsabilités ne va pas au-delà. Celle des dirigeants politiques, en particulier, est à peine évoquée. Le rapport se contente de formuler deux hypothèses : soit « *le commandement de la gendarmerie a perdu le contrôle de ses troupes* », soit elle a été « *parasitée par des forces externes à son propre corps* ». On aimerait en savoir plus sur ces forces non identifiées qui, selon la commission, se sont révélées « *assez puissantes pour mettre en mouvement la gendarmerie avec une telle rudesse pendant plus de deux mois et sur une étendue aussi vaste* ».

Le rapport ne met pas non plus directement en cause le président Bouteflika, mais il souligne que les « *causes profondes* » des troubles sont à la fois « *sociales* », « *économiques* », « *politiques* », « *identitaires* » et liées aux « *abus de toutes sortes* ». « *Les responsabilités, conclut-elle, sont situées en amont.* » Une façon prudente, mais nette, d'interpeller le président Bouteflika.

Celui-ci avait promis, il y a quelques semaines, « *des sanctions rigoureuses contre les instigateurs de ces tragiques événements* ». Il lui appartient aujourd'hui de mettre en concordance ses paroles et ses actes.

*Le Monde* est édité par la SA LE MONDE  
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.  
Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel  
Secrétaire général du directoire : Alain Fourment  
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet  
Directeur artistique : Dominique Royette ; adjoint : François Lollion  
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin  
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan  
Rédaction en chef centrale : Alain Frachon, Eric Fottorino, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre  
Rédaction en chef : Alain Debove (International) ; Patrick Jarreau (France) ; Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Jossyane Savigneau (Culture) ; Serge Marti (Le Monde)  
Médiateur : Robert Solé  
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg  
Directeur des relations internationales : Daniel Vermet  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)  
*Le Monde* est édité par la SA LE MONDE  
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.  
Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

### Les amateurs d'ondes courtes

LE POSTE DE RADIO est une pièce de mobilier si commune que rien de ce qui sort de lui n'étonne plus. On prend rendez-vous avec New York aussi facilement qu'avec M. Jean Nohain. La plupart des auditeurs trouvent presque naturel de suivre chaque jour un camion qui se déplace entre Alger et Le Cap ou de rejoindre à heure fixe un campement de la terre Adélie.

Quelques-uns cependant n'ont pas fini de s'émerveiller. Leur appareil est toujours une boîte à surprises. Ils manipulent les boutons avec précaution, l'oreille au guet, inspectant tous les recoins de l'éther. Un jour leur vient l'envie de se « lancer sur l'air » à leur tour pour rencontrer d'autres chasseurs et s'adresser par-dessus les toits, les mers et les continents des messages débordant de chaleur algébrique : « *OK, OK, notre QSO* »

(en clair : « *Très bonne, notre liaison* »). Vous avez reconnu l'espéranto des amateurs d'ondes courtes.

Ce royaume des radioamateurs, que l'on découvre en promenant l'aiguille de son poste sur la bande des 80, des 40, des 20 ou des 10 mètres, n'est pas seulement un monde de fanatiques. Sans bruit ces émetteurs en chambre contribuent tous les jours à l'essor de la science et de la technique radio-électriques. Si des performances comme les liaisons avec la terre Adélie ou le rallye Méditerranée-Le Cap ont pu être assurées avec la régularité que l'on sait, c'est grâce à l'acharnement des amateurs qui s'appellent et se répondent en langage sibyllin depuis une trentaine d'années.

Pierre Drouin  
(31 juillet 1951.)

## Le Monde SUR TOUTS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)  
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60  
Index du Monde : 01-42-17-29-89. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

**EUROPE** Le commissaire européen à la concurrence, Mario Monti, analyse, dans un entretien au *Monde*, la politique menée par ses services. ● **DANS L'AFFAIRE EDF-MONTEDI-**

**SON**, Mario Monti estime que l'on ne mettra fin aux « asymétries » de concurrence qu'en accélérant la libéralisation. ● **LE STATUT PUBLIC OU PRIVÉ** d'une entreprise n'entre pas en

compte dans les critères de la Commission, rappelle-t-il. ● **REVENANT SUR LE REFUS** par ses services de la fusion GE-Honeywell, M. Monti reconnaît avoir subi de fortes pressions politi-

ques mais affirme que, par nature, une autorité de la concurrence ne peut pas y être sensible. ● **MARIO MONTI**, à un poste-clé de l'institution européenne, est l'un des commissai-

res les plus influents. Cet universitaire est convaincu d'être au service d'une mission. ● **EN ESPAGNE**, Gaz de France est bloqué dans ses projets en raison de son statut public.

## Bruxelles souhaite pouvoir enquêter au domicile des chefs d'entreprise

Dans un entretien au « Monde », Mario Monti, commissaire européen chargé de la concurrence, explique sa stratégie face à l'OPA d'EDF sur Montedison et au projet de fusion entre General Electric et Honeywell. Il défend l'idée d'une Europe libérale dotée d'une autorité de la concurrence « ferme et efficace »

« Les gouvernements italien et français ont défendu leurs « champions industriels » dans l'affaire EDF-Montedison, ce qui tend à prouver que le marché intérieur est loin d'être achevé. Qu'en pensez-vous ?

– Il y a deux problèmes qui sont, dans une certaine mesure, croisés. Le premier est celui des « golden shares », c'est-à-dire des « actions spécifiques » décidées par un gouvernement pour protéger tel ou tel secteur. L'autre est celui de la vitesse du processus de libéralisation et des asymétries qui l'accompagnent. Lorsque j'étais responsable du marché unique, la Commission avait adopté une communication sur les restrictions aux mouvements des capitaux et la liberté d'établissement, dans laquelle on identifiait les limites auxquelles les Etats membres devaient se tenir pour utiliser des instruments comme les « golden shares ».

– L'autre aspect, c'est celui des problèmes qui surgissent dans les marchés en voie de libéralisation par les asymétries. Il est vrai que s'agissant de l'électricité, la directive établit un niveau minimum de libéralisation, et que la France s'entient à ce niveau, alors que d'autres pays sont allés au-delà. Comment éviter que des Etats membres aient recours à des instruments qui peuvent être en conflit avec la logique du marché unique ? La voie à suivre est celle d'une accélération du processus de libéralisation. Il est à cet égard tout à fait déplorable que, lors du sommet européen de Stockholm, les Etats membres aient décidé de ne pas suivre cette ligne.

– N'est-il pas temps de revoir

l'ensemble de ce « Meccano » législatif et financier ?

– Ces résistances nationales jouent, mais de moins en moins, parce qu'il y a eu une forte interpénétration des marchés. Faut-il revoir de façon fondamentale ce Meccano ? Les pièces sont sur la table, les traités les ayant mis en exergue. Ce qu'il faudrait, c'est s'y tenir. Il est déplorable que dans des domaines qui concernent le marché unique, où la majorité qualifiée doit s'appliquer, les Etats fassent du surplace ou se rendent des « services » réciproques, comme on l'a vu à Stockholm [l'Allemagne a alors prêté main-forte à la France pour s'opposer à la libéralisation totale de l'énergie en 2005, NDLR], ce qui est très nuisible à la construction européenne.

– Le gouvernement français assure que son marché de l'énergie est en réalité plus ouvert à la concurrence que celui de l'Allemagne. Etes-vous d'accord ?

– Il est vrai qu'il faut faire une distinction entre ouverture nominale et ouverture réelle. La Commission a récemment produit un tableau de bord sur l'ouverture effective dans les différents Etats. S'agissant, d'autre part, du caractère public d'EDF, on peut avoir des visions et des philosophies différentes. Le traité est clair : l'Union européenne est neutre vis-à-vis de la forme de propriété, qu'elle soit privée ou publique.

– Autant nous sommes attentifs à ne pas nous mêler de cette question, autant nous le sommes pour éviter que la nature publique de la propriété ne comporte pas de distorsions concurrentielles. Un mar-

ché unique concurrentiel est compatible avec un mélange de propriété publique et privée, mais il faut être inflexible pour éviter des « distorsions collatérales » : certaines entreprises peuvent recevoir des aides au titre d'un service d'intérêt économique général, mais pour compenser, pas pour « surcompenser », le coût effectif de la fourniture de ce service public.

– S'agissant de l'affaire Honey-

well-General Electric, avez-vous inclus dans votre décision le risque d'une aggravation de la tension commerciale euro-américaine ?

– J'ai eu une perception de ce risque lorsque, dans la dernière phase de notre évaluation, des autorités politiques américaines de très haut niveau ont exprimé publiquement leur préoccupation. Beaucoup d'observateurs m'ont dit que si la Commission devait interdire cette opération, cela contribuerait à une guerre commerciale. Mais cette perception du risque ne devait en aucune manière affecter le jugement auquel nous étions en train de parvenir concernant les implications

concurrentielles de cette opération. Ces pressions n'ont donc eu aucune conséquence sur notre décision.

– Ce qui signifie que le respect des principes concurrentiels est de facto plus important que le risque d'une guerre commerciale transatlantique ?

– Pour une autorité de la concurrence, évidemment oui, et la Commission m'a suivi à l'unanimité dans cette approche. Ma seconde

réaction, face à la perception de ce risque, a été d'adopter une attitude pédagogique : en aucune manière cette affaire ne devait s'inscrire dans un contentieux commercial, d'autant que le stéréotype selon lequel ce serait une décision de l'Union européenne contre les Etats-Unis était totalement infondé : ceux qui ont exprimé des préoccupations concernant cette fusion étaient des clients et des concurrents situés des deux côtés de l'Atlantique.

– Nous avons strictement fait notre travail, sans écouter les pressions ou menaces. Pour être crédible, une autorité de la concurrence doit faire abstraction totale des dra-

peaux qui sont sur les entreprises, ce qui signifie notamment ne pas avoir de préférence pour une entreprise européenne par rapport à une entreprise américaine.

– A considérer les affaires EDF-Montedison et GE-Honeywell, ne craignez-vous pas que les décisions communautaires et nationales risquent d'accroître l'image d'une Europe qui se protège face à une économie américaine qui n'a aucun complexe à se restructurer ?

– Dans l'affaire GE-Honeywell, il n'y a aucune forme de protection collective européenne. Bien des exemples prouvent que les décisions prises par Bruxelles ne protègent pas l'Europe de la dynamique concurrentielle globale et, d'autre part, ne permettent pas aux Etats membres de jouer à la création de champions nationaux. L'économie européenne est en voie de restructuration. Je suis de ceux qui voudraient voir ce processus de réformes économiques et structurelles s'accélérer. En tout cas, la politique de la concurrence et celle du contrôle des aides d'Etat sont des éléments-clés de cette restructuration, d'autant plus lorsque les « gentilles » entre Etats membres font traîner assez longtemps les processus de libéralisation...

– Réclamant de plus en plus de pouvoirs, vous risquez d'apparaître, aux yeux des entreprises, comme une sorte de « Big Brother »...

– Je n'ai pas l'impression que les entreprises aient cette perception. Elles sont assez adultes pour comprendre qu'elles ont intérêt à avoir un marché concurrentiel. Un mono-

pole, un abus de position dominante, est nuisible à la fois pour les consommateurs et les autres entreprises. Celles-ci ont intérêt à avoir une autorité de la concurrence sereine, mais ferme et efficace.

– Nous ne recherchons pas plus de pouvoirs, même si, effectivement, nous demandons au Conseil des ministres le pouvoir de conduire des inspections – sous le contrôle de l'autorité judiciaire –, au domicile privé des chefs d'entreprise.

– Ces restructurations ont de graves conséquences sociales. On a le sentiment que celles-ci ne sont pas au premier plan des préoccupations de la Commission...

– Nous sommes tous convaincus que la libéralisation, la création de marchés plus efficaces, la mise en ordre de la forêt des aides publiques, sont des politiques qui ont des coûts sociaux à court terme. Mais si nous n'avions pas eu le démantèlement des barrières douanières et le marché unique, la réponse de l'Europe en termes de compétitivité et de croissance aux défis globaux aurait été encore moins performante. La Commission plaide en faveur d'une politique de libéralisation, mais elle ne s'oppose pas à ce que les Etats prennent en compte les coûts que ce processus peut comporter en termes de conséquences sociales négatives. Il faut des protections sociales, mais qui interfèrent le moins possible avec un bon fonctionnement des marchés. »

Propos recueillis par Laurent Zecchini

## Le tsar européen de l'antitrust

BRUXELLES

de notre bureau européen

Sans se départir de son comportement ultra-policié, Mario Monti lève un sourcil : « Si vous croyez cela... lâche-t-il tranquillement, j'ai perdu une heure et demie à

### PORTRAIT

Le commissaire européen à la concurrence, qui rejette l'étiquette de « tout libéral », est ultra-policié mais d'une détermination sans faille

m'expliquer. » « Cela » consistait à demander au commissaire européen chargé de la concurrence s'il était agacé d'être qualifié d'« avocat du tout-libéral ». Dont acte : il est agacé. Rien d'ailleurs dans sa formation d'universitaire et son parcours d'économiste ne justifierait de réduire ce centrisme qui croit si fort aux vertus d'équilibre à une étiquette si peu nuancée. L'humour de cet Italien cultivé de cinquante-huit ans est anglais, mais son admiration va à la rigueur allemande. Il parle les langues étrangères lentement mais avec précision et clarté, à son image.

« C'est quelqu'un d'une grande ténacité, dit de lui un ministre des finances de l'Eurogroupe, avec une vision à long terme. Il est visionnaire : peu lui importe d'achever son objectif en prenant un an de plus, pourvu qu'il l'achève. Il n'improvise pas : il est prévisible et les chefs d'entre-

prise le savent. » Souvent à leurs dépens. Le commissaire chargé de la concurrence est sans doute l'homme le plus puissant du collège européen. Un journal britannique, dressant récemment la liste des projets de fusions qui ont mordu la poussière à la suite du verdict négatif de Bruxelles, parlait des « scalps de Monti ». L'expression sied presque aussi mal à cet homme raffiné, que celle de « Super Mario » dont l'afflige la presse italienne, mais toutes deux illustrent une certaine réalité : le refus de la fusion GE/Honeywell, qui a fait grand bruit outre-Atlantique, où l'on commence seulement à mesurer que le « tsar » de l'antitrust de Bruxelles peut faire capoter les concentrations des multinationales américaines, a été précédé de quelques refus célèbres : fusion MCI WorldCom et Sprint, projet Volvo-Scania, offensive Time Warner sur EMI, etc., et des strictes conditions imposées au rapprochement AOL-Time Warner.

Lorsque M. Monti, commissaire au marché intérieur (de 1995 à 1999), leur a imposé finalement la suppression des boutiques hors taxes en Europe, la France et l'Allemagne ont appris qu'il restait insensible aux pressions. Soumis plus que d'autres aux lobbies, le commissaire agit selon son credo – « une fusion peut être autorisée si elle ne crée pas ou ne renforce pas de position dominante ». Buté, Mario Monti ? Moins porté aux compromis que son flamboyant prédécesseur, le Belge Karel Van Miert, certainement. Homme de rigueur, il donne le sentiment d'être au service d'une mission.

L. Z.

## Gaz de France exclu du marché du gaz espagnol

MADRID

de notre correspondante

Le solide appétit d'EDF faisait déjà peur, dans une Espagne qui se veut l'élève le plus zélé de l'Union européenne en matière d'ouverture de marché. Au point que Madrid s'est efforcé de museler l'électricien français en adoptant de rigoureuses mesures limitant l'entrée dans le secteur énergétique espagnol d'entreprises étrangères.

C'est à présent Gaz de France qui connaît une mésaventure comparable. GDF, à la faveur de l'ouverture du marché gazier espagnol, avait obtenu une licence de commercialisation à la fin de l'année 2000. Peu après, il décrochait deux clients importants : le français Renault et le groupe chimique belge Solvay. Or, Enagas, filiale de Gaz Natural, qui contrôle à 100 % le réseau de distribution en Espagne, ne tardait pas à refuser de transporter le gaz français, en alléguant des difficultés « techniques ». Contestation de Gaz de France. Nouveau refus. L'affaire s'est terminée il y a quelques jours, devant la Commission natio-

nale de l'énergie qui rend les arbitrages dans le secteur énergétique. Ses conclusions sont favorables à Enagas.

Le groupe français, totalement bloqué dans ses projets, accuse à mots couverts l'Espagne d'utiliser des prétextes techniques, pour camoufler une évidente dissension de vues entre Paris et Madrid. Paris argue que son marché est déjà effectivement ouvert, même s'il n'a pas encore transposé les directives de Bruxelles en la matière. GDF affirme avoir perdu 10 % de ses clients éligibles, alors que le marché espagnol, officiellement libéralisé, est resté un véritable monopole.

### CANDIDATS EN ALGÉRIE

De fait, Gaz Natural contrôle 95 % du marché gazier espagnol que ce soit dans l'achat, la distribution et la commercialisation, à travers notamment sa filiale Enagas, seule chargée du principal réseau de gazoducs. Le gouvernement espagnol a adopté une série de textes de loi en juin 2000 pour rendre

effective l'ouverture du marché avant 2003, date à laquelle les consommateurs pourront choisir leurs fournisseurs. Avec un certain retard, ces textes vont être appliqués. Ils prévoient essentiellement l'ouverture du capital d'Enagas et le fait que Gaz Natural devra céder à d'autres 25 % du gaz algérien (qui approvisionne l'Espagne à hauteur de 60 % de ses besoins).

Ces mesures intéressent des sociétés électriques voulant se diversifier ainsi que des sociétés pétrolières. Le dépôt des candidatures est fixé au 7 août. L'adjudication aura lieu le 6 octobre. Dix compagnies au maximum devraient être retenues. Avec son statut public, GDF, si elle fait des offres – ce qui n'est plus certain – semble avoir peu de chance de l'emporter. En revanche, TotalFinaElf, au même titre que BP ou Cepsa (qui a un projet de second gazoduc Algérie-Espagne, passant cette fois par la mer et non par le Maroc), serait bien placé.

Marie-Claude Decamps

## Le groupe Pirelli et la famille Benetton rachètent Telecom Italia

MILAN

correspondance

En moins d'un mois, le capitalisme italien a complètement changé d'aspect. Après l'offre publique d'achat de Fiat, EDF et de leurs alliés sur Montedison, jusqu'alors domaine réservé de la banque d'affaires Mediobanca, c'est Telecom Italia qui change de mains.

Le groupe Pirelli et Edizione Holding, la holding de la famille Benetton, ont annoncé samedi 28 juillet une opération complexe, qui les amènera à contrôler l'ex-monopole public des télécommunications. Roberto Colaninno, le patron d'Olivetti, qui avait conquis Telecom Italia voilà deux ans en lançant une OPA hostile, sort de scène, ainsi que les industriels de la région de Brescia – les « Bresciani » –, qui l'avaient appuyé. Pirelli et Edizione Holding ont constitué une société, détenue à respectivement 60 % et

40 %, qui pourra éventuellement être ouverte à d'autres partenaires.

Cette « newco » va racheter la part d'environ 23 % que la holding luxembourgeoise Bell détient dans Olivetti, pour 7 milliards d'euros. En ajoutant les petites participations qu'ils détenaient déjà directement, Pirelli et la famille Benetton vont pouvoir contrôler 27 % d'Olivetti, qui détient 55 % de Telecom Italia. Les nouveaux actionnaires indirects s'installeront aux postes de commandes de Telecom Italia : Marco Tronchetti Provera, patron de Pirelli, en deviendra président, Gilberto Benetton, l'homme de la diversification de la famille de Trévis, sera vice-président. Deux administrateurs délégués sont nommés : Carlo Buora (Pirelli) et surtout... Enrico Bondi, manager de Montedison depuis 1993, qui remplacera aussi M. Colaninno à la tête d'Olivetti.

Au final, Telecom Italia (qui détient près de 20 % de Bouygues Télécom), et qui a réalisé en 2000 un chiffre d'affaires de près de 29 milliards d'euros et un bénéfice net de 2 milliards d'euros, change de propriétaires sans que soit lancée une OPA et sans que les petits actionnaires aient leur mot à dire. Depuis plusieurs mois, les rumeurs couraient sur les difficultés de l'entreprise.

### « CORDÉE ITALIENNE »

L'endettement contracté pour financer l'OPA s'est révélé encore plus lourd à supporter lorsque les investisseurs ont commencé à bouder le secteur. La chute du cours d'Olivetti en Bourse a alimenté la grogne des « Bresciani », peu satisfaits de voir leur investissement s'évaporer. Telecom Italia a en outre dû faire face aux enquêtes lancées par le parquet de Turin sur

certaines opérations réalisées par l'équipe de Roberto Colaninno, ainsi que sur l'acquisition d'une part dans Telekom Serbia, héritée de la gestion précédente. Roberto Colaninno a tenté jusqu'à la dernière minute de trouver des alliés prêts à l'épauler, tandis que, suivant le quotidien économique *Il Sole 24 Ore*, les groupes espagnols Telefonica et Endesa envisageaient une opération hostile. Dans ce contexte, la rapidité de Pirelli et Benetton leur a permis d'emporter la mise. D'autant qu'ils ont offert aux actionnaires de Bell une prime considérable, puisqu'ils paieront 4,17 euros pour chaque action Olivetti, contre un cours en Bourse de 2,31 euros vendredi.

Le gouvernement de Silvio Berlusconi a promis sa « neutralité », ce qui équivaut à une bénédiction. « Je craignais que Telecom Italia ne finisse en mains étrangères », a lan-

cé le ministre des communications Maurizio Gasparri (Alliance nationale), soulignant le côté positif d'une « importante cordée italienne, prête à investir dans un secteur stratégique ».

Marco Tronchetti Provera, l'un des principaux actionnaires et le patron de Pirelli, devient le nouvel homme fort du capitalisme italien : la presse italienne l'a déjà consacré comme l'héritier de Giovanni Agnelli. Gendre de Leopoldo Pirelli, M. Tronchetti Provera est l'artisan du redressement du groupe milanais, dont il a pris les commandes en 1992 après l'échec de l'assaut sur Continental. Il a su recentrer le groupe sur ses activités de base, développer quelques diversifications profitables (notamment dans l'immobilier), et créer quelques divisions de très haute technologie. Comme Optical Technologies, start-up de composants opti-

ques cédée en 2000 à l'américain Corning pour la somme faramineuse de 3,3 milliards d'euros.

Le groupe a ainsi encaissé une plus-value record, qui lui a permis de prendre le contrôle de Telecom Italia. Aux côtés de Pirelli, les Benetton (actionnaires indirects du groupe milanais), dont ils sont les alliés de longue date) confirment leur rôle croissant sur la scène nationale. Ils ont conquis, au gré des privatisations, le contrôle de la société de restauration rapide Autogrill et de la société d'autoroutes Autostrade (Le Monde du 9 novembre 2000). Actionnaires de l'opérateur de téléphonie mobile Blu, dont ils cherchaient depuis plusieurs mois à se désengager, les Benetton ont aujourd'hui l'occasion de rentrer en maître dans l'une des plus importantes entreprises italiennes.

Marie-Noëlle Terrisse

# Le Crédit lyonnais veut abaisser ses coûts de fonctionnement de 10 % à 15 % en trois ans

Le président de la banque, Jean Peyrelevede, explique au « Monde » son plan, baptisé « Nouveau cap »

La direction du Crédit lyonnais a présenté à huis clos, le 5 juillet, à 180 cadres de l'établissement le plan, baptisé « Nouveau cap », qu'elle entend

mettre en œuvre pour réduire les coûts de fonctionnement de 10 % à 15 % d'ici trois ans. Le président, Jean Peyrelevede, explique au Monde les

raisons de ses choix, qui concernent le réseau international aussi bien que le réseau français ou encore les services informatiques.

DANS L'ATTENTE d'une très probable bataille boursière pour le contrôle de son capital, le Crédit lyonnais s'impose une cure d'austérité. Mis en chantier au début de l'année à l'instigation de son président, Jean Peyrelevede, un plan de réduction des coûts baptisé « Nouveau Cap », dont les premières orientations ont été présentées à huis clos, le 5 juillet, devant 180 cadres dirigeants du groupe, vise à abaisser les frais de fonctionnement de 10 % à 15 % au cours des trois prochaines années.

Si les moyens pour y parvenir ne sont définitivement arrêtés qu'en septembre, il est déjà acquis que tous les métiers seront mis à contribution, du réseau en France au réseau international en passant par l'informatique et les usines de production - appelés, dans le secteur bancaire, back-offices. Interrogé par Le Monde, M. Peyrelevede indique qu'il « n'y a pas un plan d'action triennal, mais des plans d'action par métier, qui doivent permettre de réaliser deux milliards de francs d'économies à l'horizon 2003 et d'améliorer le coefficient d'exploitation de trois à quatre points à cette échéance ».

Avec un ratio coûts sur revenus de 73,7 % deux ans après sa privatisation, l'établissement se situe loin derrière les grandes banques européennes, dont BNP Paribas (65 %). Le patron du Lyonnais affirme toutefois « ne pas avoir l'intention de réduire la dépense, mais de faire davantage de choses pour le même budget, à la faveur de gains de productivité ». Alors que l'incertitude sur son avenir proche continue de prévaloir - les actionnaires membres du Groupement d'actionnaires

partenaires (GAP), dont notamment le Crédit agricole (10 %), AGF-Allianz (6 %) et Axa (5,5 %), étant libres de disposer de leurs actions depuis le 29 juillet -, le plan en gestation au Crédit lyonnais revêt une signification toute particulière. La banque française entend être la mieux armée possible pour faire face le moment venu aux prédateurs en embuscade, français ou européens.

## 2 350 emplois seraient affectés par le plan

Dans un document interne, le Crédit lyonnais fait le point sur sa politique de l'emploi jusqu'en 2003. Elle indique que « les diminutions d'effectifs dans les activités bancaires traditionnelles, partiellement compensées par des créations dans de nouveaux métiers, seront réalisées sans plan social ». Elle s'engage sur « l'absence de licenciement économique », « la mise en place d'un important dispositif de reconversions internes, fondées sur le volontariat » et sur « la poursuite des recrutements externes ». D'ici à 2003, les départs devraient s'élever à 4 200 personnes : 2 600 départs naturels, 1 350 en préretraite et 250 en mobilité externe. Ce qui, précise la banque, compensera largement les réductions nettes d'emploi liées aux réorganisations envisagées, estimées à 2 350. Les emplois supprimés dans le réseau seront compensés par ceux créés sur les plates-formes téléphoniques (1 000). Mais déjà, les syndicats s'inquiètent, la CFDT et le SNB réaffirmant leur vigilance « quant à l'accompagnement social du plan d'action ».

Désireux de minimiser l'enjeu, M. Peyrelevede souligne certes que « ce type de chantier est récurrent au Lyonnais, puisque nous nous efforçons tous les deux ou trois ans de réfléchir à la gestion à moyen terme de l'entreprise, dans l'objectif d'améliorer nos résultats et notre valorisation boursière ». Le numéro un du Lyonnais se plaît d'ailleurs à assurer « qu'il ne se passera rien cet été ». Mais devant les collaborateurs du groupe, le 5 juillet, le directeur général de l'établissement Dominique

Ferrero, ex-directeur général de Natexis Banques Populaires tient un discours autrement plus explicite, estimant « avoir peu de temps pour prouver aux marchés, non pas notre redressement, largement avéré, mais un niveau d'efficacité et de résilience largement au moins comparable à celui de nos principaux concurrents ».

Le ton est donné, le Lyonnais, pénalisé par « trop de lourdeurs de

d'une nouvelle réorganisation, avec, à la clé, 229,5 millions de francs (35 millions d'euros) de gains potentiels en 2003. L'action de la banque sera concentrée sur dix à quinze pays ou continents jugés « prioritaires » : Etats-Unis, Japon, Hongkong, Europe de l'Ouest et, s'agissant des Etats « à potentiel de développement », Chine, Inde, Brésil, Pologne et Corée du Sud.

## INCERTITUDES À LONDRES

Ailleurs, le dispositif sera allégé, certaines implantations ayant vocation à se concentrer sur les seules activités commerciales, d'autres à être fermées. Le sort de Londres, qui emploie 1 500 salariés, n'est pas tranché mais l'une des options porte sur le rapatriement de certaines activités de traitement des opérations (back-offices). Le réseau en France sera l'objet de réaménagements, notamment pour faire face à l'usage croissant de la banque à distance, par téléphone ou sur l'Internet.

La réforme engagée vise à réduire le nombre de back-offices (environ 5 000 employés), en les spécialisant par type de clientèle (entreprises, particuliers etc.). Elle permettra donc aux équipes d'allouer davantage de temps à l'activité commerciale. Des plates-formes de services à la clientèle utilisant le téléphone, l'Internet et le courrier seront créées. L'économie est estimée à 68 millions d'euros, toujours à l'horizon 2003. A ces réorganisations, s'ajoutent d'autres chantiers, dont l'informatique pour laquelle 78 millions d'euros d'économies sont escomptées.

Anne Michel

# Airbus chercherait un site d'implantation aux Etats-Unis

L'AVIONNEUR européen Airbus est à la recherche d'un site d'implantation industrielle aux Etats-Unis, notamment afin d'y réaliser les ailes du Super-Airbus A-380, affirme le quotidien économique *Financial Times Deutschland (FTD)* dans son édition du lundi 30 juillet. Interrogé par le journal, un porte-parole d'Airbus à Toulouse s'est borné à déclarer : « Nous sommes en expansion continue et c'est pourquoi nous recherchons sur tous les continents des possibilités de mieux répartir le travail. » Cité par le FTD, un quotidien régional américain du Kansas, le *Wichita Eagle*, a annoncé la semaine dernière qu'une délégation d'Airbus s'était rendue à Wichita (Kansas) à la recherche d'un site industriel et avait mené à cette fin de premières discussions avec la chambre de commerce et la municipalité.

Alors que l'américain Boeing dispose de capacités de production non seulement aux Etats-Unis mais aussi au Japon, en Grande-Bretagne et en Italie, les sites d'Airbus se trouvent exclusivement en Europe de l'Ouest, même s'il a tout récemment conclu un accord de coopération avec l'industrie aéronautique russe. Aux Etats-Unis, le groupe européen n'est représenté que par sa centrale en Virginie et un entrepôt de pièces de rechange à Miami, en Floride.

## CORRESPONDANCE

### Une lettre de Radio J

A la suite de notre dépêche relatant un conflit social à Radio J (Le Monde du 31 mars), nous avons reçu de Serge Hajdenberg, président de l'Association pour la communication juive, dite Radio J, la mise au point suivante :

Votre article affirmait que « les salariés » de Radio J n'arrivaient pas à « obtenir l'application d'un référentiel du 18 décembre 2000 sur les versements des salaires de l'été et l'automne 2000 » et que ces mêmes salariés allaient « demander la liquidation judiciaire » de l'association qui détient l'autorisation de diffuser.

Ceci amène les précisions suivantes de notre part :

1. - L'action en référé ne concernait que deux salariées au statut particulier. La première, dont le contrat « emploi consolidé » était terminé, a tout d'abord engagé une action en requalification de son contrat qui, faute de diligence de sa part, a été radiée du rôle des conseils des prud'hommes de Paris. Puis elle a saisi en référé la même juridiction qui a rendu une ordonnance le 18 décembre 2000. Mais elle ne l'a pas fait signifier, ce

qui la rend inopposable à l'employeur. La seconde salariée, en contrat de qualification journaliste, et démissionnaire, a fait signifier l'ordonnance de référé le 13 mars 2001. Elle a ensuite fait procéder à une saisie conservatoire sur notre compte bancaire. Ce qui signifie que l'application de l'ordonnance de référé a bien eu lieu, contrairement à ce que laisse entendre votre dépêche. Radio J a fait appel de l'ordonnance des prud'hommes et l'affaire n'est donc pas terminée.

2. - Au vu de cette dépêche, le lecteur pourrait croire que les salaires de « l'été et de l'automne 2000 » auraient pu ne pas être versés aux salariés et que c'était là l'objet de l'action en référé. Ceci est inexact et ne correspond pas aux demandes des deux salariées que nous contestons.

3. - Ces deux salariées ne peuvent demander la liquidation de l'association qui détient l'autorisation de diffuser et ne l'ont d'ailleurs pas fait.

Les informations erronées publiées sont regrettables car elles ont jeté un discrédit sur Radio J.

## TABLEAU DE BORD

### ÉCONOMIE

#### La production industrielle japonaise en recul

LA PRODUCTION industrielle japonaise a reculé de 0,7 % en juin par rapport au mois précédent, après un recul de 1,2 % en mai, confirmant une nouvelle fois la baisse de l'activité ces derniers mois, a indiqué, lundi 30 juillet, le ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie du Japon. C'est la quatrième baisse mensuelle d'affilée. Les économistes s'attendaient en moyenne à un reflux inférieur.

■ ARGENTINE : le Sénat a approuvé, lundi, le projet de loi prévoyant un déficit budgétaire zéro, une hausse des impôts et une réduction du salaire des fonctionnaires, destiné notamment à calmer les marchés financiers.

■ OPEP : L'Arabie saoudite, le Venezuela et le Mexique ont soutenu, dimanche, à Genève la dernière décision de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) de réduire sa production d'un million de barils par jour à partir du 1<sup>er</sup> septembre.

■ ZONE EURO : la balance commerciale de la zone euro a enregistré en mai un excédent de 1,7 milliard d'euros, a annoncé vendredi Eurostat. Celle des quinze a en revanche enregistré un déficit de 6,3 milliards d'euros. Pour les cinq premiers mois de l'année, le déficit cumulé de la zone euro est de 2,9 milliards d'euros.

■ ALLEMAGNE : les rentrées fiscales de l'Etat fédéral, des Etats régionaux et des communes ont été au premier semestre de 3,5 % inférieures à celles des six premiers mois de l'année 2000. Celles de l'Etat fédéral ont reculé un peu plus légèrement (-2,7 %) au premier semestre 2001 par rapport à l'année dernière.

### AFFAIRES

#### INDUSTRIES

● ALCATEL OPTONICS : la division du groupe français Alcatel spécialisée dans les composants pour la transmission par fibre optique, a annoncé, lundi 30 juillet, le rachat du groupe de composants Kymata, basé en Ecosse, pour 134 millions d'euros versés en actions.

● NESTLÉ : Bruxelles a donné, vendredi, un feu vert conditionnel au rachat par le groupe suisse Nestlé du fabricant américain d'aliments pour animaux domestiques Ralston Purina. L'opération ne pourra se faire qu'au prix de cessions d'activités en Espagne, Italie et Grèce.

● INTERBREW : le groupe belge a annoncé vendredi qu'il avait acquis 80 % du capital du brasseur Diebels, faisant ainsi son entrée sur le marché allemand. Cette acquisition reste soumise à l'approbation des autorités de la concurrence.

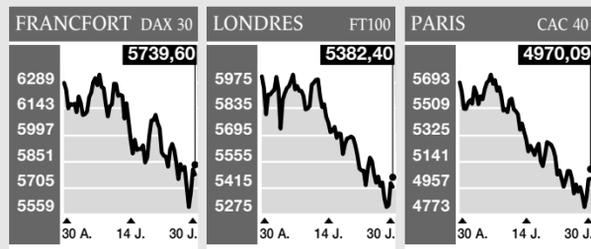
#### FINANCES

● GE CAPITAL : la filiale de General Electric a conclu un accord sur l'acquisition d'Heller Financial pour 5,3 milliards de dollars (6 milliards d'euros), selon l'édition électronique du *Wall Street Journal* de lundi.

● SWISS RE : la compagnie suisse de réassurance a annoncé, lundi, l'acquisition des activités de réassurance du groupe américain Lincoln National (Fort Wayne, Indiana), pour 2 milliards de dollars (2,29 milliards d'euros).

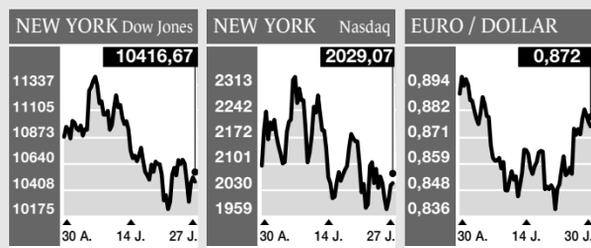
● BNP PARIBAS : la banque française va prendre une participation de 51 % dans la société taïwanaise de placement Polaris International Securities Investment, affirme, lundi, le quotidien taïwanais *Commercial Times*. La transaction devrait être finalisée à la mi-août.

## EUROPE



Indice	cours 30/07	Var. % 27/07	Var. % 31/12
EUROPE EURO STOXX 50	3998,33	0,30	-16,22
EUROPE STOXX 50	3830,27	0,09	-15,95
EUROPE EURO STOXX 324	333,14	0,23	-14,97
EUROPE STOXX 653	310,07	0,02	-13,82
PARIS CAC 40	4970,09	0,06	-16,14
PARIS MIDCAC	....	....	....
PARIS SBF 120	3399,55	0,10	-15,49
PARIS SBF 250	....	....	....
PARIS SECOND MARCHÉ	....	....	....
AMSTERDAM AEX	536,29	0,16	-15,89
BRUXELLES BEL 20	2907,24	-0,14	-3,88
FRANCFORT DAX 30	5739,60	-0,27	-10,79
LONDRES FTSE 100	5382,40	-0,38	-13,50
MADRID STOCK EXCHANGE	8383,10	2,02	-7,98
MILAN MIBTEL 30	36457,00	0,29	-16,61
ZURICH SPI	6751,40	-0,14	-17,01

## AMÉRIQUES

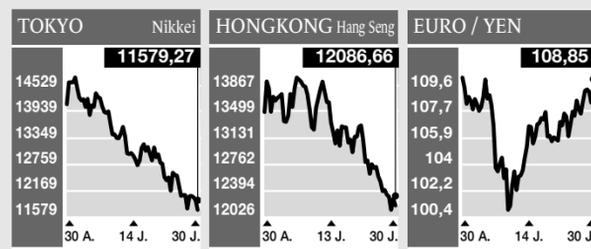


Indice	cours 27/07	Var. % 26/07	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS DOW JONES	10416,67	-0,37	-3,43
ÉTATS-UNIS S&P 500	1205,82	0,24	-8,67
ÉTATS-UNIS NASDAQ COMPOSITE	2029,07	0,30	-17,87
TORONTO TSE INDEX	7682,16	1,05	-14,01
SAO PAULO BOVESPA	13910,26	....	-8,84
MEXICO BOLSA	367,30	0,22	16,23
BUENOS AIRES MERVAL	322,80	0,22	-22,55
SANTIAGO IPSA GENERAL	109,83	0,35	14,41
CARACAS CAPITAL GENERAL	7674,80	0,59	12,45

## Cours de change croisés

	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR.S.
DOLLAR	.....	0,80196	0,87285	0,13306	1,42170	0,57787
YEN	124,69500	.....	108,85500	16,60000	177,33000	72,04500
EURO	1,14567	0,91865	.....	0,15245	1,62875	0,66200
FRANC	7,51515	6,02475	6,55957	.....	10,68385	4,34180
LIVRE	0,70338	0,56400	0,61395	0,09355	.....	0,40645
FRANC SUISSE	1,73050	1,38770	1,51080	0,23030	2,46035	.....

## ASIE - PACIFIQUE



Indice	cours 30/07	Var. % 27/07	Var. % 31/12
TOKYO NIKKEI 225	11579,27	-1,85	-16,01
HONGKONG HANG SENG	12086,66	-0,78	-19,93
SINGAPOUR STRAITS TIMES	1654,37	0,85	-14,14
SÉOUL COMPOSITE INDEX	65,98	-1,46	4,15
SYDNEY ALL ORDINARIES	3263,20	0,70	3,44
BANGKOK SET	19,46	-1,32	4,46
BOMBAY SENSITIVE INDEX	3268,19	0,51	-17,72
WELLINGTON NZSE-40	2067,24	....	8,71

## Taux de change fixe zone Euro

Euro contre	Taux	contre franc	Taux	Hors zone Euro	27/07
FRANC	6,55957	EURO	0,15245	COURONNE DANOISE	7,4454
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385	COUR. NORVÉGIENNE	7,9840
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774	COUR. SUÉDOISE	9,2825
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238	COUR. SLOVÈNE	33,8740
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190	DOLLAR AUSTRALIEN	1,7323
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703	DOLLAR CANADIEN	1,3426
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894	DOLLAR HONGKONG	6,8387
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660	DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,1328
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607	FORINT HONGROIS	247,2700
MARKKA FINLAND.	5,94573	MARKKA FINLAND.	1,10324	LEU ROUMAIN	259,28
DRACHME GREC.(100)	3,40750	DRACHME GREC. (100)	1,92503	ZLOTY POLONAIS	3,6867

## Taux d'intérêt (%)

Taux 27/07	Taux j.j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	4,52	4,33	5,02	5,59
ALLEMAGNE	4,51	4,42	4,90	5,49
GDE-BRETAG.	5,13	5,17	5,04	4,79
ITALIE	4,51	4,37	5,30	5,88
JAPON	0,03	0,04	1,31	2,40
ÉTATS-UNIS	3,78	3,55	5,10	5,52
SUISSE	3	3,08	3,35	4,01
PAYS-BAS	4,48	4,37	5,05	5,54

## Matif

Cours 9 h 57	Volume 30/07	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5	781	89,40	89,40
DÉCEMBRE 2001	NC	NC	NC
Euribor 3 mois	NC	NC	NC
JANVIER 2001	NC	NC	NC

Retrouvez ces cotations sur le site Web : [www.lemonde.fr/bourse](http://www.lemonde.fr/bourse)

## BOURSES

### LES MARCHÉS

européens ont démarré la semaine en baisse, lundi 30 juillet. A Paris, le CAC 40 a ouvert en repli de 0,36 %, à 4 949,10 points, après une forte hausse de 2,58 % vendredi, à 4 967,15 points. Le Footsie, à 5 393,10 points, ouvrait en baisse de 0,19 %. Le Dax baissait de 0,67 %, à 5 716,57 points. A New York, le Nasdaq, à 2 029,06 points, avait progressé, vendredi, de 0,3 %, le Dow Jones, à 10 416,67 points, reculant de 0,37 %. La Bourse de Tokyo est tombée lundi en clôture à son plus bas niveau depuis seize ans et demi. Le Nikkei a clôturé sur une baisse de 1,9 %, à 11 579,27 points.

## CHANGES-TAUX

LA DEVISE européenne restait ferme face au dollar, lundi 30 juillet au matin, sur le marché des changes, soutenue par l'annonce d'une baisse de la production industrielle au Japon en juin. L'euro cotait 0,8739 dollar et 109,08 yens. Le dollar résistait lui aussi face à la devise japonaise, 1 dollar s'échangeant à 124,72 yens. Les taux d'intérêt des emprunts d'Etat à dix ans restaient stables lundi matin à 5,021 % pour l'obligation assimilable du Trésor (OAT) français et à 4,905 % pour son homologue le Bund allemand.

VALEURS EUROPÉENNES

Le titre Swissair gagnait 8,3 %, à 131 francs suisses, lundi 30 juillet à l'ouverture de la Bourse de Zürich. Dès vendredi, le marché avait anticipé la reprise des compagnies aériennes AOM/Air Liberté par Jean-Charles Corbet, permettant au groupe suisse de se désengager. Celui-ci avait terminé la séance, vendredi, en hausse de 5,65 %, à 131 francs suisses. Le groupe britannique de bancassurance Lloyds TSB était à la peine, lundi matin à Londres, perdant 1 %, à 694 pence. Vendredi, il s'était envolé de 5,9 %, à 701 pence, après l'annonce par la société d'une augmentation de 9 % de son bénéfice pour le premier semestre,

hors éléments exceptionnels. L'action Schering reculait de 0,41 %, à 60 euros, lundi matin, après son bond en avant de 4,42 %, vendredi. Malgré des résultats semestriels assez stables, le groupe pharmaceutique allemand a dit compter sur un bénéfice net de plus de 400 millions d'euros pour l'année 2001. Lundi à l'ouverture, l'équipementier télécoms suédois Ericsson gagnait 9 %, à 53,5 couronnes suédoises. Vendredi, il a été le principal bénéficiaire en Europe du regain d'intérêt des investisseurs pour les valeurs technologiques, clôturant en hausse de 8,6 %, à 51,5 couronnes suédoises.



Table of stock prices for various companies including SODEXHO ALLIANC, TELE PIZZA, THE SWATCH GRP, etc., with columns for company name, country, price, and change.

PHARMACIE

Table of pharmaceutical stocks including ACTELION N, ALTANA AG, AZRAZENACA, etc.

Table of stock prices for companies like COCA COLA HBC, DANISCO, DANONE, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of equipment goods stocks including ABB N, ADECCO N, AEROPORTI DI RO, etc.



Table of stock prices for companies like VOLVO-A, VOLVO-B, WARTSILA CORP A, etc.

ASSURANCES

Table of insurance stocks including AEGIS GROUP, AEGON NV, ACF, etc.

HAUTE TECHNOLOGIE

Table of high-tech stocks including AIXTRON, ALTCAT, ALTEC SA REG, etc.

30/07 10h07

Table of automobile stocks including AUTOLIV SDR, BASF AG, BMW, etc.

BANQUES

Table of bank stocks including ABBEY NATIONAL, ABN AMRO HOLDIN, ALL & LEICS, etc.

CONGLOMÉRATS

Table of conglomerate stocks including DI'ETEREN SA, GBL, GEVAERT, etc.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Table of telecommunications stocks including ATLANTIC TELECO, BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, etc.

ÉNERGIE

Table of energy stocks including BG GROUP, BP, CEPSA, etc.

CONSTRUCTION

Table of construction stocks including ACCIONA, ACS, AGGREGATE IND, etc.

PRODUITS DE BASE

Table of basic products stocks including ACERALIA, ACERINOX R, ALUMINIUM GREEC, etc.

CONSTRUCTION

Table of construction stocks including ACCIONA, ACS, AGGREGATE IND, etc.

ÉNERGIE

Table of energy stocks including BG GROUP, BP, CEPSA, etc.

CONSTRUCTION

Table of construction stocks including ACCIONA, ACS, AGGREGATE IND, etc.

CHIMIE

Table of chemical stocks including AIR LIQUIDE, AKZO NOBEL NV, BASF AG, etc.

CONSTRUCTION

Table of construction stocks including ACCIONA, ACS, AGGREGATE IND, etc.

ÉNERGIE

Table of energy stocks including BG GROUP, BP, CEPSA, etc.

CONSTRUCTION

Table of construction stocks including ACCIONA, ACS, AGGREGATE IND, etc.

ÉNERGIE

Table of energy stocks including BG GROUP, BP, CEPSA, etc.

CONSTRUCTION

Table of construction stocks including ACCIONA, ACS, AGGREGATE IND, etc.

ALIMENTATION ET BOISSON

Table of food and beverage stocks including ALLIED DOMECQ, ASSOCIAT BRU, BBAC OE BRAU-FE, etc.

CONSTRUCTION

Table of construction stocks including ACCIONA, ACS, AGGREGATE IND, etc.

À NOS ABONNÉS
Pour vos changements d'adresse ou suspensions d'abonnement durant vos vacances un seul numéro 0825 022 021 (0,99 F TTC/mn) ou par Internet : www.lemonde.fr (rubrique « Services aux lecteurs »)

ASSURANCES

Table of insurance stocks including AEGIS GROUP, AEGON NV, ACF, etc.

HAUTE TECHNOLOGIE

Table of high-tech stocks including AIXTRON, ALTCAT, ALTEC SA REG, etc.

MEDIAS

Table of media stocks including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, CAPITAL RADIO, etc.

SERVICES COLLECTIFS

Table of collective services stocks including ACEA, AEM, BRITISH ENERGY, etc.

BIENS DE CONSOMMATION

Table of consumer goods stocks including AHOLD, ALTADEUS, ALMADIS GLOBAL, etc.

EURO NOUVEAU MARCHÉ

Table of Euro New Market stocks including AIRSPRAYER, ANTONOV, C/TA, etc.

BRUXELLES

Table of Brussels stocks including ARTHUR, ENVIPCO HLD CT, FARDIS B, etc.

FRANCFORT

Table of Frankfurt stocks including AIXTRON, AUGUSTA TECHNOLOGIE, BB BIOTECH ZT-D, etc.

COMMERCE DISTRIBUTION

Table of distribution stocks including ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HANDG, BOOTS CO PLC, etc.

CODES PAYS ZONE EURO

FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique - GR : Grèce.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

CH : Suisse - NO : Norvège - SE : Suède
GB : Grande-Bretagne - DK : Danemark

VALEURS FRANCE

L'action Cap Gemini s'inscrivait en hausse de 2,68 %, à 78,5 euros, lundi 30 juillet à l'ouverture de la Bourse de Paris. La société de services informatiques a publié dans la matinée ses résultats semestriels préliminaires, confirmant sa prévision d'une marge opérationnelle de 8 % à 9 % au second semestre et son objectif de chiffre d'affaires de 9 milliards d'euros sur l'exercice.

Le titre Bouygues gagnait 1,23 %, à 37,8 euros, lundi matin. Telecom Italia, qui détient 19,6 % de la holding de contrôle de Bouygues Telecom et ne cache pas son intention de monter en puissance dans l'opérateur télécoms français, s'est fait racheter par Pirelli, samedi, via une prise de participation de 23 % dans Olivetti (lire page 13).

Le marché réagit plutôt bien aux négociations en cours sur le rachat par Pinault-Printemps-Redoute des 20 % détenus par LVMH dans l'italien Gucci, révélées par le Sunday Times du 29 juillet. L'action LVMH gagnait 0,87 %, à 57,8 euros, dans les premiers échanges lundi matin.

Après sa contre-performance du premier semestre, l'équipementier télécoms Sagem est sur la voie du rebond, selon le président de son directoire, qui a fait état de nouvelles commandes. Après avoir légèrement décroché vendredi, l'action gagnait 3,21 %, à 57,9 euros, lundi matin.

PREMIER MARCHÉ

LUNDI 30 JUILLET Cours à 9 h 57
Demier jour de négociation des OSRD : 27 août

Table with 5 columns: France, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, % Var. 31/12 (1). Lists various companies like ACCOR, AGF, AFFINEUR, AIR FRANCE C.

Main table of stock prices for France, listing companies like AIR LIQUIDE, ALCATEL, ALSTOM, ALTRON TECHNI, ATOS ORIGIN, etc.

Main table of stock prices for International, listing companies like PINAULT-PRIN, PLASTIC OMN, PROVIMI, PSB INDUSTRI, etc.

Table of abbreviations and symbols, including 'ABRÉVIATIONS' and 'SYMBOLES'.

NOUVEAU MARCHÉ

VENDREDI 27 JUILLET
Une sélection. Cours relevés à 18 h 16

Table of new market values, listing companies like ABEL GUILLEM, AB SOFT, ACCESS COMME, ADL PARTNER, etc.

Table of new market values, listing companies like CHEMUNEX, CMT MEDICAL, COALA, COHERIS ATIX, etc.

Table of new market values, listing companies like NETVALUE, NEURONES, NICOX, OLITEC, etc.

Table of new market values, listing companies like GENERALE LOC, GEODIS, GFI INDUSTRI, GRAND MARNIE, etc.

SICAV et FCP

Une sélection. Cours de clôture le 27 juillet

Table of SICAV and FCP values, listing companies like ÉCUR. OBLIG. INTERNAT, ÉCUR. TECHNOLOGIES, ÉCUR. TRIMESTRIEL D, etc.

Table of SICAV and FCP values, listing companies like ÉCUR. OBLIG. INTERNAT, ÉCUR. TECHNOLOGIES, ÉCUR. TRIMESTRIEL D, etc.

Table of SICAV and FCP values, listing companies like ÉCUR. OBLIG. INTERNAT, ÉCUR. TECHNOLOGIES, ÉCUR. TRIMESTRIEL D, etc.

Table of SICAV and FCP values, listing companies like ÉCUR. OBLIG. INTERNAT, ÉCUR. TECHNOLOGIES, ÉCUR. TRIMESTRIEL D, etc.

**SPORTS** La 88<sup>e</sup> Grande Boucle a été remportée, dimanche 29 juillet, à Paris sur un sprint massif et un succès d'étape pour le Tchèque Jan Svoboda (Lampre-Daikin). Ceint du maillot jaune depuis samedi 21 juillet, au sommet de Saint-Lary-Soulan, l'Américain Lance Armstrong (US Postal) s'est hissé, pour la troisième année d'affilée, devant l'Allemand Jan

Ullrich (Telekom) et l'Espagnol Joseba Beloki (ONCE). ● AVEC CE SUCCÈS, le champion américain rejoint dans la légende Philippe Thys, Louison Bobet, Jacques Anquetil, Eddy



Merckx, Bernard Hinault, Greg LeMond et Miguel Indurain, vainqueurs d'au moins trois Tours. ● LAURENT JALABERT (CSC-Tiscali), vainqueur de deux étapes, a gagné

le classement de la montagne. ● L'UTILISATION DE CORTICOÏDES sous prescription médicale a posé un problème car elle permet de contourner la réglementation antidopage.

# Lance Armstrong pose définitivement sa marque sur le Tour de France

Le champion de l'équipe américaine US Postal a gagné la plus grande épreuve cycliste du monde pour la troisième année d'affilée. Au palmarès des triples vainqueurs, il rejoint le Belge Philippe Thys, le Français Louison Bobet et l'Américain Greg LeMond. Autant dire qu'il entre dans la légende

LA 88<sup>e</sup> ÉDITION du Tour de France s'est achevée, dimanche 29 juillet, à Paris sur un sprint massif et un succès d'étape pour le Tchèque Jan Svoboda (Lampre-Daikin). Ceint du maillot jaune depuis samedi 21 juillet, au sommet de Saint-Lary-Soulan, l'Américain Lance Armstrong (US Postal) s'est hissé, pour la troisième année d'affilée, sur la plus haute marche du podium.

● **Armstrong intouchable.** Il y avait a priori sept rendez-vous majeurs sur cette Grande Boucle : quatre arrivées au sommet dans les Alpes et les Pyrénées ainsi que trois contre-la-montre, dont un par équipes et un en côte. Sur quatre de ces rendez-vous, Lance Armstrong a répondu présent, s'adjugeant quatre étapes au total, comme lors de son premier succès, en 1999. « Il n'y a pas eu à proprement parler de suspense », a relevé Jean-Marie Leblanc, le directeur général de la Société du Tour de France. Le coureur texan, qui n'a fait qu'une bouchée de ses concurrents, a déclaré que ce troisième succès a été « le plus facile de tous ». Il le place à la hauteur des Français Louison Bobet (1953, 1954, 1955) et Jacques Anquetil (1961, 1962, 1963), du Belge Eddy Merckx

(1969, 1970, 1971) et de l'Espagnol Miguel Indurain (1991, 1992, 1993) – vainqueurs de trois éditions consécutives – ainsi que du Belge Philippe Thys (1913, 1914, 1920), de l'Américain Greg LeMond (1986, 1989, 1990), autres triples vainqueurs (le Français Bernard Hinault a, lui, gagné cinq éditions en 1978, 1979, 1981, 1982 et 1985). Lance Armstrong a cependant assuré qu'il n'est « absolument pas intouchable », ce qui ne l'a pas empêché d'annoncer qu'il sera là en 2002 « pour une quatrième victoire ».

● **Renouvellement ? Quel renouvellement ?** En choisissant de ne pas inviter sur le Tour des équipes dans les rangs desquelles figuraient, selon lui, des coureurs représentant « un certain passé » (Mercatone Uno de l'Italien Marco Pantani, Saeco du Suisse Laurent Dufaux et de l'Italien Mario Cipollini, Team Coast du Suisse Alex Zülle), Jean-Marie Leblanc avait aussi signifié qu'il entendait impulser un renouvellement. A Paris, la composition du podium a été la même qu'en 2000 : Lance Armstrong a devancé l'Allemand Jan Ullrich (Telekom) et l'Espagnol Joseba Beloki (ONCE). Jan Ullrich est apparu en 1996 dans l'ombre de son

coéquipier danois Bjørn Riis. Il en avait été le dauphin sur les routes françaises, avant de s'imposer l'année suivante. Il a dû se contenter pour la quatrième fois d'une deuxième place. Le maillot vert du classement par points est revenu à l'Allemand Erik Zabel (Telekom), autre « habitué » du Tour : il avait déjà conquis cette tunique lors des cinq éditions précédentes. Le maillot du meilleur grimpeur a été remporté par le Français Laurent Jalabert (CSC-Tiscali), qui a commencé sa carrière

professionnelle voilà une dizaine d'années, comme sprinteur.

● **Pas de patron dans le peloton.** Lance Armstrong a beau avoir écrasé cette 88<sup>e</sup> édition, ni lui ni son équipe, US Postal, ne se sont jamais comportés en véritables « patrons » du peloton. L'équipe américaine n'a jamais cherché à « cadencasser » la course, d'autant moins que son leader n'a pris le maillot jaune qu'à l'amorce de la dernière semaine. En l'absence du « train rouge » de Saeco, qui avait pris l'habitude de

contrôler la fin des étapes de plaine en imposant un rythme endiablé, personne n'a pris la relève. Résultat, les sprints massifs qui animent la première semaine du Tour ont été moins nombreux. Pour le plus grand profit des téméraires : les échappées se sont multipliées. Parfois « insolites », pour reprendre le terme utilisé par Jean-Marie Leblanc pour décrire l'étape Colmar - Pontarlier, le 15 juillet : quinze coureurs avaient franchi la ligne d'arrivée avec 35 minutes d'avance sur le peloton, à qui les commissaires de course avaient dû renoncer à appliquer la règle du hors-délai.

● **Français et Espagnols en vue, Italiens discrets.** En 1999, les Français n'avaient gagné aucune étape. En 2000, seul Christophe Agnolotto (AG2R Prévoyance) y était parvenu. En 2001, le bilan est plus important. A lui seul, Laurent Jalabert a signé deux succès d'étape : beau bilan pour un coureur qui était tombé d'une échelle en février et avait dû couper avec la compétition pendant de longues semaines. La formation Crédit agricole s'est adjugé le contre-la-montre par équipes. Le maillot jaune a également été porté par des épaulés français : Christophe

Moreau (Festina) d'abord (victorieux au prologue le 7 juillet, avant d'abandonner, le 20 juillet, dans des conditions encore obscures), puis François Simon (Bonjour). S'ils comptent deux victoires d'étape à leur actif, les coureurs et formations espagnols ont également fini le Tour aux premières loges : trois coureurs de la ONCE et deux coureurs de Kelme dans les dix premiers. A contrario, les coureurs italiens et les équipes italiennes ont réalisé un Tour d'une grande discrétion : le Russe Sergueï Ivanov (Fassa Bortolo) et le Tchèque Jan Svoboda (Lampre) ont signé les seuls succès des trois équipes transalpines et le premier Italien au classement général, Stefano Garzelli (Mapei), émerge à la 14<sup>e</sup> place. Quelques semaines avant le départ, des perquisitions policières effectuées durant le Giro avaient conduit à l'ouverture d'informations judiciaires à l'encontre de 86 personnes.

● **Pendant la course, les « affaires » continuent.** Dès le premier jour, les affaires de dopage ont rattrapé la caravane. La première ne concernait pas directement l'épreuve : Bonjour a officialisé, le 7 juillet, le licenciement du Français Noan Lelarge, qui avait fait l'objet d'un contrôle positif (aux corticoïdes, sans justification médicale) lors du Tour. Mais, une semaine plus tard, le coureur espagnol Txema Del Olmo était exclu par son équipe, Euskaltel : il avait fait l'objet d'un contrôle anti-EPO dit « non négatif » lors du prologue à Dunkerque. « Le problème de l'EPO n'influence plus le cyclisme de haut niveau », a malgré tout assuré l'Union cycliste internationale (UCI) au terme du Tour de France, mettant en avant les contrôles sanguins et les « 170 contrôles urinaires » effectués durant trois semaines. A l'amorce de la dernière semaine de course, le Conseil de prévention et de lutte contre le dopage (CPLD) a néanmoins tiré la sonnette d'alarme, comme il l'avait fait en 2000, sur l'usage qui lui semble anormalement élevé des corticoïdes. « Il apparaît qu'il y a des excès de prescriptions thérapeutiques, il faut trouver une parade pour les éviter », a indiqué Jean-Marie Leblanc.

Philippe Le Cœur

Yves Bordenave > www.lemonde.fr/tdf2001

## Un vainqueur impitoyable qui projette le cyclisme dans une ère nouvelle

LANCE ARMSTRONG (US Postal) a fait le job. Il a gagné, dimanche 29 juillet, son troisième Tour de France. Comme il l'avait déjà fait en 1999 et en 2000, l'Américain d'Austin (Texas) a dompté cette épreuve sans coup férir, laissant son principal adversaire, l'Allemand Jan Ullrich (Telekom), à près de 7 minutes. Une fois de plus, il a imposé sa domination et son mental de fer à un peloton incapable de la moindre réaction face à un champion de cette envergure.

C'est la loi du sport. L'implacable loi du plus fort que ce Texan de vingt-neuf ans, exercé aux combats les plus rudes, a appliquée cette année encore avec une détermination hors du commun. Un regard de braise et une accélération fulgurante au pied de l'Alpe-d'Huez, lui ont suffi pour s'approprier définitivement le 88<sup>e</sup> Tour de France et réduire à néant les espoirs de son rival. Tous les jours durant ces trois semaines de course, il s'en est tenu avec une précision d'horloger à la réalisation de plans minutieusement échafaudés.

Cet homme, rétabli il y a quatre ans d'un

cancer des testicules, revenu à la compétition après avoir subi des traitements lourds et douloureux, cet homme que plus rien ne semble atteindre, ni la maladie, ni la fatigue, ni les marques d'antipathie, ni la suspicion – inséparable compagne de ses exploits – incarne à lui seul tout le scepticisme qui, depuis juillet 1998, pèse sur le cyclisme.

« JE NE PEUX PAS PLAIRE À TOUT LE MONDE »

Dans ce sport à la crédibilité écornée par la prolifération du dopage, Lance Armstrong se taille une part d'impopularité inversement proportionnelle au niveau de ses performances. A l'instar d'un Jacques Anquetil hissé au faite d'une gloire insolente au début des années 1960, d'un Eddy Merckx boulimique de victoires au début des années 1970 ou d'un Bernard Hinault au caractère trempé, Lance Armstrong n'est pas le premier champion confronté aux sarcasmes des foules parfois vindicatives.

La timide tentative d'amadouer l'impaticence des chasseurs d'autographes ne berne personne. Comme il le répète souvent, il ne

vient pas sur le Tour pour attirer la sympathie mais pour le gagner. « Je ne peux pas plaire à tout le monde », rétorque-t-il à ceux qui lui en font le reproche. De plus, ce coureur ne déteste pas cette forme d'adversité. Il apprécie la controverse, même lorsqu'elle le pousse dans ses retranchements. Elle le motive, tout autant que son ambition.

Ainsi celle survenue en début de Tour, qui concernait ses accointances avec le docteur italien Michele Ferrari, bientôt jugé dans son pays pour incitation au dopage, n'a suscité de sa part qu'une mise au point en forme d'hommage appuyé aux compétences de ce physiologiste. Que ce dernier ait, par ailleurs et voici quelques années, avoué ses penchants pour les produits dopants à la mode, ne trouble guère l'assurance d'Armstrong, qui clame pourtant à l'envi son aversion pour ces mêmes substances.

« BESOIN DE CE GENRE DE CONFRONTATION »

Cette polémique, qui en aurait affecté plus d'un, ne l'a nullement perturbé durant ce Tour où il a pris « le plus de plaisir ». « Je me

demande si je n'ai pas besoin de ce genre de confrontation », a-t-il lâché samedi à la veille de son triomphe. Lance Armstrong conçoit son métier de champion en professionnel qu'aucune émotion ne peut bouleverser. Il pense et vit le cyclisme comme aucun de ses aînés ne l'avait envisagé avant lui. Devenu l'un des sportifs les plus populaires aux Etats-Unis, où le récit de sa résurrection s'est vendu à plus de 800 000 exemplaires, Lance Armstrong a parfaitement compris que, hors le Tour de France, le récit de ses prouesses ne soulèverait aucun enthousiasme.

Aussi, et contrairement à ses prédécesseurs (à l'exception de Miguel Indurain), seule cette course retient son attention. Pour la gagner, il consent des efforts de préparation et engage des moyens financiers qu'aucun coureur n'avait jusqu'à ce jour déployés. Celui que le maire de Paris, Bertrand Delanoë, a consacré, dimanche sur les Champs-Élysées, annonce probablement une nouvelle ère de l'histoire du cyclisme.



CHRISTOPHE ENAÏAP

### L'encercle par la foule

Le spectacle est assez rare : dimanche 29 juillet, sur les Champs-Élysées, Lance Armstrong a laissé éclater sa joie sans retenue. Il s'est jeté dans les bras de ses supporteurs et supportrices, venus en nombre pour assister à son troisième triomphe d'affilée. Il a défilé ensuite, avec son équipe US Pos-

tal, portant successivement les drapeaux texan et français, distribuant force sourires et signes de connivence. Il s'est agi de sa victoire la plus aisée, mais c'est peut-être celle qu'il a le plus célébrée. Comme il était entouré par Laurent Jalabert (CSC Tiscali), tout surpris de sa tunique de meilleur grimpeur, et par Erik Zabel (Telekom), tout pantelant d'avoir obtenu sur le fil son sixième maillot vert, l'atmosphère du podium était toute guillerette.

## « Je ne me suis jamais senti aussi bien dans le peloton »

● **Lance Armstrong** (USA/US Postal), maillot jaune : « Jamais, il ne m'a fallu attendre si longtemps pour atteindre le maillot jaune, a confié le vainqueur du 88<sup>e</sup> Tour de France, lors d'un entretien au quotidien L'Equipe du lundi 30 juillet, et jamais je n'ai ressenti autant de plaisir. Chaque nouveau Tour reste de toute façon une surprise dans la mesure où, il y a cinq ans, je n'étais même pas sûr de survivre. (...) Ces deux dernières années, je m'étais senti vulnérable les derniers jours dans la montagne. Cette année, je voulais vraiment éviter tout ça. Alors on s'est entraîné dur, très dur, on a quasiment appris les étapes par cœur et l'équipe s'est bien renforcée. (...) C'est la deuxième fois que j'étais confronté à Ullrich et cela ne fait aucun doute : il était plus fort cette année que jamais, beaucoup plus fort que je ne le pensais. C'est le seul coureur qui me fasse vraiment peur, le seul que je ne pourrai pas suivre dans un grand jour. (...) Je n'ai pas eu de mauvais jour. (...) C'est vrai que je ne me suis jamais senti aussi bien dans le peloton, aussi cool, certainement parce que j'étais sûr de ma force. (...) Pour le moment, j'aime ce que je fais et je ne pense pas encore à la retraite. Mais je ne suis pas quelqu'un qui planifie à long terme. La seule chose que je peux dire, c'est que, quand je déciderai de ne plus être au départ du Tour de France, c'est que j'aurai décidé d'arrêter ma carrière. Tant que je pourrai, cela restera mon seul

objectif. Je serai donc encore là l'année prochaine, c'est sûr, mais ce sera peut-être la dernière fois. Quand au record, je n'y pense jamais. Je ne suis pas du niveau d'un Coppi, d'un Anquetil ou d'un Merckx. »

● **Jan Ullrich** (All/Telekom), 2<sup>e</sup> du classement général : « Je revierdrai en 2002. Je sais que je peux faire mieux, je sens que j'ai encore une petite marge de progression. Si je n'arrive pas à progresser encore, alors, j'arrêterai le vélo. »

● **Joseba Beloki** (Esp/ONCE), 3<sup>e</sup> du classement général : « Fondamentalement, je suis très content de ce Tour car je sais que je peux encore m'améliorer et que je pourrai donc revenir et essayer de gagner. Mais je dois d'abord progresser en montagne. »

● **Laurent Jalabert** (Fra/CSC-Tiscali), lauréat du classement de la montagne : « C'est un tour de France réussi. C'est la troisième fois que je monte sur un podium aux Champs-Élysées après mes deux maillots verts. J'apprécie d'autant plus que cela n'a pas toujours été le cas. C'est un moment important de ma carrière dont je saurai me souvenir. Mon contact avec le public a été quelque chose d'unique. »

● **Jimmy Casper** (Fra/La Française des jeux), 144<sup>e</sup> et lanterne rouge du classement général : « Je vais essayer de profiter de la médiatisation de la lanterne rouge. Mon objectif au départ était de gagner une étape mais j'ai manqué d'expérience. »



PATRICK KOVARIK/AFAP

Christophe Bassons va quitter son équipe, Jean Delatour.

## Christophe Bassons, loin du Tour, loin du cyclisme

**DIMANCHE** 29 juillet, il était « chez des amis ». Pas totalement déconnecté du Tour de France malgré tout, parce que ces derniers « ont regardé la télévision ». « J'ai vu l'arrivée, c'est tout », a tenu à souligner Christophe Bassons, tout jeune retraité du peloton cycliste professionnel. Exclu serait sans doute le terme le plus approprié. Depuis le 8 juillet, ce natif de Mazamet (Tarn) a définitivement mis pied à terre et remis son vélo. Le 31 juillet, son contrat avec l'équipe française Jean Delatour prendra fin, cinq mois avant le terme qui était initialement prévu.

La décision a été prise d'un commun accord. A vingt-sept ans, Christophe Bassons ne voulait plus continuer à travailler dans un milieu dont il n'a eu de cesse de dénoncer les dérives depuis trois ans. Le peloton cycliste professionnel, dans lequel il évoluait depuis six ans, le lui rendait bien. Il ne voulait plus non plus de lui et, à travers de nombreuses agressions verbales et de multiples mesquineries, il a contribué à le pousser vers la sortie.

Coureur au sein de l'équipe Festina, le Tarnais avait été épargné par l'« affaire » de 1998. Il en était ressorti avec un label de « M. Propre » qui a vite agacé. Ses commentaires réitérés sur le dopage n'ont pas apaisés les tensions, au contraire. Son livre, *Positif* (Stock, 2000), dans lequel il n'épargnait par certains de ses coéquipiers chez Jean Delatour, a fini de l'isoler. Michel Gros, son directeur sportif, a assuré qu'il était impossible de dialoguer avec lui. Lui-même avait renoncé à ce dialogue dans la mesure où, disait-il, on lui demandait de renoncer à ses prises de position.

« Je n'ai pas suivi le Tour », a expliqué Christophe Bassons, dimanche 29 juillet, alors que la 88<sup>e</sup> édition de la Grande Boucle venait de s'achever sur un troisième succès d'affilée de l'Américain Lance Armstrong, celui-là même qui, en juillet 1999, l'avait invité à quitter ce milieu. Si le Tarnais a admis avoir « vu les résultats » des étapes du Tour 2001 et avoir été « peut-être au courant des victoi-

res », c'est « involontairement », a-t-il assuré : « Je n'avais pas envie. Obligatoirement, cela m'aurait fait flipper et râler d'entendre les commentaires. » Alors, il a « tout fait pour couper », partant « en vacances avec [sa femme] ».

Quelques semaines avant que sa rupture professionnelle ne soit officialisée, Christophe Bassons avait confié « ne rien regretter », ni ses six années passées dans le peloton – « C'est pas mal, beaucoup en rêvent » – ni ses prises de position – « Si c'était à refaire, je le ferais. » La coupure semble toutefois avoir été un peu douloureuse à gérer. « Il a eu un peu de mal à se remettre de tout cela. Il était à la fois content de quitter ce milieu, mais il avait aussi du ressentiment », relève Antoine Vayer, son ancien entraîneur.

### NOUVELLE VIE

Désormais, Christophe Bassons se prépare à une nouvelle vie professionnelle. Titulaire d'un diplôme de professeur de sport, depuis la mi-juin, il va devenir fonctionnaire au ministère de la jeunesse et des sports : plus précisément conseiller technique régional (CTR). Il dit ne pas encore connaître la nature du poste qu'il occupera ni où il va être nommé. « On me parle de Dijon, ou de Bordeaux », indique-t-il.

Jean Pittallier, le président de la Fédération française de cyclisme (FFC), a laissé entendre, voilà près de deux semaines, que l'ancien coureur pourrait être détaché dans les structures fédérales, comme stagiaire tout d'abord. « Je n'en suis pas sûr », déclare Christophe Bassons. On va voir. »

Selon certains de ses proches, l'intéressé n'aurait aucunement l'intention d'être détaché par le ministère de la jeunesse et des sports auprès de la FFC. Il négocierait une autre affectation. Son souhait serait de ne pas recotoyer de sitôt le milieu cycliste, d'autant moins que son discours risquerait de se trouver rapidement en décalage avec celui du directeur technique national dont il dépendrait.

Philippe Le Cœur

## LES CLASSEMENTS

### Tour de France 2001

● **Les vainqueurs des étapes**  
Prologue à Dunkerque (c.-l.-m. individuel)  
Christophe Moreau (Fra/Festina)  
1<sup>re</sup> étape : Saint-Omer-Boulogne-sur-Mer : Erik Zabel (All/Telekom)  
2<sup>e</sup> étape : Calais-Anvers (Bel) : Marc Wauters (Bel/Rabobank)  
3<sup>e</sup> étape : Anvers-Seraing : Erik Zabel (All/Telekom)  
4<sup>e</sup> étape : Huy-Verdun : Laurent Jalabert (Fra/CSC)  
5<sup>e</sup> étape : Verdun-Bar-le-Duc (c.-l.-m. par équipes) : Crédit agricole (Fra)  
6<sup>e</sup> étape : Commercy-Strasbourg : Jan Kirsipuu (Est/AG2R)  
7<sup>e</sup> étape : Strasbourg-Colmar : Laurent Jalabert (Fra/CSC)  
8<sup>e</sup> étape : Colmar-Pontarlier : Erik Dekker (Pbs/Rabobank)  
9<sup>e</sup> étape : Pontarlier-Aix-les-Bains : Sergueï Ivanov (Rus/Fassa Bortolo)  
10<sup>e</sup> étape : Aix-les-Bains-Talpe-d'Huez : Lance Armstrong (USA/US Postal)  
11<sup>e</sup> étape : Grenoble-Chamrousse (c.-l.-m. individuel) : Lance Armstrong (USA/US Postal)  
12<sup>e</sup> étape : Pempignan-Aix-Thermes : Felix Cardenas (Col/Kelme)  
13<sup>e</sup> étape : Foix-Saint-Lary-Soulan : Lance Armstrong (USA/US Postal)  
14<sup>e</sup> étape : Tarbes-Luz-Ardiden : Roberto Laiseka (Esp/Euskaltel)  
15<sup>e</sup> étape : Pau-Lavaur : Rik Verbrugghe (Bel/Lotto)  
16<sup>e</sup> étape : Castelsarrasin-Sarran : Jens Voigt (All/Crédit agricole)

17<sup>e</sup> étape : Brive-la-Gaillarde-Montluçon : Bague (Bel/Lotto)  
18<sup>e</sup> étape : Montluçon-St-Amant-Montrond (c.-l.-m.) : Lance Armstrong (USA/US Postal)  
19<sup>e</sup> étape : Orléans-Evry : Erik Zabel (All/Telekom)  
20<sup>e</sup> étape : Corbeil-Essonnes-Paris : Jan Svoboda (Tch/Lampre)  
● **Le podium du Tour**  
1. Lance Armstrong (USA/USP), en 86 h 17 min 28 s ;  
2. Jan Ullrich (All/TEL), à 6 min 44 s  
3. Joseba Beloki (Esp/ONC), à 9 min 5 s.  
● **Le meilleur Français**  
François Simon (Fra/BJR), à 17 min 22 s, classé 6<sup>e</sup>.  
● **Classement par points**  
1. Erik Zabel (All/TEL), 252 pts  
2. Stuart O'Grady (Aus/CA), 244  
3. Damien Nazon (Fra/BJR), 169  
● **Classement de la montagne**  
1. Laurent Jalabert (Fra/CST), 258 pts  
2. Jan Ullrich (All/TEL), 211  
3. Laurent Roux (Fra/DEL), 200  
● **Classement par équipes**  
1. Kelme, 259 h 14 min 44 s  
2. ONCE, à 4 min 59 s  
3. Deutsche Telekom, à 41 min 6 s  
● **Classement des jeunes**  
1. Oscar Sevilla (Esp/KEL), en 86 h 35 min 58 s  
2. Francisco Mancebo (Esp/BAN), à 10 min 3 s  
3. Jorg Jaksche (All/ONC), à 47 min 32 s  
● **Classement de la combativité**  
1. Laurent Jalabert (Fra/CST), 94 pts  
2. Laurent Roux (Fra/DEL), 55  
3. Jens Voigt (All/CA), 45  
● **« Lanterne rouge »**  
Jimmy Casper (Fra/FDJ), à 3 h 52 min 17 s, classé 144<sup>e</sup>.

# Championne du monde de judo toutes catégories, Céline Lebrun gagne là où on ne l'attendait pas

En finale, la Française a dominé la Britannique Karina Bryant, championne d'Europe 2000

Moins d'un an après sa cruelle désillusion des Jeux olympiques de Sydney, où elle avait été injustement battue en finale, et quelques jours

après sa décevante médaille de bronze mondiale en moins de 78 kg, la Française Céline Lebrun est devenue championne du monde toutes catégo-

ries en dominant la Britannique Karina Bryant. « Il a fallu que je me batte », a simplement commenté la médaille d'or.

### MUNICH (Allemagne)

de notre envoyé spécial

Si Céline Lebrun était devenue championne du monde de judo dans sa catégorie, celle des moins de 78 kg, jeudi 26 juillet, personne n'en aurait été surpris. On aurait parlé de revanche sur la finale des Jeux olympiques de Sydney, en 2000, où la jeune femme vit une victoire qui lui semblait acquise lui échapper du fait d'une incompréhensible décision des arbitres, et tout aurait été pour le mieux. Mais les dieux du judo ne voulaient pas de ce scénario convenu. A vingt secondes de la fin de la demi-finale qu'elle dominait, ils vinrent perturber la concentration de la Française. Celle-ci se fit surprendre par son adversaire et dut se contenter d'une médaille de bronze.

C'est que les dieux avaient une idée derrière la tête. Sans doute voulaient-ils se faire pardonner leur bêtise australienne et offrir à Céline Lebrun un sacre à la hauteur de sa déception olympique. Pour elle, ils voyaient grand : un titre de championne du monde toutes catégories. Un titre devenu l'apanage des femmes fortes, émergeant à la catégorie poids lourds. Céline Lebrun, jeune fille aux courbes généreuses mais point disgracieuses, appartenait elle-même à cette caste, lorsqu'une victoire au Tournoi de Paris révéla ses qualités, en février 1997. Quelques mois plus tard, une réforme des catégories de poids faisait d'elle une « mi-lourd », c'est-à-dire – sur l'échelle du judo – une « moins de 78 kg ».

Les sélectionneurs français avaient donc surpris en décidant d'aligner leur vice-championne olympique, en plus de sa catégorie naturelle, dans le « toutes caté » des championnats du monde de Munich. C'est que, depuis la dernière victoire de la championne belge

Ingrid Berghmans, en 1986, personne n'était parvenu à déjouer l'hégémonie des lourdes sur ce tournoi qui n'est rien d'autre qu'une réminiscence de l'époque où les catégories de poids n'existaient pas.

### COURAGE ET INTELLIGENCE

La tâche de Céline Lebrun, appelée à affronter des combattantes pesant jusqu'à deux fois son poids (76 kg), semblait insurmontable. Dimanche 29 juin, alors que le rideau tombait sur les championnats du monde, elle l'a pourtant

forcer à se déplacer et à se fatiguer, s'esquivant au moment où sa rivale croyait la tenir enfin. Une chorégraphie improvisée mais exécutée avec une lucidité sidérante, qui déstabilisait successivement l'Allemande Katja Gerber, 152 kg, triple championne d'Europe, et la Chinoise Tong Wen, 141 kg.

La première, plus habituée à trouver sur sa route des combattantes d'un gabarit proche du sien, se retrouvait à deux reprises à terre. La seconde s'essouffait à tenter d'attraper l'insaisissable Picar-

sé à sa déconvenue des derniers Jeux olympiques. « D'autant plus qu'un des trois juges était déjà à Sydney, dit-elle, mais j'ai vu qu'Yves était confiant. Il y a eu cette fois trois drapeaux pour moi, tant mieux. »

C'est un autre type d'adversaire qui attendait la Française en finale : si, sur la balance, la Britannique Karina Bryant, championne d'Europe en 2000, dépasse à peine le quintal, elle est dotée d'un véritable gabarit d'athlète. Mais, au petit jeu du chat et de la souris, Céline Lebrun était la plus forte. S'échappant dès que le danger se précisait, elle maintenait la pression sur son adversaire en tentant de placer des techniques. A court de solutions, Karina Bryant était avertie à une minute trente de la fin du combat. La Française restait concentrée jusqu'à la dernière seconde, gérant son avantage sans faiblir.

« Il a fallu que je me batte, raconte-t-elle. Yves me disait : "Panique pas, panique pas ! Elle va s'épuiser !" C'était vraiment de la bagarre, il ne fallait pas que je me laisse attraper. Dans cette catégorie, elles encaissent plus les coups, et il a fallu être plus agressive qu'en moins de 78 kg. Mes attaques ont d'ailleurs dû laisser quelques bleus à mes adversaires, auprès de qui je m'excuse. »

Quelques instants plus tard, lors de la finale masculine, l'Israélien Ariel Zeevi, premier mi-lourd à accéder à la finale toutes catégories d'un championnat du monde, subissait la loi de l'impressionnant Russe Alexandre Mikhaïlin, déjà titré, le 26 juillet, chez les lourds. Mais, l'espace de quelques minutes, le judo avait retrouvé l'esprit de ses origines, quand l'intelligence et la souplesse pouvaient avoir raison des kilos et de la force brute.

Gilles van Kote

## La Tunisie et l'Iran à la table des « grands »

Japon, Russie, France : les championnats du monde de judo ont débouché sur un classement des nations bien dans la tradition. Mais il ne faut pas s'y fier. Le judo est en pleine mondialisation. Dimanche 29 juillet, le Tunisien Anis Lounifi est devenu le premier judoka africain sacré au niveau mondial. Pour ce faire, il a déboulonné le Cubain Manolo Poulot, champion sortant des moins de 60 kg, et infligé un cinglant ippon au Japonais Tozohiko Tokuno avant de laminer le Wallon Cédric Taymans au terme d'une finale belgo-tunisienne inédite. La veille, c'est l'Iran qui s'était mis à l'honneur : après la médaille de bronze de son poids lourd Sevid Miran Fashandi, le 26 juillet, la République islamique célébrait son premier titre mondial, remporté chez les moins de 65 kg, par Arash Miresmaeili, combattant longiligne déjà lesté d'un titre mondial chez les juniors.

« Le judo mondial est en train de prendre un virage, pouvait constater Stéphane Traineau, le directeur de l'équipe de France masculine. Ça accélère sérieusement. Nous devons nous employer à combler le retard que nous avons pris. »

accomplie, à force de courage et d'intelligence tactique.

« Elle avait pour consigne de ne pas laisser ses adversaires imposer leur emprise à la saisie, car elle aurait alors fini par tomber, explique Yves Delvingt, le directeur de l'équipe de France masculine. Il fallait qu'elle se débrouille pour s'échapper, pour ne pas subir. » Alors, Céline Lebrun, vingt-cinq ans en août, a joué de sa vivacité et de sa tonicité, tournant autour de ses adversaires, s'agitant pour les

de et, déboussolée, finissait par écoper d'un avertissement pour non-combativité. « Pour ce combat, on avait demandé à Céline de toujours rester à distance de son adversaire, de ne jamais aller au contact », précise Yves Delvingt, présent tout au long de la journée sur la chaise du coach, sur le bord du tatami.

Contrainte d'attendre la décision des arbitres pour obtenir le droit de disputer l'ultime combat, Céline Lebrun a avoué avoir repen-

# Au Grand Prix d'Allemagne, le Schumacher vainqueur s'appelle Ralf

UNE DERNIÈRE CHICANE à négociée, puis cette longue ligne droite bordée d'arbres, et, tout au bout, il y a la lumière du Stadium, un demi-anneau où sont massés les spectateurs. C'est là que Ralf Schumacher (Williams/BMW) a vu les banderoles, les oriflammes et ces milliers d'Allemands debout pour l'acclamer.

C'est là qu'il a compris que cette troisième victoire de la saison – la troisième de sa carrière – allait cette fois changer le regard des autres sur lui. Pendant combien de temps en a-t-il rêvé ? Combien de fois revivra-t-il secrètement la scène ? L'ovation de ses compatriotes : c'était pour lui, et pour lui seul. « Je suis vraiment heureux. Ce fut une incroyable journée. Un pilote allemand, avec un moteur allemand, gagne le Grand Prix d'Allemagne », a-t-il affirmé, lui d'habitude si peu prolix. A Hockenheim dimanche 29 juillet, c'était bien : « Ralf über alles ! »

Dans les paddocks, il y a quelques mois encore, on lançait facilement pour le désigner du « Monsieur Frère » par-ci, du « Frère de » par-là. Avec un aîné triple champion du monde et pourvu d'un ego à la hauteur de son palmarès, Ralf Schumacher a peine pour se faire un prénom. Il a débuté sa carrière en F1 chez Jordan, où il a passé deux saisons (1997 et 1998). Son sérieux et sa régularité lui ont permis d'intégrer ensuite l'écurie Williams en 1999 et de terminer à une convenable 5<sup>e</sup> place du championnat 2000 (avec 24 points). A des dizaines de tours de circuit du duel que se livraient son frère et le Finlandais Mika Hakkinen pour le titre de champion du monde.

Cette saison, alors âgé de vingt-six ans, le pilote a pris une tout autre dimension. Sur le plan professionnel, comme sur le plan familial, il s'est émancipé. Vainqueur à Saint-Marin et au Canada, il a terminé 4<sup>e</sup> du Grand Prix d'Europe et pris la deuxième place en France sur le circuit de Magny-Cours. Deux fois sur trois sur le podium, c'est toutefois avec son frère qu'il a pris la « douche au champagne ».

Grâce à cette victoire acquise sur ses terres, Ralf Schumacher a soufflé (41 points contre 40) la troisième place du classement des pilotes au Brésilien Rubens Barrichello (Ferrari), deuxième de la course.

Michael Schumacher a dû renoncer au 24<sup>e</sup> tour. Trahi par la mécanique, sa monoplace rouge a mollement terminé sa course dans l'herbe grasse. Isolé en pleine forêt, il a alors enjambé la rambarde de sécurité et, en spectateur quelconque, a suivi la course jusqu'à son terme. Le drapeau à damier abaissé, Ralf s'est quant à lui lancé dans un tour d'honneur. Les « Schumi Brothers » devaient donc forcément se croiser.

Lentement, Ralf est passé devant Michael. Ce dernier s'était approché de la piste pour venir le saluer. Son bolide, gisant juste derrière lui, ne rutilait plus. A cet instant, ce n'était pas six années qui séparaient les frères Schumacher ni même quelques dizaines de points dans un classement. Ils étaient chacun dans deux mondes que tout oppose : celui des vainqueurs face à celui des vaincus. Pour la première fois la donne venait de changer. Ralf a poursuivi sa route et son ascension vers la gloire en solitaire. Dans son rétroviseur, une partie de sa vie venait de défilé.

### MARGE CONFORTABLE

Michael n'a pas tout perdu, loin de là. A cinq courses de la fin de la saison, le pilote de la Scuderia Ferrari possède une marge confortable de 37 points sur son principal rival, le Britannique David Coulthard (McLaren-Mercedes), victime d'un problème mécanique (28<sup>e</sup> tour). L'Allemand, dont la monoplace a été violemment percutée par la Prost de Luciano Burti au départ (le spectaculaire accident a entraîné un arrêt de la course, ce qui a donné aux deux pilotes la possibilité de partir avec leur voiture de réserve), pourrait même être sacré dès le GP de Hongrie, dimanche 19 août.

La course a été marquée par de nombreux abandons, donnant à des écuries de second plan l'occa-

sion de glaner de précieux points. Le Canadien Jacques Villeneuve (BAR-Honda) a ainsi complété le podium, devant les Benetton-Renault de l'Italien Giancarlo Fisichella et du Britannique Jenson Button. Le Français Jean Alesi a rattrapé le dernier point, ce qui n'a pas suffi à calmer l'ambiance tendue qui règne depuis peu au sein de Prost Grand Prix. Il se murmure en effet que l'Avignonnais pourrait rejoindre l'écurie Jordan (là même où il a effectué ses premiers tours de piste en F1) très prochainement. De son

côté, Alain Prost, dont l'avenir reste incertain, est prêt à faire valoir ses droits. Cet imbroglio vient du limogeage, par Eddie Jordan, du pilote allemand Heinz-Harald Frentzen avant le Grand Prix d'Allemagne. Remplacé à la hâte par le Brésilien Ricardo Zonta, ce dernier pourrait rejoindre l'écurie du quadruple champion du monde français au cas où le transfert de Jean Alesi se concrétiserait. La saison des transferts a bien débuté.

Pierre Lepidi

## Grand Prix d'Allemagne

**12<sup>e</sup> MANCHE DU CHAMPIONNAT DU MONDE 2001 DE FORMULE 1**

Dimanche 29 juillet • Circuit d'Hockenheim • 45 tours de 6,825 km (307,125 km)  
• Beau temps • Température piste : 36 °C • 22 qualifiés, 10 classés

**VAINQUEUR**

**Ralf SCHUMACHER** (Williams-BMW)  
(Williams-BMW)  
Les 65 tours  
en 1 h 18 min 17 s 873  
à 235,351 km/h de moy.  
Age : 26 ans  
Nationalité : allemande  
Début en F1 : 1997  
78 courses, 3 victoires.  
Palmarès : 5<sup>e</sup> du championnat du monde 2000.

**CLASSEMENT DE LA COURSE**

1	R. Schumacher (All., Williams)	1 h 18 min 17 s 873
2	R. Barrichello (Br., Ferrari)	à 46 s 117
3	J. Villeneuve (Can., BAR)	à 1 min 02 s 806
4	G. Fisichella (Ita., Benetton)	à 1 min 03 s 477
5	J. Button (GBR., Benetton)	à 1 min 05 s 454
6	J. Alesi (Fra., Prost)	à 1 min 05 s 950

7 O. Panis (Fra., BAR) à 1 min 17 s 527  
8 E. Bernoldi (Br., Arrows) à 1 tour  
9 J. Verstappen (Pbs., Arrows) à 1 tour  
10 F. Alonso (Esp., Minardi) à 1 tour.

**POLE POSITION**

J.-P. Montoya (Williams-BMW)  
en 1 min 38 s 117 (moy. 250,415 km/h)

**MEILLEUR TOUR en course**

J.-P. Montoya (Williams-BMW)  
en 1 min 41 s 808 (241,336 km/h), 20<sup>e</sup> tour.

**PRINCIPAUX ABANDONS**

D. Coulthard, G.-B. McLaren, (moteur, 28<sup>e</sup> tour) • J.-P. Montoya, Col., Williams (moteur, 25<sup>e</sup> tour) • M. Schumacher, All., Ferrari, (pression d'essence, 24<sup>e</sup> tour) • M. Hakkinen, Fin., McLaren, (moteur, 14<sup>e</sup> tour).

**Les faits marquants**

2 J.-P. Montoya, alors en tête, est immobilisé aux stands (22<sup>e</sup> tour) pendant 29 s 09 à cause d'un problème de ravitaillement d'essence. Il repart en 3<sup>e</sup> position derrière R. Barrichello, à qui il arrivera une mésaventure identique.

3 Trahi par sa mécanique, M. Schumacher est contraint à l'abandon. En spectateur, derrière une rambarde de sécurité, il assiste à la victoire de son frère.

1 Au départ, tel un bolide, L. Burti percute violemment M. Schumacher, alors au ralenti. La Prost-Acer s'élève, avant de s'écraser sur d'autres monoplaces. La course est arrêtée.

**CLASSEMENT DES CHAMPIONNATS**

**PILOTES** : 1. M. Schumacher, 84 pts ; 2. D. Coulthard, 47 ; 3. R. Schumacher (+ 10) 41 ; 4. R. Barrichello (+ 6), 40 ; 5. M. Hakkinen, 19 ; 6. J.-P. Montoya, 15, etc.  
**CONSTRUCTEURS** : 1. Ferrari, 124 pts (+6) ; 2. McLaren, 66 ; 3. Williams, 56 (+10), etc.

Inform@he : Le Monde avec Pierre Lepidi



# Caniculaire au Sud

**MARDI.** L'anticyclone centré sur le proche Atlantique influence les conditions climatiques sur le pays. Le temps sera chaud et ensoleillé sur la plupart des régions. Seuls quelques nuages bas circuleront le long des côtes de la Manche et quelques cumulus se développeront sur le relief. Les températures seront encore en hausse et deviendront caniculaires sur la moitié sud.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** Près des côtes de la Manche les nuages bas et les bancs de brouillard présents au lever du jour se dissiperont progressivement et le soleil brillera sur toutes les régions. Températures de 23 degrés près des côtes, à 33 degrés dans l'intérieur.

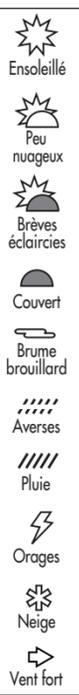
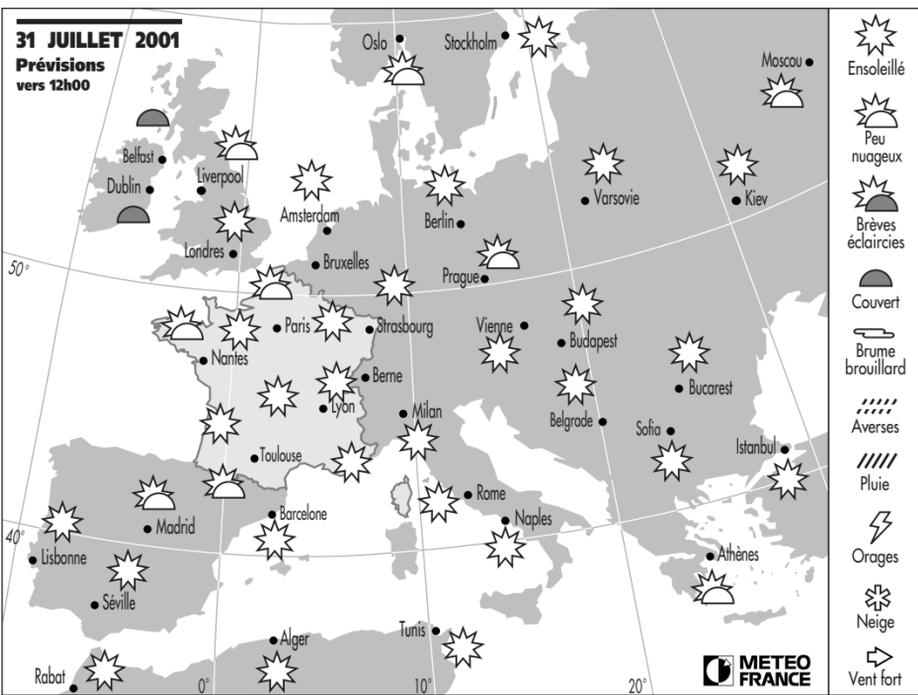
**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** Sur le Nord - Pas-de-Calais, les brouillards et nuages bas laisseront place au soleil. Ailleurs le soleil brillera toute la journée. Les températures atteindront 25 à 33 degrés.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** Sur ces régions, le soleil brillera tout au long de la journée. Températures élevées, de 30 à 33 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** Les bancs de brouillard formés en cours de nuit se dissiperont rapidement et le soleil s'imposera. L'après-midi, quelques cumulus de beau temps se formeront sur le relief pyrénéen. Températures caniculaires, comprises entre 30 et 38 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** Les formations cumuliformes sur le relief des Alpes et du Massif Central n'empêcheront pas une journée largement ensoleillée. Les températures seront très élevées, comprises entre 32 et 38 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** Sur ces régions le soleil brillera tout au long de la journée. Les températures proches de 30 degrés près des côtes atteindront 37 à 38 degrés dans l'intérieur.



## PRÉVISIONS POUR LE 31 JUILLET 2001

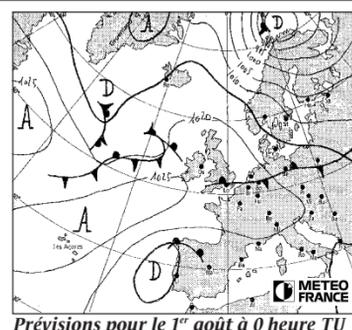
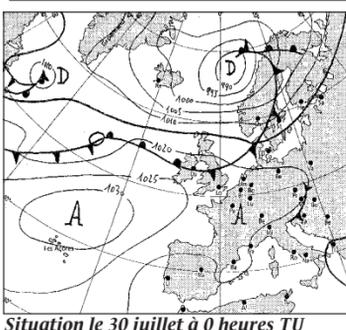
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

FRANCE métropole	
AJACCIO	22/30 S
BIARRITZ	21/32 S
BORDEAUX	18/34 S
BOURGES	17/33 S
BREST	14/27 S
CAEN	17/23 N
CHERBOURG	14/24 S
CLERMONT-F.	17/35 S
DIJON	17/32 S
GRENOBLE	19/35 S
LILLE	16/28 S
LIMOGES	18/32 S
LYON	20/35 S
MARSEILLE	23/33 S

EUROPE	
AMSTERDAM	16/25 S
ATHENES	26/32 S
BARCELONE	24/29 S
BELFAST	13/19 C
BELGRADE	17/31 C
BERLIN	18/26 S
BERNE	16/31 S
BRUXELLES	18/28 S
BUCAREST	17/32 S
BUDAPEST	18/30 S
COPENHAGUE	14/17 C
DUBLIN	14/19 C
FRANCFORT	19/32 S
GENEVE	18/29 S
HELSINKI	11/19 S
ISTANBUL	26/30 S

AMÉRIQUES	
BRASILIA	18/26 S
BUENOS AIR.	20/30 S
CARACAS	24/28 S
CHICAGO	22/35 S
LIMA	18/26 S
LOS ANGELES	16/29 S
MEXICO	22/32 S
MONTREAL	9/20 S
NEW YORK	23/33 S
SAN FRANCIS.	18/27 S
SANTIAGO/CHI	18/30 S
TORONTO	23/34 S
WASHINGTON	17/27 S
AFRIQUE	
ALGER	14/22 S
DAKAR	23/28 S
KINSHASA	16/25 S

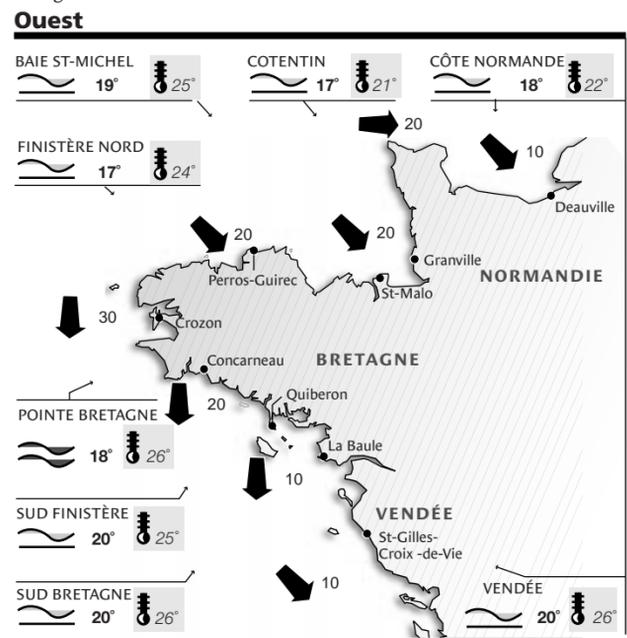
ASIE-Océanie	
BANGKOK	26/34 P
BEYROUTH	26/30 S
BOMBAY	26/30 S
DJAKARTA	26/30 S
DUBAI	33/43 S
HANOI	28/35 S
HONGKONG	27/30 P
JERUSALEM	24/31 S
NEW DEHLI	27/34 P
PEKIN	23/29 P
SEOUL	27/30 S
SINGAPOUR	26/30 P
SYDNEY	11/17 S
TOKYO	27/33 S



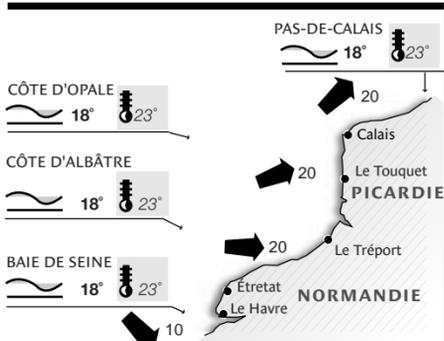
# Sur les plages

Le 31 JUILLET 2001 vers 12 heures

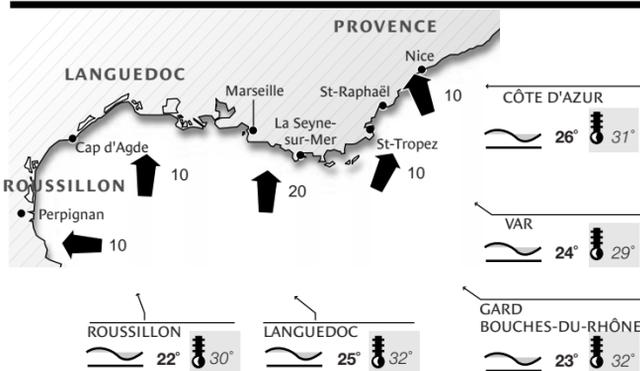
Le long des côtes de la Manche, des nuages bas et des bancs de brouillard seront parfois présents au petit matin. Ils se dissiperont progressivement et le soleil s'imposera. Sur les côtes atlantique et méditerranéennes le soleil brillera toute la journée. Les températures seront comprises entre 23 et 33 degrés.



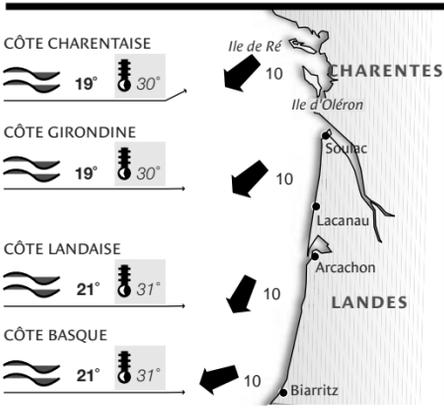
## Nord



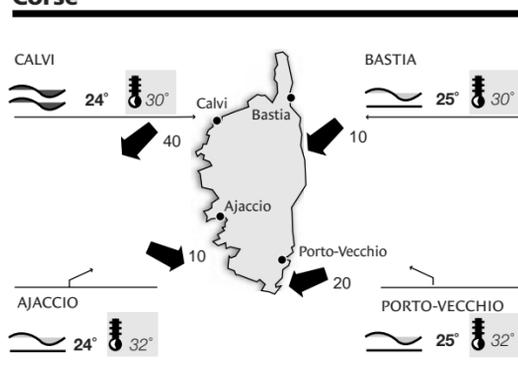
## Sud



## Sud-Ouest



## Corse



## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01 - 178

Retrouvez nos grilles sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

## AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 234

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											

### HORIZONTALEMENT

I. Annoncent la sortie prochaine. - II. Mouvement au stade. Déjà utilisée, mais peu. - III. Faire de l'effort. Un cran dans la ceinture. - IV. Courant d'air. Pour tracer. Petits, ils font plaisir. - V. Ont belle allure. Renforce l'affirmation. - VI. Démonstratif. Débordements. Etat d'avancement. - VII. Refuse parfois tout avancement. Habite en Nouvelle-Zélande. - VIII. Travaille sur le duvet. Note. Sur le retour. - IX. Dans les Wallis. Nous

a roulé en beauté pendant longtemps. - X. Comme des quartiers où l'on ne travaille pas beaucoup.

### VERTICALEMENT

1. Mon premier lecteur. - 2. Charmant et léger. Lettres d'épouvante. - 3. Une petite couche. Vieilles et tendres relations. - 4. Provoquai la chute. - 5. Procurera assurément des bénéfices. - 6. Met un bémol. Dans la peau. - 7. Le dernier serait moderne. Bouts de temps. Sport où l'on n'hésite pas à se mouiller. - 8. Notre mère nourricière. Pour

avoir une bonne bière. - 9. Dans le coup. Maison de campagne moscovite. Mesure à Hongkong. - 10. Suit le choc. Marion pour les intimes... et ils furent nombreux. - 11. Son homme serait notre grand cousin. - 12. Commencent à faire peur quand elles deviennent fortes.

Philippe Dupuis

### SOLUTION DU N° 01 - 177

#### Horizontalement

I. Croche. Noire. - II. Laguiole. Far. - III. Immersion. Vé. - IV. Gi. Vs. Cluses. - V. Ne. Auréole. - VI. Ors. Tang. Nap (Pan). - VII. Prescience. - VIII. Apia. Tes. - IX. Nô. Nia. Mètre. - X. Turgescentes.

#### Verticalement

1. Cliquant. - 2. Ramier. Pou. - 3. OGM. Spi. - 4. Cueva. Rang. - 5. Hirsute. Ie. - 6. EOS. Rastas. - 7. Licence. - 8. Néologisme. - 9. Nul. En. - 10. If. Sennett. - 11. Rave. Ac. Ré. - 12. Erésipèles.

# Construction à l'équerre

UN CERCLE et l'une de ses cordes (AB) sont tracés sur une feuille de papier. Vous ignorez où se trouve le centre du cercle, et ne disposez que d'une équerre non graduée, aux angles inconnus, mais suffisamment grande (l'un des côtés mesure au moins le diamètre du cercle).

Sauriez-vous, à l'aide de cette seule équerre, construire le milieu de la corde ?

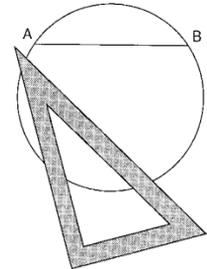
Elisabeth Busser et Gilles Cohen © POLE 2001

Solution du problème dans *Le Monde* du 7 août.

### Solution du jeu n° 233 paru dans *Le Monde* du 24 juillet.

Le nombre minimum d'assiettes emportées par le restaurateur est 403 (dans la configuration de piles 398-399-400-401-403).

Dans le cas général, on appelle A le nombre d'assiettes et P le nombre de piles. Le minimum de la pile la plus haute est alors le quotient entier de la division par P du nombre A + 2 pour 2 piles, A + 5 pour 3 piles, A + 9 pour 4 piles, A + 14 pour 5 piles, ...,  $A + \frac{(P+2)(P-1)}{2}$  pour P piles.



Chaque jeudi avec

**Le Monde**  
DATÉ VENDREDI

retrouvez

**LE MONDE DES LIVRES**

● « OH », l'exposition consacrée à Jenny Holzer, est à Bordeaux jusqu'au 2 septembre. Cette artiste new-yorkaise a investi de son écriture la grande nef du Musée d'art contem-

porain et les rues de la ville. ● PAR PROJECTIONS ou via des caissons lumineux, elle force à lire des mots, des truismes, et dénonce les travers de la société de consommation avec

FESTIVAL S  
été 2001

une certaine brutalité. ● HOLZER transfère l'écrit vers le monumental, le théâtral afin de percer le brouhaha de la banalité et des mensonges. ● LE CHÂTEAU de la Napoule (Alpes-

Maritimes) reçoit également un Américain, Max Neuhaus. Un musicien dont les installations sonores nous obligent à écouter les murmures du monde, les cris de la vie moderne.

## Les lettres indélébiles de Jenny Holzer

**Bordeaux/Arts.** Dans l'immense nef du CAPC, la plasticienne américaine a conçu une exposition à la mesure du lieu : monumentale, ascétique, dont la force d'impact et les résonances avec les conflits du monde contemporain sont telles que le regard ne peut s'échapper

**OH. CAPC - Musée d'art contemporain, 7, rue Ferrère, 33000 Bordeaux. Tél. : 05-56-00-81-50. Du mardi au dimanche de 11 heures à 18 heures, le mercredi jusqu'à 20 heures. Entrée : 45 F (6,8 €). Jusqu'au 2 septembre.**

### BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Jenny Holzer ne veut pas être tenue pour un écrivain. La question lui déplaît, bien que, de toute évidence, elle l'ait entendue souvent. Sans doute le catalogue de son exposition au CAPC finit-il par la publication de ses écrits. Sans doute son activité dépend-elle essentiellement des moments où elle compose ses phrases, lentement, dit-elle, péniblement presque. Mais la qualifier d'écrivain, ce serait ignorer que ses phrases sont faites pour être lues, immobiles, sur des écrans lumineux ou, mobiles, quand elles défilent dans des caissons, tels ceux qu'elle a fait disposer en lignes parallèles sur toute la longueur de la grande nef de l'entrepôt Lainé. Et non pour être lues en noir sur papier blanc, dans des livres ou des catalogues.

Jenny Holzer est donc celle qui, dans des lieux fermés ou ouverts, dans des musées, sur des façades, en ville ou dans la nature, inscrit ses phrases d'une manière si visible, si provocante qu'on ne peut manquer de les lire - qu'on ne peut échapper à leur lecture. Imprimées, elles n'auraient ni le même destin ni la même autorité. Elles pourraient ne pas être lues, comme ne sont pas - ou plus - lus les slogans, les inscriptions, les titres, les noms des rues, les publicités : parce que la précipitation, l'habitude, l'indifférence les effacent, parce qu'ils se voient moins que les photos qu'ils accompagnent le plus souvent, parce qu'ils sont perdus parmi tout ce qui bouge, tout ce qui brille, tout ce qui passe. Autrement dit : Holzer force à lire, avec une certaine brutalité.

C'est sa tâche depuis 1977 et ses *Truisms*. Elle a alors vingt-sept ans, une belle scolarité dans les universités américaines et plusieurs diplômes. Un moment, elle a peint sur toile, dans un style abstrait, héritier de Rothko et de Louis. Puis elle a diffusé la couleur dans l'espace, recouvrant entièrement son atelier de bleu. Cette préhistoire de ses travaux, dont il reste le souvenir et pas d'œuvres, prend fin avec les *Truisms*, plus de deux cents aphorismes au Bic sur papier quadrillé, puis imprimés en affiches et placards dans Manhattan.

### DÉVOILER L'INACCEPTABLE

Dans ces maximes se condensent la sottise, la vulgarité, l'arrogance de la société de consommation d'alors et de maintenant : « *Money creates taste* », « *Sterilization is often justified* », « *Anger or hate can be a useful motivating force* ». Suit, entre 1978 et 1982, les *Inflammatory Essays*. Le titre n'est pas



« Projections Xénon », de Jenny Holzer, le 30 mai, place Saint-Michel, à Bordeaux.

exagéré : Holzer frappe dur. Ses écrits dévoilent l'acceptable. « *Our times are intolerable* », dit l'un d'eux. Il a été affiché sur les murs de New York.

Depuis, Holzer n'a pas désarmé.

Avec la notoriété, les moyens ont changé et se sont amplifiés : plus de Bic et de cahiers d'écolier - même si les brouillons sont toujours écrits ainsi -, mais les écrans lumineux, la gravure dans la pierre

- comme Bruce Nauman - et le métal, les projections la nuit en très grand format sur des immeubles à Rio, Berlin ou Florence. Plus d'affichage sauvage : des interventions, très visibles, à Times Square, au

Guggenheim, à la Biennale de Venise, à Bâle, à Bilbao. Plus d'actions quasi clandestines, mais des opérations à grande échelle, dont l'une des plus remarquables et la plus cruelle fut *Lustmord* (1993-1995) :

des phrases écrites sur des peaux humaines, photographiées et diffusées par le *Süddeutsche Zeitung*. Elles font immédiatement référence aux guerres de l'ex-Yougoslavie, aux viols systématiques, aux atrocités subies par les populations civiles : « *Elle s'est écroulée dans ma chambre, elle a essayé d'être propre en mourant, elle ne l'a pas été. Je vois ses traces.* » Quelque temps auparavant, Holzer avait composé *War*, récit peu supportable du meurtre d'un enfant poignardé.

Non, pas récit : Holzer ne raconte ni ne décrit. Ses phrases désignent une action, des circonstances, des sentiments, lesquels deviennent explicites grâce à la réunion de la totalité des éléments et aux relations qui s'établissent entre eux. Un extrait n'a qu'un sens indicatif : il faut chaque mot, il faut leur ordre, il faut l'ensemble du dispositif qui les commande. On pourrait comparer ce dispositif à un arc électrique : sans les deux pôles, ni tension ni décharge.

### UNE MISE EN ESPACE MAÎTRISÉE

L'exposition du CAPC se nomme « Oh », du nom de l'œuvre la plus récente dans laquelle les phrases évoquent la découverte du corps d'une adolescente, la grossesse, la naissance, le rapport de la mère à la fille. Dans la pénombre de la nef bordelaise, le long des caissons disposés en lignes, en anglais et en français, selon des rythmes changeants, les lettres passent. Dans cet espace immense, le glissement des signes de couleur orange diffuse des halos qui montent le long des piliers jusqu'à la charpente. Vu du promenoir du premier étage, où d'autres phrases circulent, le déchiffrement est aisé, la mise en espace parfaitement maîtrisée. Vu du sol, l'effet est autre : lire devient difficile, les flux semblent trop rapides, les caissons trop serrés, alors qu'il n'en est rien. L'effet est calculé : de l'illisibilité vers la lisibilité, de l'obscurité vers une clarté plus vive.

La validité de la méthode d'expression se trouve par là même vérifiée : si Holzer a déterminé et perfectionné cette façon de travailler si particulière, si elle procède au transfert de l'écrit vers le monumental et une théâtralité qu'elle s'efforce de ne pas laisser basculer vers trop de spectaculaire, si elle a souhaité projeter ses mots dans les rues de Bordeaux et sur une dune du bassin d'Arcachon, c'est afin de percer le brouhaha des banalités et des mensonges, la rumeur de la communication généralisée.

C'est aussi, peut-on penser, afin d'opposer au « *tout image* » de l'Occident actuel un ascétisme contraire à ses habitudes. Dans une œuvre d'Holzer, le regard ne peut être ni distrait, ni amusé, ni séduit. C'est que l'artiste se fait de son art une idée plus haute et plus exigeante. Une idée inactuelle, par conséquent.

Philippe Dagen

## Max Neuhaus, sculpteur de sons et de sirènes

**Mandelieu/Arts.** Cet enfant de Beaumont (Texas) voulait être batteur. Il a préféré créer des installations musicales

**MAX NEUHAUS. Château de la Napoule, avenue Henry-Clews, 06210 Mandelieu-la-Napoule. Tél. : 04-93-49-95-05. De 14 h 30 à 18 h 30. Fermé mardi. Jusqu'au 31 octobre. Entrée : 20 F (3 €).**

### MANDELIEU-LA-NAPOULE

de notre envoyé spécial

Il existe des endroits miraculeux, qui attirent des gens qui ne le sont pas moins. Le château de la Napoule est un bâtiment totalement improbable, posé sur la grève d'une des plus belles baies du monde. En 1918, c'était une usine en ruine. Un couple d'Américains l'achète, la transforme et, inspiré par deux vestiges de tours romane

et sarrasine, en fait un des seuls châteaux forts construits au XX<sup>e</sup> siècle.

Henry Clews est artiste : il sculpte les chapiteaux de sa maison dans un style néomédiéval qui préfigure de très loin Walt Disney. Mary, son épouse, poursuivra l'œuvre de Henry en créant une fondation qui, depuis un demi-siècle, reçoit des artistes. Le plus célèbre est actuellement l'écrivain Gao Xingjian, qui y a séjourné cinq mois, peu avant de recevoir le Nobel. D'autres sont moins connus, mais méritent d'être rencontrés. Comme l'Américain Max Neuhaus, qui y expose cet été. Un homme éminemment sympathique, ce qui ne gêne rien, mais aussi un musicien qui peint ses sons. On passera, sans la voir, mais pas

sans l'entendre, devant la dernière de ses œuvres, installée dans l'allée qui mène au château. Sur quelques mètres, la qualité du son change, comme si l'air ambiant devenait soudain plus dense. Un bruit, comme un avion. Il passe, à mesure que l'on marche.

Ce diable-là oblige son visiteur à écouter ce que l'homme moderne a pris grand soin d'extraire de sa conscience : les murmures du monde, les cris de la vie moderne. Cela a commencé en 1966 par une série de concerts très particuliers, baptisés *Walks*. Neuhaus emmenait simplement en promenade ses amis, dans les rues de Manhattan : chacun avait inscrit sur la main la mention « *Listen* » (« Écoute ») et devait pré-

ter attention aux grondements de la rue. Aux variations des bruits de roulement sur le tablier du pont de Brooklyn, par exemple. « *Aujourd'hui*, dit Neuhaus, *ils ont changé le revêtement. C'est moins intéressant. A l'époque, la sonorité était très riche.* »

A quatorze ans, Neuhaus voulait être le meilleur batteur du monde. Né en 1939 à Beaumont (Texas), il étudie les percussions. A vingt-trois ans, il est soliste dans une tournée de Boulez aux Etats-Unis. Il travaille avec Stockhausen avant de donner des récitals à Carnegie Hall. A vingt-huit ans, il décide de ne plus se produire sur scène et se jette à l'eau. Il imagine des installations intitulées *Sensation* qu'il dési-

gne sous le terme de « *topographies sonores* » : elles étaient réalisées, écrit-il dans les textes qui accompagnent l'exposition des très beaux dessins de ses projets, « *dans des piscines chauffées à la température du corps. Le public écoutait l'œuvre, uniquement audible sous l'eau, en s'allongeant sur le dos dans le bassin...* » Il imagine aussi un *Passage*, malheureusement jamais réalisé, pour la station de métro Montparnasse-Bienvenue : les voyageurs, en mouvement dans un des plus longs couloirs souterrains de Paris, devaient traverser « *une structure sonore statique* » et la mettre en mouvement, créant ainsi leur propre concert.

On recommandera à ceux qui

peuvent contre les sirènes en tout genre de rédiger des suppliques pour que soit adopté le brevet, le premier jamais accordé à un son, que Neuhaus a déposé pour les véhicules d'intervention. Policiers, ambulanciers ou pompiers sortiraient du sempiternel pin-pon. Les sirènes de Neuhaus produisent des « *sons tolérables qui ont de l'autorité sans être autoritaires* », mais surtout qui sont conçus pour être localisables : chaque automobiliste peut connaître la direction d'une ambulance bruitée par Neuhaus, et réagir en conséquence. Il est toujours bon de laisser les artistes s'occuper de la cité.

Harry Bellet



Natalie Dessay dans le rôle de la Reine de la nuit. Certains disent que c'est la dernière fois...

## Natalie Dessay scelle le succès de l'édition 2001 du Festival international d'art lyrique d'Aix

Aix-en-Provence/Musique. Clôture brillante avec la reprise de « La Flûte enchantée »

**LA FLÛTE ENCHANTÉE**, de Mozart. Avec Mark Adler (Tamino), Stéphane Degout (Papageno), Natalie Dessay (La reine de la Nuit), Hélène Le Corre (Pamina), Denis Sedov (Sarastro), Christine Rigaud (Papagena), François Piolino (Monostatos). Maîtrise, Chœur et Orchestre de l'Opéra national de Lyon, Philippe Jordan (direction), Stéphane Braunschweig (mise en scène).

**FESTIVAL INTERNATIONAL D'ART LYRIQUE D'AIX-EN-PROVENCE**, Théâtre de l'Archevêché, le 29 juillet, à 22 heures.

**AIX-EN-PROVENCE**  
de notre envoyée spéciale

Ce soir, clôture de l'édition 2001 du Festival international d'art lyrique d'Aix-en-Provence. On se surprend à retarder le moment d'entrer dans la salle de l'Archevêché pour surseoir à l'inéluctable d'une dernière représentation.

Il faut le voir, le pas assuré et nonchalant du directeur du festival, Stéphane Lissner, traversant la place de l'Archevêché. Il faut le voir promener sur cette foule qui se presse aux abords du théâtre son œil bleu, naïf et fier, le regard de celui que le succès précède. Les chiffres sont là : les recettes de billetterie (17,5 millions de francs,

2,67 millions d'euros), en dépit d'une jauge nettement plus restreinte pour cause de fermeture momentanée du Grand Saint-Jean, restent cependant sensiblement les mêmes qu'en 2000 (18 millions). Quant au taux de fréquentation des opéras, il est passé de 94 % (pour trente-deux représentations) à 99,7 % (pour trente-quatre représentations), le nombre de spectateurs explosant de 43 000 à 55 500, une fois additionnés opéras, concerts et manifestations liées à l'Académie européenne de musique.

Le budget, de 78 millions de francs cette année (11,89 millions d'euros), est autofinancé à hauteur de 62 % ; l'implantation en région PACA se confirme chaque année davantage (51 % du public cette année contre 33 % en 1999). En quatre ans, Stéphane Lissner est donc devenu un directeur heureux. Heureux aussi de conclure cette saison avec cette *Flûte enchantée* de Mozart qui naquit ici même il y a deux ans.

Si le formidable *Don Giovanni* de Brook, monté en 1998, reste emblématique de l'esprit du festival, *La Flûte enchantée* l'est, quant à elle, du travail accompli par l'Académie européenne de musique. Fécondée *in vitro* dès 1998 sous l'œil vigilant du « chef de chant » Régine Crespin, c'est entre les mains de Gundu-

la Janowitz, alors chargée des études musicales de l'Académie, qu'elle est portée sur les fonts baptismaux du Grand Saint-Jean en 1999. L'enfant surprend par la qualité et la jeunesse de ses interprètes, l'inventivité de la mise en scène d'un Stéphane Braunschweig, qui mêle audacieusement technologie, humour et poésie. Depuis, elle est devenue nomade, avec ses quelque trente représentations en tournée (Lausanne, Padoue, Venise, Bobigny, Rouen et Lyon).

### UN OUVRAGE EMBLÉMATIQUE

Mais la voici à nouveau sur ses terres, prodigue et triomphante, cette fois avec les honneurs de l'Archevêché. Plus emblématique que jamais puisque onze des quatorze rôles de l'opéra sont tenus par des chanteurs de l'Académie. Ainsi le Tamino de Mark Adler, un peu court en puissance, et la Pamina d'Hélène Le Corre, sensible et émouvante, même si l'aigu manque encore d'étoffe. Ainsi la Papagena de Christine Rigaud (bien sous tous rapports) et, bien sûr, le Papageno de Stéphane Degout, unanimement salué dès 1999.

Le Sarastro de Denis Sedov n'est pas, loin s'en faut, de l'Académie, et l'on se demande, en entendant cette voix du troisième type, à quel temple se vouer. Rarement timbre (curieusement blanc et métallique)

et tessiture (basse profonde) auront fait si mauvais ménage. Sans parler d'une émission souvent haute et de nombreuses entorses à l'intonation – problème qui s'arrangera sensiblement au deuxième acte.

L'émotion est double quand apparaît la Reine de la Nuit. Car cette *Flûte*, si l'on en croit des assertions définitives, est la der des der de Natalie Dessay. On la sent tendue : elle l'est. Le premier air (« *Zum Leiden bin ich auserkochen* ») est magnifique d'expression, mais le timbre manque de brillant dans la seconde partie. Dans le célèbre « *Der Hölle Rache kocht in meinem Herzen* » de l'acte II, elle réussira, outre les fameuses vocalises, celui, plus impressionnant encore, de l'émotion. Une reine abdiquée reste à jamais une reine.

Mais cette *Flûte* a aussi un joker, l'Opéra de Lyon. Que ce soient les trois enfants de la maîtrise, les chœurs, et surtout l'orchestre conduit par un Philippe Jordan de vingt-sept ans admirablement rompu au travail lyrique. Sous la direction fine et colorée du fils d'Armin Jordan, la *Flûte* a revêtu ses atours de musique de chambre, du nanan pour chanteurs en pyjamas rayés et chemises de nuit.

Marie-Aude Roux

## Communion parfaite entre Gato Barbieri et Enrico Rava

Saint-Sébastien/Jazz. Retrouvailles au Pays basque du génial saxophoniste argentin et du trompettiste espagnol

**GATO BARBIERI, ENRICO RAVA** au 36<sup>e</sup> Jazzaldia de Donostia. Saint-Sébastien, le 28 juillet.

**SAINT-SÉBASTIEN**  
de notre envoyée spéciale

On reconnaît un festival à ses exceptions. Pas forcément à ses exclusivités marketing ni à ses « créations mondiales » (cachemière), non, à ses exceptions ; à ses idées, sa modeste part à un modeste effort de pensée : Gato Barbieri et Enrico Rava au 36<sup>e</sup> Jazzaldia de Donostia-Saint-Sébastien, par exemple, le 28 juillet. Unique date.

Des années qu'on n'avait programmé nulle part l'illustre ténor argentin au nom de barbier et de chat (gato). Lequel, après avoir été la coqueluche (et l'icône : son chapeau, presque plus célèbre que lui) de la jeunesse tiers-mondiste et contestataire, a fini par la désespérer comme on désespère Billancourt. A coups de lamentations sentimentales (et harmoniquement simples) que l'on déclare « commerciales ».

Façon de dire qu'à l'heure d'aujourd'hui, dans la mélasse des « musiques du monde », les langoureuses déplorations de Leandro « Gato » Barbieri, fils d'un charpentier argentin qui taquinait le violon, feraient très bien au tableau.

Né trop tard dans un monde trop vieux, Barbieri a commencé par prendre le félin par les cordes et l'époque à l'envers : on veut dire par le free. Après des débuts chez Lalo Schiffrin (1953), il erre dans la Rome des sixties et d'Enrico Rava (trompettiste, compositeur), rencontre à Paris Don Cherry (philosophe non euclidien), enregistre avec lui *Complete Communion*, cependant que Rava a filé avec Steve Lacy (phénoménologue sur la brèche).

Cette histoire d'une exceptionnelle créativité (deux jalons : la Liberation Music Orchestra de Charlie Haden et *Escalator over The Hill*, de Carla Bley, en 1969),

cette histoire de force 8 est une histoire d'idées, de cinéma, d'amours croisées, d'activisme et de gaieté. Elle programmait, fomentait un autre état des choses. Lequel a du retard à l'allumage. Peu importe : on a tout son temps. C'est ce qu'ils ont laissé entendre tout du long, cette histoire de temps : pas seulement dans le tempo, ses effondrements et ses accélérations, non : dans l'emploi du temps.

Emploi du temps nonchalant, hyperactif, tel que Gato Barbieri, Enrico Rava, Aldo Romano (métronome songeur), Bollani (quatre-vingt-huit touches) et Bonaccorso (quatre longues cordes accordées de quarte en quarte) l'ont mis en œuvre, entre deux averses, sur la séditeuse place de la Trinité (rocaïlle, fronton, mur d'église).

### RIRES, PALABRE ET MUSIQUE

C'est le vieux quartier de Saint-Sébastien avec autant d'affiches à la mémoire d'Olaia (la jeune fille qui s'est fait sauter avec sa bombe) que de policiers en cagoule et en armes. Et sinon ? Sinon, la foule dans la rue et dans les bistros, les rires, la palabre, et la musique.

Public très musicien (ici, tout le monde sait danser et chanter), rocaïlle bourrée jusqu'aux étages du ciel, pluie sympathique et, sur scène, cette musique aux cris égarés qui n'a rien d'une reconstitution historique : comme une douceur d'évidence.

Qu'une méditation si aérienne soit simplement la première partie du trio Ray Brown (pour le soixante-quinzième anniversaire du contrebassiste) est un signe. Même dépareillé par les dégradantes pitières d'un trompettiste au son de cirque, le trio de Ray Brown (Alvin Queen, batterie ; Hank Jones, piano) donne quelque chose comme son adieu – joyeux mais, surtout, impeccablement exécuté – à certain « jazz ».

Francis Marmande

## Bataille de la Somme et rivets du « Titanic »

Avignon/Théâtre. Fin de partie pour le Festival avec une belle pièce de Frank McGuinness

**REGARDE LES FILS DE L'ULTER MARCHANT VERS LA SOMME**, de Frank McGuinness. Mise en scène : Guy-Pierre Couleau. Avec Pascal Durozier, Michel Fouquet, Laurent Huon, Michel Laliberté, Alain Meneust... Gymnase du Lycée Saint Joseph, les 27 et 28 juillet.

**AVIGNON**  
de notre envoyée spéciale

Le 1<sup>er</sup> juillet 1916, 5 000 Irlandais furent tués ou blessés sur le front de la Somme, en s'élançant, à l'aube, de leurs tranchées, près du bois de Thiéval. Ils étaient membres de la 36<sup>e</sup> division protestante de fantasmes de l'Ulster.

Cette 36<sup>e</sup> division entraînait ce jour-là dans la légende, et cette légende, en Irlande, laissa planer que les catholiques ne s'étaient pas, eux, engagés avec cette bravoure. En vérité, quelques catholiques, du Nord comme du Sud, furent abattus, parmi les autres, à Thiéval. Et, de son côté, la 16<sup>e</sup> division irlandaise de fusiliers, qui ne comptait presque que des catholiques, se battit du même allant. Sur ce front de la Somme, pendant la guerre de 1914-1918, nationalistes de la 16<sup>e</sup> division et unionistes de la 36<sup>e</sup> fraternisèrent si fort que bien des témoins eurent l'espoir que cette entente allait enfin conclure la tragédie irlandaise.

A écouter la pièce de Frank McGuinness – il l'a écrite en 1985, il avait quarante ans –, nous comprenons que cet espoir était un rêve. Le seul survivant d'une section de protestants de la 36<sup>e</sup> division nous raconte la vie de ses camarades, avant juillet 1916, au front, puis en permission, puis la veille de la bataille. La circonstance ne va pas de soi. Ces protestants ne

tiennent pas la France pour une amie sûre parce qu'elle est fille de l'Eglise. Elle n'est pas l'ennemie, quand même, et l'Allemagne n'est pas Satan. Les ennemis sont les catholiques de l'Irlande.

Pourquoi donc combattent-ils là ? Pour plusieurs d'entre eux, c'est par loyauté envers la Grande-Bretagne. Pour un autre, c'est « pour la gloire de Sa Majesté le Roi et de tout son peuple ». Pour un autre, c'est pour l'Ulster (la contradiction ne l'atteint pas). Un autre encore, c'est qu'il « n'avait rien de mieux, ou rien d'autre, à faire ». Pour un seul (c'est le seul survivant, celui qui raconte l'histoire), c'est parce qu'il voulait mourir. Saisir l'occasion d'être tué. Un cas de « suicide par curiosité », comme disait, sans sourire du tout, le grand poète russe Ossip Mandelstam.

Frank McGuinness nous fait entendre d'autres échanges superbes, sur la guerre, la tâche de vivre, ou bien des discussions presque de gosses. Ou bien encore une crise d'abattement : l'un se dit embarqué, dans ces tranchées de boue, sur le *Titanic*, et dit : « *A chaque rivet qu'ils enfonçaient dans la coque du Titanic, ils maudissaient le pape.* » Le pape, sans doute, de la pièce, est que tous partagent la même émotion lorsque l'un d'eux récite quelques lignes de la Bible qui se trouvent être « communes », si l'on peut dire, aux protestants et aux catholiques.

C'est l'une des plus belles œuvres jouées à Avignon cet été. Le metteur en scène, Guy Pierre Couleau, et plusieurs de ses camarades du Conservatoire de Paris ont réalisé cela à Niort. On sait travailler, en Poitou-Charentes.

Michel Cournot

## La « Jeanne d'Arc » d'Honegger recouverte par les cendres

Salzbourg/Musique. Une distribution acceptable bien mal servie par le Mozarteum

**JEANNE D'ARC AU BÛCHER**, d'Arthur Honegger. Par Dörte Lyssewski, Ernst Stötzner, André Jung, Désirée Rancatore, Véronique Gens, Dagmar Peckova, Jeffrey Dowd, Franz-Josef Selig. Singverein de Vienne, Chœur de garçons de Saint Florian, Orchestre du Mozarteum de Salzbourg, Hubert Soudant (direction). Felsenreitschule, le 28 juillet. Festival de Salzbourg. Tél.: 00-43-662-80-45-760.

**SALZBOURG**  
de notre envoyée spéciale

La musique française des années 1930 conservait encore, à mi-chemin des deux guerres mondiales, quelque chose de l'explosion parisienne des années folles et, malgré l'avènement du Front populaire, annonçait déjà, chez certains, l'angoisse sourde d'une nouvelle période *in tempore bellis*. La gravité d'Arthur Honegger, né au Havre de parents suisses, tranchera toujours sur l'exubérance de ses cinq camarades du « groupe des six » : les racines, la culture germanique d'Honegger le faisaient aller plus naturellement vers tout ce que ses collègues

et Cocteau, leur héros-hérou, détestaient : Richard Wagner, César Franck, Gabriel Fauré.

Pourtant, Honegger, dans sa jeunesse, écrivait des pièces brèves, tranchantes, de la musique motoriste, mettra Cocteau en musique, s'inscrivant pleinement dans l'avant-garde de son temps, ce qui paraît aujourd'hui étonnant lorsqu'on connaît sa production à venir, dont cet « oratorio dramatique », *Jeanne d'Arc au bûcher*, qui connut son baptême du feu en 1938, sur un texte de Paul Claudel, à la demande d'Ida Rubinstein. Cette étrange association d'un écrivain catholique, d'un musicien de tradition protestante et d'une danseuse-actrice russe d'origine juive a donné naissance à une pièce qui, en dépit de son caractère très daté et de ses lourdeurs rhétoriques, demeure l'une des rares œuvres d'Arthur Honegger à être restées au répertoire.

Le fait que le rôle-titre soit confié à une comédienne a aidé à sa diffusion, car nombreuses ont été les actrices célèbres (récemment Marthe Keller, Isabelle Huppert ou, ce soir à Salzbourg, Dörte Lyssewski, de la Schaubühne de

Berlin) à vouloir incarner le texte exalté taillé par Claudel.

Datée, la musique de *Jeanne* l'est à la manière de la peinture de Georges Rouault. Mais puisque Honegger, dans cette partition, écrit plutôt sec et tranchant, avec un surcroît de détails pittoresques et peinturlurés distribués aux nombreux rôles parlés ou chantés et au chœur, on pense plutôt à Bernard Buffet. Ceux qui aiment ces peintres adorent *Jeanne au bûcher* ; les autres ont une révolusion presque physique pour cette partition rehaussée d'effets assez écoeurants d'Ondes Martenot (notamment à la fin, accompagnant de fusées glissantes la montée de Jeanne aux cieux).

### UN HABILE MUSICIEN DE CINÉMA

Honegger était un habile musicien de cinéma. Claudel connaissait bien ce médium, si bien que leur *Jeanne* est d'un découpage dramatique redoutable, malgré l'extrême fragmentation du discours et des dizaines de références qui ne parlent guère à la culture (ou à l'absence de culture) de l'auditeur d'aujourd'hui. Aussi, pour rendre justice à cette partition foisonnan-

te mais stylistiquement et esthétiquement problématique, il lui faut une exécution parfaite.

La comédienne Dörte Lyssewski dit son rôle dans un français très compréhensible, de même que le chœur du Singverein qui se tire très bien des multiples incises chantées ou dites en divers dialectes et patois. En revanche, les autres comédiens annoncent un français le plus souvent incompréhensible, comme le mauvais ténor Jeffrey Dowd et Franz-Josef Selig, bonne basse, mais décidément pas à sa place en ce cadre. Les trois grâces célestes, la Vierge, Marguerite et Catherine, sont satisfaisantes (dont Véronique Gens, qui chante surtout en latin et semble atterrie là on ne sait par quel tour du ciel...).

L'Orchestre du Mozarteum de Salzbourg et son chef Hubert Soudant jouent dans une sorte d'approximation permanente faisant de cette peinture sonore anguleuse à la Buffet une huile grasse à la Rouault, ce qui revient à couvrir de cendres cet oratorio déjà nébuleux.

Renaud Machart

# Beiteddine et Baalbek jouent et gagnent

Deux grands festivals d'été libanais démontrent avec succès, à l'aide d'une programmation musicale internationale, que le dialogue des cultures n'est pas une « trouvaille de diplomates »

A cause d'une forte émigration induite par une crise économique lourde et persistante, il devient difficile pour les manifestations d'été au Liban de

trouver un public. Toutefois, les programmations musicales, éclectique pour le dixième Festival de Beiteddine (Elton John, l'Orchestre national de

Lille...) et ambitieuse pour la vingt-quatrième édition de celui de Baalbek (*Clavigo*, *Notre-Dame de Paris...*), ont su susciter la ferveur du public.

## BEYROUTH

de notre correspondant

L'excès et le mimétisme sont maîtres de céans au Liban. Les festivals d'été n'y ont pas échappé : chaque ville disposant de vestiges – et il y en a dans ce pays chargé d'histoire et de conquêtes – a prétendu, au sortir de la guerre en 1991, avoir le sien. Le temps a vite fait d'opérer le tri et il en est resté deux : Baalbek, l'ancêtre, le plus prestigieux ; Beiteddine, bien plus jeune, mais aussi le plus dynamique.

Pour la saison 2001, l'un et l'autre ont fait feu de tout bois pour attirer tous les publics festivaliers potentiels du Liban. Car le pays nage dans le marasme et, pis, se vide de sa ressource humaine – donc festivalière – par suite d'une émigration induite par une crise économique lourde, persistante et, en l'état des choses, sans issue.

C'est dans ces conditions difficile que Beiteddine, du 7 juillet au 14 août, et Baalbek, du 5 juillet au 11 août, ont, ratisant large, joué et gagné. Le Festival de Beiteddine est né de la guerre de 1975-1990, qui avait tué le Festival de Baalbek. Quand les canons se turent, le chouf où était niché l'harmonieux palais XIX<sup>e</sup> des émirs du mont Liban était un havre dans un pays alors encore à l'heure des incertitudes.

Nora Joumblatt, l'épouse du leader druze des lieux, Walid Joumblatt, qui détenait les clés du palais, au vu de l'accueil réservé par un public qui exprimait sa soif de paix en ovationnant des artistes nationaux – Marcel Khalifé, Caracalla, notamment – qui s'étaient produits à Beiteddine à partir de 1985 alors que continuait la guerre, prit l'initiative de lancer, dès la paix revenue, un vrai festival. Le Royal College of Music de Londres, avec le flûtiste libano-britannique Wissam Boustany, fut le premier, en 1993, à consacrer la renaissance internationale du Liban festivalier. Le palais de Beiteddine fut restitué en 1999 à l'Etat libanais, mais le festival fut autorisé à s'y maintenir sous les fenêtres du président de la République dont c'est la résidence d'été.

## ÉCLECTISME ET DÉMESURE

Il fallut attendre 1997 et les garanties de la Syrie tutélaire et du Hezbollah souverain et sourcilieux dans son fief pour que Baalbek puisse revenir en scène après vingt-deux ans d'éclipse, avec un récital de Rostropovitch, qui avait juré, en voyant à la télévision le Liban sous les bombes, d'être le premier à sceller la paix revenue par un concert dans l'enceinte majestueuse des tentes où il s'était produit en 1968.

## TROIS QUESTIONS À...

JEAN-CLAUDE CASADESUS

**1** Vous dirigez l'Orchestre national de Lille depuis 1976. Pour ouvrir, au Festival de Beiteddine, l'Année de la francophonie au Liban, pourquoi avoir choisi le *Requiem* de Verdi et un programme du jeune Berlioz ?

Mon fil d'Ariane a été les « correspondances » et la Méditerranée. *Aïda* comme *Cléopâtre* invitent au voyage en Orient, mais c'est moins cet exotisme-là qui rapproche ces deux compositeurs que la langue, francophonie oblige. Le *Don Carlo* de Verdi fut créé en français près de vingt ans avant sa version italienne, et Théophile Gautier signe les textes des *Nuits d'été*, données en première partie, avant la *Symphonie fantastique*, lors de la soirée Berlioz. Il y a dans les deux cas un élan, une énergie,

une jeunesse dont le message me semblait correspondre au lieu comme à l'événement.

**2** Quel accueil avez-vous reçu du public libanais, premier hôte arabe d'un sommet de la francophonie (les 26, 27 et 28 octobre) ?

Il a été pour moi bouleversant de recevoir dans ce lieu magique l'ovation d'un public de connaisseurs exigeants. Entre les deux cent cinquante exécutants et le public [2 400 personnes pour la soirée Verdi, 1 600 pour Berlioz], que les fractures confessionnelles ou linguistiques ne divisaient pas, il s'est joué un moment d'émotion dont la presse a vanté le lendemain la « portée exceptionnelle ». Face à une telle générosité, j'ai pris la mesure des liens entre nos deux pays. La langue comme la musique font des promesses de communion plus larges encore.

Baalbek en est à sa 24<sup>e</sup> édition, Beiteddine à sa 10<sup>e</sup>. Entre-temps, Saïda, Tyr, Byblos ont eu d'éphémères festivals qui se sont étiolés aussi vite qu'ils avaient éclos. Seul le festival d'hiver d'Al-Bustan s'est maintenu aux côtés des deux grands festivals d'été.

En 2001, Beiteddine et Baalbek ont joué chacun sur son registre : l'éclectisme pour le premier, les grands ouvrages pour le second. Le Festival de Beiteddine s'est ouvert avec Elton John pour deux soirées à guichets fermés. Après un intermède de turc – avec la Banda allah turka de Kudsi Ergumer, mélange innovant (et heureux) de musique orientale et de jazz – vint le moment de la musique classique avec l'entrée en scène de la France, particulièrement présente en cette année du neuvième sommet de la francophonie qui doit se tenir en octobre à Beyrouth. L'Orchestre national de Lille, dirigé par Jean-Claude Casadesus et accompagné par le chœur de l'Orchestre de Paris – en tout deux cent quarante artistes en scène – a donné une interprétation du *Requiem* de Verdi, très bien servie par Kathleen Cassello, Grace Bumbry, James Wagner et Simon Estes. Le lendemain, sans le chœur, l'orchestre interprétait Berlioz : *Nuits d'été* et *Symphonie fantastique*.

**3** La francophonie prend-elle un sens particulier dans un site exceptionnel comme celui de Beiteddine, dans la montagne druze ?

Je ne connaissais jusqu'ici le Liban que par les récits enthousiastes de mes parents, qui y avaient été accueillis dans le cadre des tournées de la Comédie-Française. Ils ne cessaient de vanter son art, sa douceur de vivre. J'ai découvert à Beiteddine la poésie d'une terre hospitalière capable de transcender les rivalités. C'est peut-être la vraie mission aujourd'hui de la francophonie. Chacun est à égalité devant l'émotion musicale. De la même façon, la langue française véhicule des valeurs humanistes efficaces pour lutter contre les effets pervers d'une mondialisation qui aggrave les inégalités. La francophonie peut être une leçon de résistance.

Propos recueillis par Philippe-Jean Catinchi

## Deux soirées mémorables avec Louis Sclavis et Mark Helias

La Seyne-sur-Mer/Jazz. Au Fort-Napoléon, tout peut arriver, surtout l'excellence musicale

LOUIS SCLAVIS QUINTET, MARK HELIAS QUARTET, les 28 et 29 juillet, Fort-Napoléon, La Seyne-sur-Mer. PROCHAINS CONCERTS : ONJ Paolo Damiani, John Hicks, Philippe Gareil, Philip Catherine, Daniel Humair..., à partir de 20 heures, jusqu'au 3 août. 80 F (12,15 €). Tél. : 04-94-06-84-00.

## LA SEYNE-SUR-MER

de notre envoyé spécial

Les tourterelles roucoulent, les grillons aussi. L'air sent le pin parasol, le ciel est bleu azur au-dessus de la cour du Fort-Napoléon de La Seyne-sur-Mer. Il y a de pires conditions pour écouter du jazz. D'autant qu'en deux soirées consécutives, le Festival Jazz au Fort-Napoléon, fondé en 1985 et dirigé par Robert Bonaccorsi, a donné l'occasion d'entendre ce qu'il y a eu de plus enjoué, épanoui, exigeant depuis un bon mois : le Français Louis Sclavis, en quintette, le 28 juillet, et l'Américain Mark Helias, en quartette, le 29. Ces concerts resteront mémorables.

Sclavis est un habitué du Fort-Napoléon. Avec Henri Texier, Michel Portal ou Daniel Humair, avec l'Acoustic Quartet et ses propres formations, dont les superbes projets « Ellington on The Air » et « Les Violences de Rameaux ». Au petit matin, il a même joué be-bop, car ici tout peut arriver. Cette fois, Sclavis est en quintette – presque celui qui a enregistré *L'Affrontement des prétendants* (ECM) : le trompettiste

Jean-Luc Capozzo, en tournée en Finlande, est remplacé par Méric Collignon avec sa trompette de poche et sa voix qui s'amuse à tout se permettre (*Le Monde* daté 29-30 juillet).

Voilà environ deux ans que ce quintette vit de la musique de Louis Sclavis. En concert, sans effets de manche, il densifie la valeur de ses compositions, poussé par l'inattendu : la réponse du public. Au Fort-Napoléon, le 28 juillet, l'attention est perceptible, les enthousiasmes viennent au bon moment. Vincent Courtois est au violoncelle et Bruno Chevillon à la contrebasse ; François Merville à la batterie. Sclavis aime les mélodies subtiles, le corps-à-corps, le jeu des variations. En équilibre entre écriture et improvisation, au plus près du jazz comme rarement, cet affrontement tient de l'élan collectif et porte à merveille la richesse des thèmes. *Maputo*, *Hommage à Lounès Matoub*, un duo vibrant avec Chevillon, un final vers les folklores, comme un rituel. Le présent du jazz est bien là.

## DOUCEUR ET ILLUMINATIONS

Le lendemain, les compositions de Mark Helias prendront comme un relais mais en lien plus direct avec l'histoire du jazz : voyage des Caraïbes à La Nouvelle-Orléans, virée bop doublée d'un saut vers le rhythm'n'blues, pont entre la west coast et le jazz cool selon Lee Konitz et Jimmy Giuffrè et ce qui s'appellera le free jazz dans sa part la plus tendre, celle d'Ornette Coleman. Douceur et illuminations, fra-

gilité et assise exemplaire, le quartette semble capable de tout aborder. L'harmonie est valorisée, sans piano, par les contre-chants et les dialogues du trompettiste Ralph Alessi et du saxophoniste Tom Malaby, ou par l'exceptionnelle musicalité du batteur Gerald Cleaver. Apprentis tambourinaires, voilà un modèle ! Le corps est droit, les muscles contrôlés, les frappes allient précision et beauté des gestes. Le jazz est aussi une posture.

Au festival, on expose. Thierry Trombert, trop discret pour aimer que l'on parle de lui, ne peut photographier que les musiciens qui le touchent. Jean Buzelin, dit Buz, bénéficie de plusieurs espaces pour une rétrospective de croquis, peintures, pochettes de disques, billets d'humeur illustrés... Drôle, savoureux, lui aussi en connivence avec ses sujets. Jean-Paul Ricard, responsable de l'Association pour le jazz et les musiques improvisées à Avignon présente des pochettes de disques 33 tours sur le thème des cordes. A voir aussi, une part du travail du peintre François Arnal, présenté, en grand, Villa Tamaris.

Robert Bonaccorsi a l'œil pétillant. La musique est là. Il est temps de l'amener à conter des dizaines d'histoires savoureuses et sur ces jazzmen qui le font rêver, le cinéma américain des années 1940 et 1950 et tous les héros, grands et surtout oubliés, du rock'n'roll. La nuit s'annonce longue. Tant mieux.

Sylvain Siclier

## SORTIR

### PARIS

#### Kader Attou

Avec *Anokha*, la danse des dieux et des hommes, le chorégraphe hip-hop Kader Attou, de la compagnie Accrorap, a mené un travail parfaitement juste et beau sur les connexions profondes qui relient la danse hip-hop et la danse traditionnelle indienne, en l'occurrence le *katak*, originaire du nord de l'Inde.

Avec des interprètes indiens et des hip-hopeurs, *Anokha* rend compte des racines universelles de la danse au-delà du temps. Autour des valeurs de respect et d'harmonie, elle impose la quête humaniste et chorégraphique d'un artiste discret qui sait exactement où il veut inscrire sa danse. Paris, quartier d'été. Cour d'Orléans du Palais-Royal. 22 heures, du 31 juillet au 3 août. Tél. : 01-44-94-98-00. De 80 F à 100 F.

### PÉRIGUEUX

#### Festival international du mime actuel

Mimos, 19<sup>e</sup> Festival du mime de Périgueux, est placé sous le signe de la découverte. Il met en scène des créations (*Le Triomphe de la raison*, de Perrotin et de Carmelo, *Epanouissement*, de Gyohei Zaitsu), des premières représentations en France (*Sphères*, du groupe

australien Strange Fruit), de nombreuses jeunes compagnies et des solistes français et étrangers. Mêlant spectacles de rue, parades, et représentations sur scène, cet événement propose également un stage de buto (mime japonais) ainsi qu'une initiation au maquillage de théâtre. Périgueux (Dordogne). Le Théâtre, esplanade du Théâtre. Du 30 juillet au 5 août. Tél. : 05-53-53-18-71.

### SUMÈNE

#### Les Trances cévenoles

Au rendez-vous du quatrième festival Les Trances cévenoles, cirque, théâtre, reggae et rock tzigane : vingt-cinq spectacles pour découvrir une centaine d'artistes connus ou inconnus comme La C<sup>e</sup> Cirkatomic, Les Madeleines, Oust Louba ou encore Emir Kusturica and The No Smoking Orchestra. Cette fiesta cévenole se déroulera comme chaque année en plein air, sur des sites originaux. A l'initiative de cet événement, l'association Les Elvis platinés, composée de bénévoles qui œuvrent depuis six ans pour le développement du spectacle vivant dans la région. Nombreux spectacles gratuits. Sumène (Gard). Du 1<sup>er</sup> au 4 août. Tél. : 04-67-81-30-16. 30 F à 100 F. Pass festival : 190 F à 240 F.

## GUIDE

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place).

Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. Valérie de la Rochefoucauld *La Serrure et le Secret*, mise en scène de Muriel Bloch. Mairie du 9<sup>e</sup> arrondissement, 6, rue Drouot, Paris-9<sup>e</sup>. Le 31, à 17 h 30. Entrée libre.

Katona Théâtre mise en scène de Laszlo Sary. Square des Amandiers, Paris-20<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Père-Lachaise. Le 31, à 19 heures. Tél. : 01-44-94-98-00. Entrée libre.

Z Quartet Square Maurice-Gardette, rue du Général-Blaise, Paris-11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Maur. 19 heures, le 31. Entrée libre. Eléments Folie's Pigalle, 11, place Pigalle, Paris-18<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Pigalle. Minuit, le 31. Tél. : 01-40-36-71-58. 100 F.

Out Of Le Batofar, 11, quai François-Mauriac, Paris-13<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Quai-de-la-Gare ou Bibliothèque-François-Mitterrand. 22 heures, le 31. Tél. : 01-56-29-10-00. 40 F. Patricia Barber *New Morning*, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Château-d'Eau. 21 h 30, le 31. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

### RÉGIONS

Echos de et avec la Compagnie A-N. Périgueux (Dordogne). Le Palais, 15, rue Bodin, 18 heures et 22 h 30, le 1<sup>er</sup> août. Tél. : 05-53-53-80-78. 70 F et 100 F.

## HORS CHAMP

■ **THÉÂTRE** : Catherine Tascas, ministre de la culture et de la communication, a désigné, vendredi 27 juillet, en accord avec Jean-Louis Schneiter, maire de Reims, le metteur en scène Emmanuel Demarcy-Mota à la tête du Centre dramatique national de Reims. Il succèdera au metteur en scène Christian Schiaretti « dans le courant du dernier trimestre 2001 ».

Ce dernier est appelé à prendre la direction du Théâtre national populaire de Villeurbanne. ■ **Le 5<sup>e</sup> Festival d'Avignon, qui s'est achevé le 28 juillet, a réuni quelque 110 000 spectateurs payants pour une jauge totale de 118 000 places, soit un taux de remplissage record de 93 %.** La Cour d'honneur du Palais des papes, où étaient présentés *L'Ecole des femmes*, dans la mise en scène de Didier Bezace, avec Pierre Arditi et Agnès Sourdillon, *Je suis sang*, de Jan Fabre, et *You walk ?*, de Bill T. Jones, a attiré un complet, recevant près de 37 000 spectateurs. Beau succès aussi pour *Boris Godounov*, dans la mise en scène de Declan Donnellan, pour *La Mort de Danton*, dans la mise en scène de Thomas Ostermeier, et pour *Ubu Roi*, dans la mise en scène de Bernard Sobel, avec Denis Lavant. Huit compagnies « émergentes », soutenues par l'Adami, ont attiré 20 000 spectateurs. La danse a séduit 26 000 spectateurs autour de Bill T. Jones, Jan Fabre, Angelin Preljocaj, Josef Nadj et trois jeunes compagnies issues de la mouvance hip-hop.

■ **Le Festival off d'Avignon a lui aussi connu un grand succès** avec 28 725 spectateurs adhérents pour un nombre total de billets vendus estimé à 600 000 pour les quelque 600 spectacles à l'affiche.

# LE MONDE diplomatique

## Ecologie, sciences nouvelles menaces

Par Jean-Claude Guillebaud  
Paul Virlio  
Mariano Sigman

**Egalement au sommaire :**  
Présidents traqués, par Ignacio Ramonet  
L'égnime des tueurs du Brabant, par Sergio Carrozzo  
Un ethnologue sur les traces du Mur de Berlin, par Marc Augé  
Surveiller est aussi un marché, par Franck Mazoyer  
La saga des Mennonites, par Bernard Cassen  
Athlètes chimiquement modifiés, par Eduardo Galeano  
Dans le plus grand centre commercial du monde, par Tom Frank

NUMÉRO D'AOUT 2001  
En vente chez votre marchand de journaux 25 F - 3,81€



# La commission d'enquête sur les émeutes de Kabylie accable la gendarmerie et le gouvernement algériens

Le juriste Mohand Issad annonce qu'il compte reprendre l'enquête le 25 août

LA GENDARMERIE est seule responsable des violences qui ont ensanglanté la Kabylie entre la mi-avril et la fin juin ; aucune preuve d'un « complot interne ou externe », si promptement mis en avant par les plus hautes autorités de l'Etat, n'a pu être apportée pour tenter d'expliquer le brusque soulèvement de la population. Tels sont les principaux points du rapport remis par la commission nationale d'enquête sur les émeutes en Kabylie à la présidence de la République. Loin d'éclaircir toutes les zones d'ombre, ce rapport jette cependant une lumière crue sur les agissements des forces de l'ordre et tranche singulièrement par sa liberté de ton et d'analyse à l'égard des déclarations officielles rapportées jusque-là.

Présidée par Mohand Issad, un juriste réputé « indépendant », cette commission avait été mise sur pied à l'initiative d'Abdelaziz Bouteflika. Lors d'une allocution radio-télévisée, le 30 avril, et après un silence de plus de quinze jours, le chef de l'Etat avait assigné à cette instance la mission de « faire toute la lumière sur ce qui s'est passé, en toute liberté, en toute transparence ». C'est désormais chose faite, même si les membres de la commission font état d'obstructions cadrant mal avec l'exercice et

l'exigence de vérité. Rendues publiques dimanche 29 juillet, les conclusions du rapport sont on ne peut plus sévères à l'égard de la gendarmerie, jugée principale responsable dans le déclenchement et la répression du soulèvement qui sévit en Kabylie depuis le 18 avril, date à laquelle Massinissa Guermah, un lycéen de dix-neuf ans, fut abattu par

l'action non moins violente des gendarmes, laquelle, pendant plus de deux mois, a nourri et entretenu l'événement : tirs à balles réelles, saccages, pillages, provocations de toutes sortes, propos obscènes et passages à tabac. La commission n'a pas relevé de démenti », souligne sèchement le rapport. Sur tout, note cette instance ad hoc, « la violence enre-

par des forces externes à son propre corps. »

Le rapport insiste également sur l'illégalité manifeste dans laquelle ont agi les gendarmes, qui « sont intervenus sans réquisition des autorités civiles, comme la loi le stipule ». La commission conteste par ailleurs vivement aux forces de sécurité l'état de « légitime défense » qu'elles ont cru bon d'avancer pour justifier leurs graves manquements, provoquant – officiellement – la mort de plus d'une soixantaine de personnes (le rapport fait état de 51 morts pour la seule période du 22 au 28 avril) lorsque plusieurs sources médicales avancent plus d'une centaine de victimes. « Au demeurant, souligne encore la commission, c'est à une autorité tierce – en droit pénal, les tribunaux – d'apprécier l'état de légitime défense, et non à l'une des parties. »

Outre la responsabilité directe de la gendarmerie, l'instance indépendante inflige un camouflet aux plus hauts représentants de l'Etat, qui, dès le début des troubles, n'ont pas hésité à avancer la thèse d'un complot ourdi de l'extérieur. « Si une main quelconque peut aussi rapidement et aussi facilement soulever une région du pays, loin des côtes, des ports et des aéroports, cela signifierait que l'Algérie est dangereusement vulnérable. »

Arguant d'une kyrielle de témoignages recueillis sous le sceau de l'anonymat, du fait d'un climat politique loin d'apporter toutes les garanties à la manifestation de la vérité, la commission regrette par ailleurs « les réticences et des refus déguisés à ses demandes de renseignements, documents, balles extraites et radiographies ». Quoi qu'il en soit, son analyse du soulèvement kabyle est sans détour : « Les causes profondes [sont] sociales, économiques, politiques, identitaires et dues aux abus de toutes sortes. »

Samy Mouhoubi

## « Citoyens, total décédés : 50 »

Le rapport de la commission Issad commence par le « bilan des dégâts humains », qu'il détaille pour chacune des wilayas. Dans la catégorie « citoyens, total décédés », le rapport indique le chiffre de 50, soit 50 morts par balle (31 à Tizi Ouzou, 16 à Béjaïa, 1 à Sétif et 2 à Bouira). Un seul gendarme a été tué, par « électrocution », indique le texte. Côté manifestants, le nombre de blessés par balle s'établit à 218 et à 900 pour l'ensemble des blessés. Côté forces de l'ordre, la commission a dénombré 416 policiers blessés et 181 gendarmes. Ces chiffres concernent la période du 22 au 28 avril.

des gendarmes dans une caserne de Beni-Douala, une localité située près de Tizi-Ouzou, chef-lieu de la Grande Kabylie.

Un assassinat qui mit le feu aux poudres, bientôt relayé par l'arrestation musclée de plusieurs autres lycéens par des gendarmes, à Amizour, en Petite Kabylie, et qui allait définitivement installer la hargne émeutière. « La réaction violente des populations a été provoquée et

gistrée est celle d'une guerre, avec usage de munitions de guerre », sans toutefois préciser clairement si, comme l'ont indiqué plusieurs sources, des balles explosives ont été utilisées par les forces de l'ordre contre les manifestants.

En tout état de cause, le document présenté à la présidence accrédite la thèse de la hogra, ce mépris teinté d'injustice dans lequel s'estime tenue l'ensemble de la population kabyle par les forces de sécurité, depuis plusieurs années. « Au commencement, ce ne sont pas les foules qui ont été l'agresseur. Elles ne sont pas à l'origine des deux événements déclenchants. Si quelqu'un a forcément donné l'ordre de tirer à balles réelles, en revanche personne n'a donné l'ordre de cesser le feu », note encore la commission qui met en cause la chaîne de commandement, sans toutefois désigner le moindre responsable. « Les ordres de la gendarmerie de ne pas utiliser les armes n'ont pas été exécutés, ce qui donne à penser que le commandement a perdu le contrôle de ses troupes, ou qu'elle a été parasitée

## Un climat où les témoins ont peur de parler

La commission nationale d'enquête sur les événements de Kabylie reprendra ses investigations le 25 août, a annoncé son président, le professeur de droit Mohand Issad, dans une interview publiée lundi 30 juillet par le quotidien *Le Matin*. « Toutes les personnes qui ont travaillé jusqu'à aujourd'hui sont des bénévoles venus de toutes les régions du pays. Leur mission a été très fatigante », indique-t-il. « Je vous dis sincèrement que je ne pouvais pas non plus continuer à travailler dans un climat où les personnes ont peur de parler. (...) Il y a des responsables et des fonctionnaires à entendre dans cette affaire. Nous n'avons pas eu le temps de les contacter durant cette période, mais nous allons le faire cette fois-ci. Nous devons voir ces personnes. Ce sont les témoins que nous avions portés sur nos listes qui n'étaient pas prêts psychologiquement à témoigner. J'espère qu'ils vont finir par le faire, et que d'ici à la fin du mois la démente, cette crise qui s'est emparée du pays, va se calmer pour que nous puissions enfin mener notre travail sereinement. »

## « Si quelqu'un a donné l'ordre de tirer à balles réelles, personne n'a donné l'ordre de cesser »

VOICI les conclusions de la commission d'enquête telles qu'elles ont été reproduites dimanche par l'édition en ligne du quotidien « Le Matin ».

« La réaction violente des populations a été provoquée par l'action non moins violente de la gendarmerie, laquelle, pendant plus de deux mois, a nourri

et entretenu l'événement : tirs à balles réelles, saccages, pillages, provocations de toutes sortes, propos obscènes et passages à tabac. La commission n'a pas relevé de démenti.

« Au commencement ce ne sont pas les foules qui ont été l'agresseur. Elles ne sont pas à l'origine des deux événements déclenchants (Guermah et Amizour). Si quelqu'un a forcément donné l'ordre de tirer à balles réelles, en revanche personne n'a donné l'ordre de cesser le feu. Les gendarmes sont intervenus sans réquisitions des autorités civiles comme la loi le stipule.

« Les ordres de la gendarmerie de ne pas utiliser les armes n'ont pas été

exécutés, ce qui donne à penser : – ou que le commandement de la gendarmerie a perdu le contrôle de ses troupes ;

– ou que la gendarmerie a été parasitée par des forces externes à son propre corps, avec forcément des complications internes, qui donnent des ordres contraires, et assez puissants pour mettre en mouvement la gendarmerie avec une telle rudesse pendant plus de deux mois et sur une étendue aussi vaste.

« La gendarmerie nationale a été isolée et impliquée seule. Son appel (du moins celui d'un groupement régional) à impliquer les autres services de sécurité et ses mises en garde n'ont pas reçu d'écho.

« La violence enregistrée contre les civils est celle d'une guerre avec usage de munitions de guerre. La légitime défense, notion juridique, est corrigée par l'opportunité politique. Au demeurant, c'est une autorité tierce, en droit pénal les tribunaux, qui apprécie l'état de légitime défense et non l'une des parties.

« Comparativement, la manifestation sans précédent du 14 juin 2001 à Alger a pu être contenue sans usage d'armes à feu, et, vingt ans auparavant, en Kabylie, la répression n'a

pas engendré de morts. Les troubles qui ont affecté certaines localités de l'est du pays ont cessé aussi vite qu'ils sont apparus, ce qui peut signifier que derrière les troubles qui ont secoué les wilayas de la Kabylie, puis les autres localités, il y a une volonté de l'homme. Aucune force du paysage politique algérien n'est capable de soulever une région sur une telle étendue et en si peu de temps ni étendre les troubles à plusieurs localités de l'est du pays et y mettre fin en quelques jours.

« La mort de Guermah et l'incident d'Amizour ne sont que les causes immédiates des troubles constatés. Les causes profondes résident ailleurs : sociales, économiques, politiques, identitaires et abus de toutes sortes. Ses responsabilités sont situées en amont. Les autorités et les institutions ont été averties dans des délais raisonnables et le directeur général de la Sûreté nationale a même laissé prévoir une insurrection. Cela n'a reçu aucun écho et donne la désagréable impression que personne ne s'était senti concerné.

« La commission nationale d'enquête s'est heurtée à des réticences et des refus déguisés dans ses demandes de renseignements, documents,

balles extraites et radiographies. Des « sachants » se sont manifestés, par téléphone ou par intermédiaire, mais déclarent ne pouvoir témoigner dans la conjoncture actuelle. On ne peut justifier le laxisme et les négligences, comme on ne peut expliquer les dépassements par l'insuffisance de la formation et ainsi justifier l'impunité des responsables, qui restent à identifier.

« Les meneurs, les « récupérateurs » et les télévisions étrangères sont intervenus en aval. Ils n'ont pas déclenché les événements, qui ont commencé à Béni-Douala pour s'étendre à seize localités, puis à Amizour pour gagner finalement onze autres localités. Si une « main » quelconque peut, aussi rapidement et aussi facilement, soulever une région du pays, loin des côtes, des ports et des aéroports, cela signifierait que l'Algérie est dangereusement vulnérable et que la République n'est pas capable de prévoir, déceler et contenir.

« Ce sont là les conclusions provisoires de la commission nationale d'enquête. Elle continuera les investigations lorsque les langues seront déliées, la peur disparue et les éventuels témoins sécurisés. »

# Des cellules-souches humaines greffées dans des cerveaux de fœtus de singe

L'expérience a été menée par des chercheurs américains

LES MILIEUX internationaux des sciences et de l'éthique, tout comme les divers responsables religieux, attendent avec impatience la décision que doit prendre, dans les prochains jours, le président américain George W. Bush sur le financement fédéral – actuellement interdit – des recherches biologiques sur les cellules-souches provenant d'embryons humains (*Le Monde* du 20 juillet).

Depuis quelques semaines, on assiste, outre-Atlantique, à une multiplication des publications scientifiques cherchant, de manière parfois spectaculaire et provocatrice, à témoigner de la richesse des promesses thérapeutiques que laissent entrevoir ces nouvelles manipulations du vivant. Après l'annonce, il y a quelques jours, dans le mensuel *Fertility and Sterility*, de la fabrication *in vitro* d'embryons humains destinés aux seules fins de la recherche thérapeutique (*Le Monde* du 13 juillet), une autre équipe américaine révèle, cette fois dans les colonnes de l'hebdomadaire *Science* (daté du 27 juillet), avoir réussi à implanter des cellules-souches cérébrales humaines au sein de cerveaux de fœtus de singe *Macaca radiata* vers la 12<sup>e</sup> semaine de leur gestation.

Les cellules-souches ainsi injectées avaient initialement été prélevées au sein d'une région spécifique du cerveau d'un fœtus humain avorté âgé de 15 semaines. Ces cellules ont ensuite été mises en culture puis biologiquement « marquées » afin que les chercheurs puissent identifier leur distribution ultérieure au sein des tissus cérébraux des fœtus simiesques. L'équipe, dirigée par le professeur Evan Y. Snyder (Children Hospital, Harvard Medical School, Boston), explique avoir injecté environ 20 millions de ces cellules dans une région similaire du cerveau du singe. L'injection intracérébrale a été pratiquée, sous anesthésie locale et surveillance échographique du fœtus, chez trois femelles gestantes.

A la 17<sup>e</sup> semaine de gestation, après délivrance par césarienne, les trois nouveau-nés ont été sacrifiés, leurs cerveaux disséqués et leurs tissus cérébraux analysés. L'équipe du professeur Snyder a pu découvrir que les cellules-souches humaines s'étaient parfaitement intégrées à leur nouvel environnement étranger. Aucune barrière d'espèces n'a joué contre une telle greffe. En cinq

semaines, une fraction des cellules humaines a migré sur de grandes distances cérébrales pour participer au développement et à la différenciation cellulaire du système nerveux central du fœtus de singe. Plus surprenant encore : ces cellules humaines se sont transformées dans différentes régions anatomiques, soit en neurones, soit en cellules nourricières. Une autre fraction, plus petite, des cellules humaines injectées n'a pas migré et semblait constituer un réservoir de cellules pouvant ultérieurement servir à des mécanismes de réparation de zones lésées du cerveau.

## PERSPECTIVES THÉRAPEUTIQUES

Les auteurs de *Science* estiment apporter là – outre une nouvelle démonstration de l'étonnante plasticité d'un organe que l'on pensait depuis le début de la neurologie incapable de régénération – des éléments inédits quant au rôle et à la place des cellules-souches dans la physiologie du développement cérébral. Ils soulignent aussi que cette expérience laisse entrevoir des perspectives inattendues de traitement *in utero* de certaines affections neurologiques dès lors que ces dernières auraient été diagnostiquées avant la naissance de l'enfant. Ils avancent encore qu'un tel procédé pourrait aller jusqu'à s'appliquer au traitement « préventif » d'affections neurodégénératives comme les maladies de Parkinson, d'Huntington ou d'Alzheimer.

Pour le docteur Curt R. Freed (université du Colorado, Denver), l'un des cosignataires de l'article de *Science*, de nombreux travaux de recherche devront encore être menés, notamment sur des singes souffrant de pathologies neurodégénératives équivalentes aux affections humaines, avant que l'on puisse passer aux premières expérimentations sur l'homme ou sur l'embryon humain. Il estime pourtant d'ores et déjà vraisemblable que, dans l'avenir, une maladie aussi complexe que l'autisme pourra être soignée *in utero* à partir de ce nouvel outil thérapeutique. Aucun des auteurs ne traite, pour l'heure, des questions éthiques posées par la création de singes anthropoïdes dont les cerveaux auraient de la sorte été mécaniquement « humanisés ».

Jean-Yves Nau

## Deux décès dus à la légionellose dans le Rhône

UNE SECONDE PERSONNE est décédée de la légionellose dans le Rhône, samedi 28 juillet. Cette deuxième victime s'ajoute aux neuf cas détectés dans l'agglomération lyonnaise depuis la mi-juin, dont un premier cas mortel, qui n'a été rendu public que samedi. La préfecture du Rhône a pris, vendredi, un arrêté prescrivant le contrôle sans délai des systèmes de climatisation situés sur les toits des immeubles, « dans la mesure où ces installations peuvent être l'un des vecteurs de la propagation de la légionellose ». Des investigations sont en cours sous la responsabilité de la DDASS et des services d'hygiène des communes.

■ **LOTO : résultats des tirages n° 60 effectués samedi 28 juillet.** Premier tirage : 6, 15, 20, 23, 35, 39 ; complémentaire : 30. Rapports pour 6 numéros : 1 639 590 F (249 093 €) ; 5 numéros et complémentaire : 165 520 F (25 233 €) ; 5 numéros : 7 490 F (1 141 €) ; 4 numéros et complémentaire : 328 F (50 €) ; 4 numéros : 164 F (23 €) ; 3 numéros et complémentaire : 32 F (4,87 €) ; 3 numéros : 16 F (2,43 €). Second tirage : 2, 5, 10, 20, 22, 39 ; complémentaire : 17. Pas de gagnants pour 6 numéros ; 5 numéros et complémentaire : 77 145 F (11 760 €) ; 5 numéros : 4 670 F (711 €) ; 4 numéros et complémentaire : 238 F (36,28 €) ; 4 numéros : 119 F (18,14 €) ; 3 numéros et complémentaire : 26 F (3,96 €) ; 3 numéros : 13 F (1,98 €).

Tirage du Monde daté samedi 28-dimanche 29 juillet 2001 : 613 579 exemplaires. 1-3

**Révissez vos Classiques**

RÉVISEZ CET ÉTÉ AVEC LE MONDE, FRANCE INTER, LA FNAC ET UNIVERSAL 50 CHEFS-D'ŒUVRE DE LA MUSIQUE CLASSIQUE.

Le Monde UNIVERSAL

**21 DANSES HONGROISES**

Orchestre de chambre de Vienne

Clarinete Abbado

## BRAHMS | DANSES HONGROISES | ABBADO

LE CŒUR DU DANUBE. Quel succès ! Brahms ne se doutait probablement pas de l'enthousiasme qu'allait susciter les 21 Danses Hongroises pour piano à quatre mains qu'il venait d'achever en 1869. Il en orchestra trois d'entre elles et le reste du cycle fut confié à d'autres musiciens, dont Anton Dvorak. S'agit-il pour autant de Danses Hongroises ? En réalité, elles mélangent les cultures des différents peuples du Danube et leur âme est profondément tzigane. Le tempérament viennois est au cœur des musiques de l'Europe centrale. Quel autre orchestre que le Philharmonique de Vienne peut restituer les timbres et l'imagination de ces pages endiablées ?

Vous découvrirez des extraits de cet album sur France Inter, à 16h dans l'émission de Frédéric Lodéon, "CARREFOUR DE LODEON"

